

SECRETARIAT DU PROGRAMME REGIONAL OCÉANIEEN DE L'ENVIRONNEMENT

Rapport Annuel

2016



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement



Ptilope de Clémentine *Ptilinopus porphyraceus*. Photo : © Stuart Chape

L'environnement océanien, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

Le Secrétariat du Programme régional océanien de l'Environnement (PROE) est la principale organisation intergouvernementale mandatée pour apporter son aide à la protection de la région Pacifique, et y pérenniser le développement durable.

Le PROE a été créé en 1992 par ses gouvernements membres en vue de soutenir la coopération et la coordination interrégionales. L'accord (le Traité PROE) qui l'établit comme organisation intergouvernementale indépendante est entré en vigueur en 1993.

Le PROE, dont le siège est à Apia, à Samoa, travaille en étroite collaboration avec les 26 pays et territoires membres qui en font partie, ainsi qu'avec des partenaires, des donateurs et des communautés locales. Son objectif est de contribuer à la gestion de l'environnement et au développement durable dans la région suivant 4 cibles stratégiques.



BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE



CHANGEMENT CLIMATIQUE



GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION



SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE

BIBLIOTHÈQUE DU PROE – CATALOGAGE DES DONNÉES DE PUBLICATION

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Rapport annuel du PROE : 2016 – Apia, Samoa : PROE, 2017.

64 p. 29 cm

ISSN: 1562-675X

1. Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE)

I. Titre

363.7099

Copyright © Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), 2017

La reproduction de cette publication à des fins éducatives et non commerciales est autorisée exclusivement avec l'autorisation préalable et écrite du détenteur du droit d'auteur, et à condition que la source soit dûment citée. La reproduction de cette publication aux fins de revente, ou de toute autre fin commerciale, est interdite sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur du droit d'auteur.

Photo de couverture : Île Manono et les récifs, Samoa © Stuart Chape

Autres photos : À moins qu'il n'en soit établi autrement, les photos figurant dans cette publication ont été prises par le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE).



PO Box 240, Apia, Samoa

+685 21929

sprep@sprep.org

www.sprep.org



Sommaire

Moorea, Polynésie française. Photo : © Stuart Chape

PRÉFACE MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE	2
INTRODUCTION MESSAGE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE	4
NOS MEMBRES DES ÎLES DU PACIFIQUE	6
PACIFIC VOYAGE VERS LA COP13 DE LA CDB (CONFÉRENCE DES PARTIES DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE)	12
NOS PRIORITÉS STRATÉGIQUES	
 BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE	16
 CHANGEMENT CLIMATIQUE	24
 SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE	32
 GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION	38
SERVICES DES ENTREPRISES	46
ÉTATS FINANCIERS	52
RAPPORTS D'AUDIT	54
PUBLICATIONS DU PROE	58
LISTE DU PERSONNEL	60
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	64
NOTRE RÉGION	65

Avant-propos

Message de la Présidence



Forêt d'Huvalu, Nioué. Photo : © Stuart Chape



Dr Josie Tamate

Fakalofa Lahi Atu kia mutolu oti.

« L'environnement océanien, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures » : voici la nouvelle vision du PROE, adoptée dans le cadre du nouveau plan stratégique décennal, lors de la Conférence du PROE qui s'est tenue à Nioué en 2016.

Il est vrai que l'année écoulée a été marquante pour le PROE et la région du Pacifique. Notre organisation intergouvernementale pour l'environnement a démarré

l'année 2016 sous la houlette d'un nouveau directeur général, M. Kosi Latu. Au cours des mois qui ont suivi, le PROE a franchi des étapes clés qui ont permis, en travaillant tous ensemble, de faire avancer notre région vers un Pacifique résilient.

La grande famille des îles du Pacifique a célébré ensemble l'ouverture du nouveau bureau du PROE aux Fidji, qui héberge officiellement le projet « Adaptation océanienne au changement climatique fondée sur les écosystèmes », dans lequel sont engagés trois pays.

L'année a aussi été marquée par l'organisation par le PROE de la toute première « Table ronde pour un Pacifique propre », sur la gestion des déchets et le contrôle de la pollution au sein des pays et territoires insulaires du Pacifique, réunion qui se tiendra désormais tous les deux ans.

Nous devrions également rendre hommage et féliciter les îles du Pacifique que sont les Fidji, Nauru, les Palaos, la République des Îles Marshall, les Samoa et les Tuvalu, pour avoir montré au monde entier leur capacité à donner l'exemple, à travers leur signature et leur ratification de l'Accord de Paris lors de son ouverture à la signature le 22 avril 2016. L'Accord de Paris est entré en vigueur le 4 novembre 2016, et nous sommes heureux de pouvoir annoncer que fin 2016 tous les Membres du PROE avaient signé et ratifié cet Accord.

Mais je vais m'arrêter là. Je pourrais énumérer d'autres temps forts de l'année 2016, mais les pages à venir présenteront une grande partie des travaux effectués par notre organisation intergouvernementale pour l'environnement. Sans dévoiler le contenu de ces pages, je peux affirmer haut et fort une vérité : sans le généreux soutien et l'aimable assistance de nos partenaires, ces travaux n'auraient pas pu voir le jour. Nous n'aurions pas pu atteindre des résultats concrets qui feront de notre planète un système plus sain pour nous tous. Nous n'aurions pas pu continuer à aider notre région à devenir un Pacifique résilient.

À tous nous disons « fakaue lahi » pour votre clairvoyance et votre

vision, qui nous aident à rendre le monde meilleur.

Nous avons à cœur de travailler pour engendrer un Pacifique résilient, pour nos familles et nos communautés. Les habitants des îles du Pacifique sont des survivants ; nous avons relevé tellement de défis, surtout sur le plan politique, passant de la domination coloniale à l'indépendance ou l'autonomie.

Nous avons également survécu à de nombreuses catastrophes naturelles, même si nous en ressentons de plus en plus le coût sur nos économies, notre environnement et notre mode de vie.

Nous avons souffert et nous sommes adaptés parce que nos peuples comptent, nos cultures et nos traditions comptent, notre environnement compte.

C'est pourquoi je suis heureuse que la résilience du Pacifique se trouve au cœur de la vision stratégique du PROE pour les dix prochaines années.

Oui, nous sommes des survivants, et nous avons souffert. Mais il arrive un moment où nous devons prendre notre destin en main et nous assurer que nous sommes solidement ancrés et prêts à affronter tous les défis qui croiseront encore notre chemin.

Je crois que nous devons désormais changer de tactique et nous concentrer sur nos forces, au lieu de nos vulnérabilités, si nous voulons renforcer notre résilience. Nous sommes résilients, mais comme toute maison qui a lutté contre des cyclones, nous devons renforcer et resserrer nos sangles pour pouvoir survivre et résister aux futurs cyclones.

Ensemble, nous pouvons y arriver. Face aux interminables défis que sont le changement climatique, les espèces envahissantes, l'acidification des océans, la gestion des déchets et la perte de biodiversité, nous pouvons nous unir et apprendre les uns des autres pour renforcer notre résilience, main dans la main avec le PROE et nos partenaires.

L'année 2016, tout comme les années précédentes, nous a montré de quoi nous sommes capables, pourvu que nous ayons le soutien approprié, ainsi que la volonté de travailler dur et la détermination qui sont enracinées en nous, habitants des îles du Pacifique. Munis de notre nouveau Plan stratégique du PROE pour nous guider dans notre voyage, nous avons hâte de voguer vers un Pacifique plus résilient.

Je souhaiterais maintenant féliciter nos Membres et nos partenaires pour leurs liens étroits en tant que famille océanienne, qui nous unissent pour soutenir et guider les travaux du PROE.

Pour finir, je voudrais féliciter l'équipe du PROE pour le dévouement et le travail acharné dont elle a fait preuve depuis un an. Elle a travaillé infatigablement avec nous tous, pour nous emmener là où nous sommes aujourd'hui : sur un chemin prometteur.

Notre esprit de groupe est essentiel pour avancer vers ce futur, et nous avons hâte de partager cette aventure avec vous tous.

Fakaue lahi.

Dr Josie Tamate

Au nom de Nioué,
Présidente de la 27e Conférence du PROE

Introduction

Message de la direction régionale



Je suis heureux de vous présenter le rapport annuel pour 2016 et le compte-rendu du directeur général sur les réalisations depuis la vingt-septième Conférence du PROE qui a eu lieu à Nioué en septembre 2016. Cette année sera encore couronnée de succès en matière de mise en œuvre et de résultats pour le soutien des pays et territoires insulaires océaniques.

Plan stratégique du PROE 2017–2026

L'achèvement et l'adoption du nouveau Plan stratégique du PROE 2017–2026 constituent une étape clé pour le PROE, fruit d'un long processus de collaboration entre les Membres, les partenaires et le personnel. Le nouveau plan expose la vision du PROE « L'environnement océanique, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures. » qui entre en cohérence avec le mandat du PROE « de promouvoir la

coopération dans la région Pacifique et de contribuer à la protection et à l'amélioration de son environnement ainsi qu'à la pérennisation de son développement pour les générations actuelles et futures ».

Comme l'ont approuvé les Membres, « le changement climatique » constitue notre principale préoccupation et « les océans » un thème transversal dans toutes les activités du PROE. Les quatre principales priorités demeurent : la résilience au changement climatique ; la protection de l'écosystème et de la biodiversité ; la gestion des déchets et la lutte contre la pollution ; et la gouvernance environnementale. Le soutien de Mme Annabel Brown, consultante des Services régionaux de consultation financés par le département australien pour les Affaires étrangères et le Commerce (DFAT) a joué un rôle déterminant dans la supervision technique assurée tout au long du vaste processus consultatif de planification.

Rôle d'entité régionale de mise en œuvre du PROE

Le nouveau plan stratégique soutiendra le rôle du PROE, qui est actuellement la seule organisation accréditée du CORP en tant qu'entité régionale de mise en œuvre auprès du Fonds d'adaptation (FA) et du Fonds vert pour le climat (FVC). Le projet de services d'informations climatiques du Vanuatu pour un développement résilient a été

Récif corallien, Taveuni, Fidji. Photo : © Stuart Chape

approuvé lors de la réunion du conseil du FVC organisé par le gouvernement des Samoa en décembre 2016. Le projet Vanuatu est estimé à 23 millions USD et sera réparti sur quatre années pour soutenir le renforcement de capacités pour une application effective des informations sur le climat dans l'élaboration et la mise en œuvre du développement. La proposition retenue a été mise au point dans le cadre d'un partenariat de collaboration entre le gouvernement du Vanuatu et le PROE avec la CSIRO (Organisation fédérale pour la recherche scientifique et industrielle), le Bureau météorologique australien et le centre climatique de l'APEC.

De plus, en mars 2017, lors de la 29^e réunion du conseil d'administration du Fonds d'adaptation, le projet « Amélioration de la résilience au changement climatique des communautés insulaires vulnérables dans les États fédérés de Micronésie » a été approuvé. Cela contribuera à réduire la vulnérabilité des communautés insulaires à l'extrême sécheresse, à la montée du niveau de la mer et aux autres risques climatiques. Le projet contribuera à faire face aux priorités climatiques identifiées dans les îles des atolls extérieurs de Woleai et d'Eauripik de l'État de Yap ; des atolls de Satawan et de Lukunor de l'État de Chuuk, de Kapingamarangi et de Nukuoro de l'État de Pohnpei ; il englobe des

initiatives de sécurité hydrique et d'assainissement et soutient des modes de subsistance résistants aux changements climatiques.

Renforcement des liens régionaux

En renforçant l'engagement du PROE auprès des Membres, une importante étape dans la consolidation des liens régionaux a été franchie par la signature de l'accord de pays hôte avec le gouvernement des Fidji et l'ouverture officielle du bureau du PROE à Suva en 2016. Le bureau de Suva a principalement été créé pour soutenir la mise en place du projet d'adaptation océanique au changement climatique basée sur les écosystèmes (PEBACC). Le projet quinquennal qui a débuté en 2015, est financé par le ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Conservation de la nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire (BMUB) et est mis en œuvre par le PROE, en partenariat avec les gouvernements des Fidji, des îles Salomon et du Vanuatu. En 2016, le PROE a également signé un accord de pays hôte avec les États fédérés de Micronésie qui renforce le soutien des activités de l'agent technique du PROE situé à Pohnpei.

Gouvernance

Puisque les conférences du PROE qui étaient annuelles deviendront bisannuelles en 2017, les organes directeurs du PROE ont approuvé en 2016 le concept d'un conseil exécutif qui se réunirait au cours des années entre les conférences du PROE. Il s'agit d'une étape importante pour le PROE car cela renforce ses modalités de gouvernance et son efficacité administrative afin de mieux soutenir ses Membres.

Modalités de financement pluriannuel

En 2016, le PROE a signé des accords de partenariat 2016-2018 avec la Nouvelle-Zélande qui représentent un financement sur trois ans du gouvernement néozélandais, à hauteur d'environ 4,6 millions \$ NZ. Ces accords sont importants pour le PROE afin de garantir un budget de base sain qui soit flexible et qui s'adapte

aux besoins environnementaux des membres du Pacifique. Le Secrétariat collaborera étroitement avec le gouvernement australien au renouvellement des accords de financement pluriannuel et avec d'autres partenaires importants pour renforcer encore davantage le soutien au financement de base du PROE.

Partenariats

En 2016, afin de soutenir son vaste travail au profit de ses Membres, le PROE a signé des protocoles d'accord avec les organisations et institutions suivantes :

- Centre de climatologie de l'APEC
- CSIRO
- Ramsar
- Office du tourisme du Pacifique sud
- The Water Institute
- Université de Newcastle, Australie
- Université de la Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Université Victoria de Wellington, Nouvelle-Zélande

En plus du Mémoire d'entente mentionné ci-dessus, le PROE a également signé une lettre d'intention avec l'administration océanique et atmosphérique nationale (NOAA) et en 2017 avec les organisations suivantes :

- Blue Planet
- IFRC (Fédération internationale des organisations de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge)
- *Island Conservation*
- Communauté du Pacifique
- Groupe de recherche pour les cétacés du Pacifique Sud (SPWRC)

Défenseur du Pacifique contre le changement climatique

S.E. Anote Tong, ancien président des Kiribati, a été récompensé pour sa défense du Pacifique dans la lutte contre le changement climatique par le PROE lors d'une cérémonie spéciale organisée par la Nouvelle-Zélande dans le cadre de la conférence de l'université de Victoria « Dans l'œil de la tempête : Conférence sur le changement climatique dans

le Pacifique ». Le prix du PROE reconnaissait l'énorme contribution de d'Anote Tong qui a plaidé pour que les pays insulaires océaniques face aux défis du changement climatique soient placés dans les priorités régionales et internationales. Un prix approprié suite à l'accord de Paris adopté en décembre 2015. Anote Tong a milité sans relâche pour faire connaître les impacts du changement climatique sur les Kiribati et le Pacifique, et il a fait preuve d'un engagement courageux et a joué un rôle moteur pour l'environnement qui a permis notamment le Cadre pour le paysage océanique du Pacifique qui a été adopté par les dirigeants du Forum des îles du Pacifique en 2010.

Remerciement

SPREP would like to thank all Le PROE aimerait remercier tous ses bailleurs et partenaires pour leur soutien et leur collaboration, qui lui permettent de protéger l'environnement océanique et d'en assurer la pérennité. Nous apprécions beaucoup votre soutien ainsi que la confiance toujours plus marquée envers notre organisation. Nous nous attellerons à mériter votre confiance en tant que première organisation environnementale de qualité de notre région du Pacifique.

Merci à nos Membres avec qui nous, le Secrétariat, collaborons en partenariat et que nous servons pour garantir que « l'environnement océanique, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures. » Nous apprécions vos conseils avisés et nous comprenons les attentes pour répondre aux nombreux défis environnementaux pesant sur notre région du Pacifique. C'est pourquoi nous poursuivons nos efforts pour que le PROE devienne une organisation toujours plus efficace et capable de mieux répondre aux besoins et priorités des États et Territoires océaniques Membres.

Je vous remercie très sincèrement.

Kosi Latu

Directeur général, PROE

Îles pacifiques membres

Un partenariat visant à atteindre des objectifs communs

Le PROE s'engage à travailler avec ses Membres pour une gestion environnementale et un développement durable de la région. Notre travail implique des priorités stratégiques développées en étroite consultation avec chaque île océanienne membre ainsi que d'autres acteurs.

Canoé traditionnel, Nouvelle-Calédonie. Photo : © Stuart Chape

La Samoa américaine renforce ses compétences en matière de communication météorologique

La Samoa américaine a participé à la formation sur les communications régionales pour le personnel de l'équipe météorologique des îles Cook dont l'objectif est de transmettre les informations en leur possession à différents publics. L'équipe Met a appris les rudiments de la conception graphique et à développer l'information de manière optimale pour sensibiliser un public diversifié. Elle a également bénéficié de conseils visant à optimiser sa collaboration avec les médias. Cette formation a été financée par le projet FINPAC (Finland-Pacific Project).



Le CNMI (Commonwealth des Îles Marianne du Nord, un membre de Micronesia Challenge (le Défi de la Micronésie) fête son 30e anniversaire

Un engagement pris par le Commonwealth des Îles Marianne du Nord, les États fédérés de Micronésie, Guam et Palaos visant à protéger efficacement au moins 30 % des ressources marines côtières et 20 % des ressources terrestres en Micronésie d'ici 2020, qui vient de fêter son 10e anniversaire en 2016 dans le cadre d'un événement spécial de haut vol organisé par le Global Island Partnership à l'occasion des 10 ans du Leadership à la COP13 de la CDB de Cancún au Mexique.



Soutien des Îles Cook dans le cadre de la Convention sur les eaux de ballast

Les Îles Cook font partie de la Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires qui couvre la prolifération des espèces marines envahissantes dans les eaux de ballast sur les navires. Une formation a été organisée dans les Îles Cook pour contribuer au développement de stratégies et de directives nationales conformes à la Convention, qui entrera en vigueur en septembre 2017. Cette formation a été coordonnée par le PROE en partenariat avec les Îles Cook et l'International Maritime Organization (Organisation maritime internationale).



Les EFM signent un Accord de pays hôte avec le PROE

S.E. Le président Peter M. Christian des États fédérés de Micronésie (EFM, FSM en anglais) et le Directeur général du PROE M. Kosi Latu ont signé un Accord de pays hôte en 2016 y officialisant l'établissement d'un bureau du PROE. Un employé du PROE travaille dans les États fédérés de Micronésie et ce bureau accueillera également les responsables du PROE en déplacement pour affaires.



Photo : S.Abraham/PROE

Modèle de carte en 3D de l'île de Taveuni, Fidji

Les communautés de l'île de Taveuni aux Fidji ont développé un modèle de cartographie participative en 3D en vue d'optimiser la planification et la gestion de leurs ressources naturelles et de leurs activités de développement. Premier du genre pour l'île, ce modèle a été conçu par les membres des communautés de Taveuni avec le soutien du PROE via le Projet d'adaptation en matière d'écosystème du Pacifique (PEBACC). L'implication des communautés dans la cartographie relève d'un exercice crucial qui leur confère un plus grand sentiment de valeur et de responsabilité en matière de planification des ressources naturelles.



Photo : PEBACC



Photo : © Stuart Chape



La soumission du collège de Tivan.



Photo : V.Jungblut/PROE



Photo : Société de conservation des îles Marshall

La Polynésie française entre dans l'histoire du Pacifique à l'occasion de la première Table ronde océanienne sur la propreté

Les représentants de la Polynésie française ont participé à la première Table ronde océanienne sur la propreté organisée dans les îles Fidji en juillet 2016 pour aborder les moyens de gérer efficacement les déchets et de combattre la pollution. Cette table ronde est organisée tous les deux ans dans le cadre de la stratégie Cleaner Pacific 2025 (un Pacifique plus propre 2025). Il s'agit d'un mécanisme crucial visant à renforcer et à innover la prévention et la gestion en matière de déchets dans la région du Pacifique.

Le collège secondaire de Guam remporte la troisième place du concours scolaire régional océanien

Guam a participé à l'Invasive Species Regional Schools Challenge (le concours scolaire régional portant sur les espèces envahissantes) avec le collège de Tivan à Guam pour remporter la troisième place. Le concours scolaire régional du PROE portant sur les espèces envahissantes, une initiative du FEM Alliance du Pacifique pour la durabilité (FEM-PAS) dans le cadre du projet sur les espèces exotiques envahissantes (EEE) dans les îles du Pacifique, a eu lieu durant l'année 2016. Les Membres du PROE ont reçu des boîtes à outils portant sur les espèces envahissantes leur permettant de coordonner ce concours national avec les écoles. Outre une vaste gamme d'informations concernant les espèces envahissantes, ces boîtes à outils comprenaient également une liste de « défis » que les différentes classes devaient choisir et relever. Ces défis ont ensuite été soumis à un jury national, lequel a désigné les trois principaux lauréats qui participeraient au concours scolaire régional.

Kiribati renforce ses aires protégées

Un atelier rassemblant les parties intervenantes nationales a été organisé à Kiribati. Cet événement était soutenu par le Programme pour la biodiversité et la gestion des aires protégées (BIOPAMA) en vue de discuter des mesures de coordination nationale et locale concernant les aires protégées, et avec en ligne de mire, l'optimisation des informations disponibles sur le Portail des aires protégées des îles du Pacifique (Pacific Islands Protected Areas Portal- PIPAP). Cet atelier couvrait également l'administration et la gestion des aires protégées, la vérification des besoins en termes de capacité, l'identification des lacunes ponctuant les informations sur les aires protégées, l'identification des référentiels actuels de données nationales ainsi que le type de données disponibles et archivées. BIOPAMA aide les pays à répondre à leurs priorités nationales et à respecter leurs engagements régionaux et mondiaux en matière d'aires protégées.

Un succès dans la protection d'une espèce vivante dans la République des îles Marshall

Les espèces endémiques *Ducula oceanica radakensis* (le pigeon Ratak micronésien), connues localement sous le nom de Mules sont également reprises dans le Rapport sur l'état de l'environnement des îles Marshall (State of Environment Report for the Marshall Islands). Leur habitat et leur zone d'alimentation à Majuro correspondent à moins de 25,9 km². Ce volatile vit uniquement dans les îles est de la République des îles Marshall (îles Ratak) sur une superficie de 77,70 km². En 2006, la Marshall Islands Conservation Society a lancé un projet visant à repeupler l'espèce à Majuro. La population de Mules a chuté à huit couples reproducteurs en raison de l'activité humaine, des prédateurs et de la destruction de leur habitat. L'expédition ornithologique de l'atoll de Mili menée par MICS en 2009 a confirmé que Majuro et Mili étaient les derniers atolls où se reproduit cette espèce de volatiles. Nous ne possédons cependant aucune information concernant la population de Mili. Grâce à campagne en faveur de la Mule et ces progrès significatifs, la population est désormais recensée à 80 oiseaux. La restauration de leur habitat naturel ainsi que les campagnes de sensibilisation communautaire ont eu un impact considérable, permettant une augmentation de cette espèce.

Un centre de formation de Nauru ouvre ses portes à l'apprentissage mutuel dans le Pacifique

En 2016, Nauru a franchi une première étape vers la planification de l'espace maritime (PME), un processus rassemblant les nombreux utilisateurs des ressources océaniques en vue d'établir des décisions éclairées et coordonnées sur la manière d'utiliser les ressources marines efficacement et durablement. La formation PME succédait à un atelier sur les systèmes d'information géographique ouverts aux autorités gouvernementales de Nauru, aux communautés ainsi qu'aux ONG. Elle a également favorisé l'apprentissage mutuel ainsi que le développement d'une plateforme d'échanges avec d'autres pays, réunissant d'autre part les coordinateurs du projet IIB des îles Cook, Tonga et Tuvalu. L'atelier a été organisé par le projet Nauru FEM-PAS Integrated Island Biodiversity (FEM-PAS IIB) en partenariat avec le PROE ; les Autorités des Pêcheries et des Ressources marines de Nauru, le Département du Commerce, de l'Industrie et de l'Environnement, le gouvernement de Nauru et l'organisation du Commonwealth pour la recherche scientifique et industrielle d'Australie.



Photo : R.Wright/PROE

Les projets INTEGRE et PacWaste établissent un partenariat en Nouvelle-Calédonie

Pendant trois jours, Nouméa a accueilli l'atelier du projet INTEGRE qui a bénéficié de la participation de PacWaste. Les deux projets sont financés par l'Union européenne et leur objectif tend à aborder des problèmes de gestion de déchets dans la région des îles pacifiques : 14 pays des îles pacifiques, quatre pays et territoires d'outre-mer et Timor-Leste. Cet atelier a permis de renforcer la collaboration et le jumelage régionaux, des composantes essentielles aux deux projets.



Photo : © Stuart Chape

Un nouveau système météorologique automatisé fait son apparition à Nioué

La station météorologique automatisée iSTAR contribuera à renforcer les normes des aéroports de Nioué en matière de sécurité et à améliorer les données météorologiques et climatiques pour les services de planification de développement et d'alerte précoce. Si cette station fournit des informations servant des fins nationales, la plupart des données enregistrées par la station météorologique automatisée iSTAR permettra également de combler les lacunes caractérisant les informations émises par le Pacifique et partagées via le système d'observation météorologique et climatique global du réseau synoptique régional principal. Ces données contribueront à l'élaboration de bulletins météorologiques et climatiques et amélioreront la précision des prévisions, de même qu'elles permettront de comprendre les conditions d'atmosphériques actuelles. Soutenue par le projet Finland-Pacific (FINPAC) et l'Organisation météorologique mondiale, la station iSTAR AWS a été installée en juin 2016 par le service météorologique de Nouvelle-Zélande, pour être opérationnelle en juillet.



Palaos signe la déclaration « Because the Ocean » (Pour l'Océan)

Palaos a signé la Déclaration « Because the Ocean » (Pour l'Océan) lors de la 22e Conférence des Parties (COP) dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique à Marrakech au Maroc. Deux pays océaniques ont signé cette déclaration, les îles Marshall emboîtant le pas à Palaos. « Pour Palaos, à l'instar d'autres pays insulaires et côtiers, l'océan représente la vie. Notre prospérité à long terme dépend des mesures que nous prenons aujourd'hui pour protéger nos écosystèmes marins », explique S.E Le Président de Palaos, Tommy Remengesau Jr., ayant signé la seconde déclaration. « Nous savons tous que ce qui convient aux océans convient au climat et est essentiel à la sécurité alimentaire ainsi qu'aux modes de subsistance des îles. À l'instar de nombreuses îles, nous traçons notre unique voie vers le développement durable ».



Photo : IISD/ENB/MikeMuzurakis



Photo : A. Peterson

La Papouasie-Nouvelle-Guinée brille par son efficacité au sein des aires protégées

Quatre-vingt-quinze pour cent des aires protégées en Papouasie-Nouvelle-Guinée ont fait l'objet d'une évaluation en 2016 (100 % en mars 2017) par le PROE, laquelle visait à déterminer leur efficacité dans la réalisation de leurs objectifs en matière de protection des valeurs naturelles ou culturelles. Un outil global a été adapté à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et utilisé pour évaluer l'efficacité du contrôle des aires de protection et identifier les ressources nécessaires à une meilleure gestion. Dans les aires protégées évaluées, le rapport indique que plus de 70 % d'entre elles présentent en général de bonnes, voire d'excellentes conditions. Cette activité a été prise en charge par le PROE en partenariat avec le programme pour le développement des Nations unies et l'Autorité pour la conservation et la protection environnementale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.



La soumission du collège de Lefaga.

Concours scolaire sur les espèces envahissantes de Samoa

Le secteur privé de Samoa s'est allié avec le Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, le Ministère de l'Enseignement, des Sports et de la Culture ainsi que le PROE dans le cadre du projet FEM-PAS EEE pour soutenir le concours scolaire. Organisée par le Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, avec le soutien de partenaires, la boîte à outils du concours sur les espèces envahissantes a été traduite en samoan et distribuée aux écoles du pays. Le concours desdits partenaires a permis de décerner des prix aux trois premiers lauréats pour les deux catégories différentes de soumission par les écoles primaires et secondaires. Le premier prix décerné aux écoles primaires a été remis à All Saints Anglican. Vaitele Uta a remporté le second prix, suivie de Vailele, Falealupo et Faleaseela. Dans la catégorie des écoles secondaires, les lauréats étaient Lefaga pour la première place suivie de Mataaeavave, Nuausala, Safata et Chanel. Parmi les partenaires du secteur privé qui ont apporté leur généreux soutien au concours scolaire samoan sur les espèces envahissantes figurent ANZ Samoa, Samoa Stationary and Books, Business Systems Limited, et Samoa Commercial Bank.



Photo : PEBACC

Les ressources environnementales contribuent à de meilleures décisions dans les îles Salomon

Le Ministère de l'Environnement, du changement climatique, de la gestion des catastrophes et de la météorologie des îles Salomon a émis toute une série de fiches de données environnementales en 2016. Les ressources ont été développées avec le soutien de l'agence des États-Unis pour le développement international et le PEBACC, avec le concours d'organisations gouvernementales et non gouvernementales. Les six fiches de données environnementales ont pour objectif de permettre aux insulaires des Salomon de prendre des décisions éclairées quant à leurs ressources environnementales, de même qu'elles ont mis en exergue différents thèmes, dont notamment l'évaluation de l'impact environnemental pour les propriétaires fonciers ainsi qu'un résumé illustré du Code sur l'exploitation forestière.



Les Tokelau à la COP22 de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)

La 22e Conférence des Parties Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC COP22) a mis les Tokelau à l'honneur à l'occasion d'une conférence de presse spéciale en partageant leur histoire sur la manière dont elles vivent le changement climatique. En 2016, les Tokelau ont consacré une grande partie de l'année à développer leur stratégie intitulée vivre avec le changement : améliorer la résilience des Tokelau au changement climatique et aux risques associés 2017–2030 dont le lancement est prévu en 2017. Un important processus de consultation a eu lieu dans le cadre du développement de ladite stratégie, pour collecter des informations auprès de tous les membres de la communauté, quel que soit leur âge.

Les Tonga signent la Convention CITES

Les Tonga ont manifesté leur engagement dans la protection de leur biodiversité naturelle, prenant les mesures nécessaires en vue de participer à la Convention sur le commerce international des espèces menacées (Convention on International Trade in Endangered Species – CITES). Les Tonga sont devenues la 183e partie de même qu'elle est la neuvième partie à la Convention, rejoignant ainsi l'Australie, les îles Fidji, la Nouvelle-Zélande, Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, les Îles Salomon et Vanuatu. Les Tonga ont soumis leur instrument d'adhésion en juin et sont devenues parties officielles de la CITES en octobre.



Tuvalu sur la bonne voie pour des initiatives innovantes dans la gestion de ses déchets

Des consultations ont été organisées avec le secteur gouvernemental, les parties prenantes et les communautés de Tuvalu en vue d'une contribution au développement d'une politique en matière de déchets et d'un plan d'action. Financée par l'Union européenne dans le cadre d'un accord bilatéral avec le gouvernement de Tuvalu, cette activité a été soutenue par le PROE, lequel a proposé son assistance technique. La politique qui en est le fruit, entérinée par le cabinet en juillet 2016, renforcera les mécanismes institutionnels et garantira un effort collaboratif intersectoriel dans la gestion des déchets à Tuvalu. La politique et le plan d'action en matière de déchets comprenaient également les résultats d'une analyse coûts/bénéfices en vue d'exploiter différentes options concrètes de gestion de déchets à Tuvalu. Les déchets verts comptent pour 50 % du volume total de déchets aux Tuvalu. L'étude a permis d'identifier une option de choix visant une transformation significative des déchets verts en produits recyclés. Elle permet en effet d'exploiter des ressources telles que les déchets des porcheries. Cette étude a été réalisée en partenariat avec l'Asian Development Bank (Banque d'Asie pour le développement) – Strategic Program for Climate Resilience (programme stratégique pour la résilience climatique) : région du Pacifique.



Photo : A. Carvan

La Stratégie de gestion environnementale nationale met Vanuatu à l'honneur

Le National Environment Policy and Implementation Plan 2016–2030 (politique environnementale et plan de mise en œuvre nationale de Vanuatu) de Vanuatu encourage la protection, le développement et la gestion durable de l'environnement national. Il s'agit de la première politique nationale du genre depuis son indépendance en 1980. Le plan vise à coordonner les activités connexes, à promouvoir une gestion et une protection des ressources naturelles et de l'environnement qui soient respectueuses. Cette politique est le fruit d'une série de consultations organisées dans le pays, en particulier au niveau provincial. Ces consultations ont réuni des agences gouvernementales, des gouvernements provinciaux, des communautés, des donateurs, des organisations non gouvernementales ainsi que le secteur privé.



Photo : © Stuart Chape

Wallis et Futuna rejoignent leurs collègues de Pacific Met dans le cadre d'une formation régionale

Wallis et Futuna ont été représentés lors d'une formation pour les météorologues du Pacifique organisée dans les Îles Cook en 2016. La formation a couvert la présentation d'un nouveau programme informatique de prévisions climatiques dans le cadre du projet sur les prévisions climatiques de la République de Corée-Pacifique, le renforcement des communications de même que la contribution au développement d'une série portant sur les Océaniennes en météorologie qui sera lancée en 2017. Le projet FINPAC a soutenu la formation sur la communication et le développement de la série portant sur les femmes océaniques en météorologie.



Pacific voyage vers La COP

Conférence des parties de la Convention sur la d

Intégration de la biodiversité dans le bien-être : compte à rebours pour 2020

Entre le 2 et le 17 décembre 2016 plus de 190 parties, quelque 10 000 participants, se sont rassemblés dans le cadre de la Conférence des Parties de la Convention sur la biodiversité organisée à Cancún au Mexique. Parmi ces participants, 14 étaient des pays insulaires du Pacifique, également parties à la Convention sur la biodiversité. Tous se sont engagés à atteindre les 20 objectifs Aichi en matière de biodiversité avec pour but ultime la réduction de la perte de la biodiversité.

Parmi les plus de 720 extinctions animales enregistrées ces 400 dernières années, la moitié concernaient des espèces insulaires. Pour modifier le cours des choses, les îles du Pacifique mettent tout en œuvre pour réaliser les objectifs Aichi pour contrer ces disparitions d'ici 2020.

Dans le cadre de la COP13 de la Convention sur la biodiversité, les îles du Pacifique ont pleinement exploité les opportunités qui leur étaient offertes de présenter leurs réalisations nationales à échelle mondiale.



Intensification de One Pacific Voice en cours

Avant la COP mondiale organisée en août, tous les pays insulaires du Pacifique se sont réunis dans le cadre d'un partenariat visant à préparer la stratégie du Pacifique qui amplifierait la One Pacific Voice (Une Voix pour le Pacifique) dans le cadre de la COP13 de la Convention sur la biodiversité et de la 17e Conférence des Parties de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, organisées en septembre.

Ce partenariat préparatoire a permis au pays de développer une approche conjointe du Pacifique et d'organiser leur participation à ces événements mondiaux. L'un des aspects clés inhérents à ce partenariat tenait au développement de la campagne de communication de Pacific Voyage, ainsi qu'aux briefings sur le Pacifique et d'autres informations susceptibles d'aider les délégations insulaires du Pacifique dans le cadre de leur participation à ces événements.

↑ Formation sur la simulation de négociations pendant la réunion de préparation des Conférences des Parties de la CDB (Conférence sur la biodiversité biologique) et la CITES.

← De la simulation à la négociation réelle à la COP13 de la CDB.



COP13 de la CDB

Diversité biologique

Le protocole de Carthagène à l'ordre du jour de la COP13 de la Convention sur la biodiversité

Les 10 parties insulaires du Pacifique à ce protocole ont sollicité un soutien technique et technologique ciblé pour sa mise en œuvre. Fidji, Kiribati, les Îles Marshall, Nauru, Nioué, Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les Îles Salomon et les Tonga font partie intégrante dudit protocole lié à la Convention sur la biodiversité.

Le protocole de Carthagène vise à garantir le transport sécurisé, la gestion et l'utilisation d'organismes vivants modifiés (OVM), fruits de la biotechnologie moderne susceptibles d'avoir un impact néfaste sur la biodiversité. Ceci nécessite l'établissement d'environnements propices par la mise en œuvre de cadres législatifs appropriés, de laboratoires et d'installations technologiques comprenant des capacités techniques permettant aux pays de détecter, de mesurer et de surveiller les organismes vivants modifiés (OVM) importés au sein du pays.

Les parties insulaires du Pacifique sont à différents stades de mise en œuvre du protocole :

- La consultation avec le ministère de l'Agriculture des îles Fidji a eu lieu en 2016 afin d'accélérer la mise en œuvre du protocole de Carthagène.
- Depuis 2016, il existe en Papouasie-Nouvelle-Guinée un accord national sur la biosécurité de même qu'un projet de loi en attente de validation. L'Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée recherche également des financements pour la révision du travail mis en œuvre conformément au protocole, en vue d'émettre des recommandations.
- Un projet de loi sur la biosécurité a été élaboré pour Palaos et fait toujours l'objet d'un examen. Élaboration d'un plan de gestion de la biosécurité à Palaos.
- Les Tonga ont développé un cadre de planification nationale pour la biosécurité nécessitant une actualisation.

Le protocole de Carthagène a été adopté le 29 janvier 2000 en tant qu'accord supplémentaire venant compléter la Convention sur la biodiversité. Il est entré en vigueur le 11 septembre 2003.



Les Parties des îles océaniques au Protocole de Carthagène avec Easter Galuvao du PROE et le Gestionnaire du portefeuille du PNUE-FEM pour la Biosécurité, Alex Owusu-Biney, lors d'une courte réunion dans le cadre de la COP 13 de la CDB.

Les îles du Pacifique apportent leur soutien à la déclaration de Cancún

La Déclaration de Cancún sur l'intégration de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité pour le bien-être a été officiellement adoptée dans le cadre d'un événement de haut vol organisé lors de la COP 13 de la Convention sur la biodiversité.

Cette déclaration définit l'engagement des parties à la Convention sur la biodiversité à prendre 18 mesures visant à l'intégration de la biodiversité dans les secteurs agricole, forestier et touristique ainsi que les pêcheries, dans le but de stopper le déclin de la biodiversité à travers le monde. Elle fut adoptée après des mois de consultations avec les parties à la Convention sur la diversité, venant conclure une série de discussions menées dans le cadre de table ronde de haut niveau.

Dans ces discussions, les îles océaniques étaient représentées par le Vice-premier ministre et le ministre de l'Environnement de Samoa, le Vice-premier ministre et le ministre de l'Environnement des Tonga et le ministre délégué de l'environnement des Îles Cook.



Les Vice-premiers ministres de Samoa et Tonga avec le ministre adjoint des Îles Cook, ainsi que les représentants des îles océaniques et le Directeur général du PROE, et les employés.

« Chacun de nous a un rôle à jouer. Il est essentiel de développer des partenariats sur les plans national, régional et international afin d'intégrer la protection de la biodiversité pour les générations futures. »

– ministre délégué de l'Environnement des Îles Cook, Hon. Moana Ioane

Les wetlands renforcent la résilience insulaire par le biais de partenariats renouvelés

Le renouvellement d'un partenariat entre le PROE et le Secrétariat de la Convention de Ramsar sur les wetlands a été ratifié lors de la COP13 de la Convention sur la biodiversité. Les deux Secrétariats se sont engagés à poursuivre leur collaboration, dans le cadre d'un partenariat pour la protection des wetlands (zones humides) insulaires océaniques et leurs écosystèmes respectifs, lequel joue également un rôle essentiel dans le changement climatique et la réduction du risque de catastrophe. Actuellement, six îles océaniques signataires ont ratifié la Convention de Ramsar sur les wetlands. La Papouasie-Nouvelle-Guinée fut la première à signer en 1993 et Kiribati en 2013. Fidji, les Îles Marshall, Samoa et Palaos, comprenant chacune des zones humides mondialement reconnues sur le plan international, sont les autres parties.



Renouvellement du partenariat entre le Secrétariat de Ramsar et le PROE: Mme Martha Rojas-Urrego avec M. Kosi Latu.

Le Pacific Voyage présenté à l'occasion de la conférence mondiale sur la biodiversité.

Les îles océaniques ont montré l'exemple lors de la COP13 de la Convention sur la biodiversité à l'occasion d'un événement particulier d'un jour pendant la conférence mondiale. Elles souhaitent souligner le travail entrepris dans la région en vue d'atteindre les objectifs Aichi en matière de biodiversité. L'Australie, l'Union européenne, les Fidji, Samoa et le PROE y ont donné des présentations spécifiques. Dans le cadre de BIOPAMA, l'Union européenne a présenté un projet d'observatoires régionaux pour les

aires protégées et la biodiversité. La région des îles océaniques a développé le Portail des aires protégées des îles du Pacifique, un « guichet unique » d'information sur les aires protégées contribuant au renforcement de la conservation de la nature. Samoa a exposé son travail visant à l'intégration de la biodiversité dans différents secteurs par le biais de stratégies, de politiques et de feuilles de route. Les Fidji ont souligné l'engagement et la progression de leur travail en faveur des aires protégées, lequel constitue une priorité clé dans leurs



Intervenants lors du Pacific Voyage à l'événement parallèle organisé en marge de la COP13 de la CDB.

stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité. L'Australie a présenté l'évolution de sa stratégie de conservation de la biodiversité 2010–2030.



Les îles océaniques célèbrent les 10 ans du Micronesia Challenge.

Le leadership insulaire fête son 10e anniversaire avec GLISPA

L'événement de haut niveau du Partenariat insulaire mondial (Global Island Partnership – GLISPA) tenu lors de la COP13 de la Convention sur la biodiversité a célébré le 10e anniversaire du Micronesia Challenge. Ce Challenge correspond à l'engagement pris par les États fédérés de Micronésie, les Îles Marshall, Palaos, Guam et le CNMI (Commonwealth of the Northern Mariana Islands – Commonwealth des Îles Marianne du Nord) en vue de protéger efficacement au moins 30 % des ressources marines côtières et 20 % des ressources terrestres en Micronésie, d'ici 2020.

Avec une surface de 6,7 millions de kilomètres carrés, la zone du Micronesia Challenge représente plus de 20 % de l'océan Pacifique au sein de la région du PROE et elle accueille 1 300 espèces de poissons et 483 espèces de corail. La Micronésie est elle-même l'hôte de 66 espèces répertoriées sur la liste rouge de l'UICN, et de 1 400 espèces de plantes dont 200 sont endémiques.

La Communauté du Micronesia Challenge est un réseau mondial, en ligne et sur le terrain, composé d'insulaires et de dirigeants travaillant de concert avec les organisations et les gouvernements internationaux, les entreprises, les écoles et les enseignants.

Blue Fee finance les efforts de protection et d'adaptation climatique des Îles Marshall

« Il est inscrit dans notre patrimoine traditionnel que nous devons prendre soin de nos terres et de notre milieu océanique. Notre économie, notre patrimoine culturel et traditionnel ainsi que notre avenir en dépendent. »

– Mae Adams au nom de Hon. Mattlan Zackhras, ministre adjoint du Président des Îles Marshall

Blue Fee, une initiative financière interne dont l'objectif consiste à utiliser un pourcentage des fonds pour la protection des thons pour financer les efforts en matière de biodiversité et d'adaptation climatique dans les Îles Marshall, a été annoncée lors de l'événement de haut niveau du GLISPA à la COP13 de la Convention sur la biodiversité. Les Îles Marshall ont également élargi le périmètre de protection du



Mme Mae Adams.

milieu marin à deux de leurs atolls, Majuro et Kwajalein, de 50 milles (approximativement 80 km).



Zone marine protégée de Chelbacheb, Palaos. Photo : © Stuart Chape

Les aires protégées : un élément clé de la protection de la biodiversité du Pacifique

Le thème de la journée pour les aires protégées à l'occasion de la COP13 de la Convention sur la biodiversité au pavillon de Rio s'intitulait « Partenariats visant à renforcer les richesses naturelles en atteignant des objectifs mondiaux et en relevant les défis planétaires ». Le PROE y a notamment présenté le travail entrepris dans la région. Le forum y a abordé l'évolution de la mise en œuvre de l'objectif Aichi 11, visant à protéger 17 % des ressources terrestres et 10 % des aires maritimes, ainsi que les « feuilles de route » nationales des actions prioritaires. Les participants ont également discuté de la manière dont elles contribuent notamment à la réalisation de l'objectif et aident les pays à l'exploiter efficacement. La région des îles océaniques possède un des taux les plus élevés d'extinction d'espèces à travers le monde. 800 espèces y vivent et sont fortement menacées. Nos forêts indigènes rétrécissent de 4 % par an, dont moins de 30 % ont conservé leur état naturel.

« La valeur de notre biodiversité et de nos écosystèmes dans le Pacifique est incommensurable, et les services écosystémiques qui en découlent sont irremplaçables. »

– M. Stuart Chape, Directeur BEM (Biodiversité et gestion écosystémique), PROE

Lancement d'un guide technique des îles océaniques sur la biodiversité et l'agriculture

« *Intégration des services écosystémiques et de la biodiversité dans la production et la gestion agricoles des îles océaniques* » a été lancée à la COP13 de la Convention sur la biodiversité. Cette initiative est le fruit d'un partenariat établi entre la Convention sur la biodiversité, l'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le PROE et la communauté du Pacifique (CPS). Ce guide présente les bonnes

pratiques renforçant l'intégration des services écosystémiques et de la biodiversité dans l'agriculture pour la région océanique, incluant notamment la diversification et l'intégration de systèmes agricoles, le renforcement de la résilience des systèmes de production et des terres face aux effets néfastes du changement climatique ou aux épidémies parasitaires, le soutien à la biodiversité des sols visant à améliorer la santé des sols, la transformation des nutriments, la

décontamination des sols et la régulation du climat, et la gestion écologique permettant de réduire l'utilisation de substances chimiques.



M. Stuart Chape, intervenant à la COP13 de la CDB, présentant le lancement de la publication.

Biodiversité et gestion éco

La région des îles océaniques possède l'un des complexes les plus riches d'écosystèmes marins et terrestres sur terre, qu'il s'agisse d'habitats logés dans les écosystèmes forestiers de montagne ou sur des îles volcaniques, des îles composées d'atolls coralliens bas ou du grand large. Des centaines de plantes et d'animaux occupent notre région que l'on ne trouve nulle part ailleurs sur la planète. Bon nombre d'entre eux se sont adaptés à des habitats spécifiques, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux menaces et à la pression engendrées par les activités humaines, ou en découlant.

Soulignons également que la protection de la biodiversité dans la région océanique constitue un problème écologique complexe englobant des dimensions sociales, politiques et culturelles. Les modes de subsistance ainsi que le développement économique national des insulaires du Pacifique reposent sur les écosystèmes naturels et leurs ressources. Ces écosystèmes naturels représentent également une composante critique de la culture des îles océaniques. En effet, ils sont à l'origine des pratiques culturelles traditionnelles, des mythes et des légendes.



Cakaulevu reef, Fidji. Photo : © Stuart Chape

Le Projet de biodiversité insulaire intégré crée un impact positif sur la conservation de la nature dans le Pacifique

Le Projet de biodiversité insulaire intégré (Integrated Island Biodiversity – IIB) financé par le FEM Alliance du Pacifique pour la durabilité (FEM-PAS) a connu une fin concluante en 2016. Il consiste à améliorer le bien-être des communautés océaniques insulaires en adoptant une approche écosystémique en matière de protection des écosystèmes, des espèces et de la diversité génétique dans le Pacifique.

Lancé en 2012, le projet a été mis en œuvre par le programme des Nations unies pour l'environnement et exécuté par le PROE en partenariat avec 4 agences environnementales des îles océaniques. Il couvre les Îles Cook,

Nauru, les Tonga et Tuvalu. Sur le plan opérationnel, les activités de niveau national ont pris fin en 2016 et le plan de communication et de promotion régionale final doit être terminé en 2017.

Ce projet a aidé ces quatre états insulaires océaniques à mettre en œuvre le programme de travail pour la biodiversité insulaire conformément à la Convention, qui reconnaît les défis uniques que pose la protection de la biodiversité insulaire. En 2016, les activités clés du projet comprenaient une formation sur la protection de la biodiversité pour les enseignants de Tuvalu, de même qu'un renforcement des capacités et une actualisation de

l'inventaire national des zones humides de Nauru.

Selon la conclusion de l'évaluation finale du projet, « il s'est avéré un catalyseur extrêmement puissant qui a permis d'influencer et de modifier les pratiques communautaires au sein des sites sur lesquels il a été déployé, de même qu'il a favorisé l'intégration des considérations en matière de biodiversité dans la politique gouvernementale, la législation et la réglementation. »

Les informations et les conclusions du projet sont disponibles sur le site Internet de PROE : www.sprep.org/iib



Formation sur la protection de la biodiversité pour les enseignants avec le projet IIB à Tuvalu. Photo : Projet Live and Learn Environmental Education Fiji/IIB

Des cartes en 3D pour la planification et la gestion de la protection des ressources naturelles remportent un vif succès dans les îles océaniques



Écoliers de Rarotonga apprenant comment tracer une carte en courbes de niveau d'un modèle P3D. Photo : V.Jungblut/PROE

En 2016, les Îles Cook et Nauru ont développé un modèle en trois dimensions permettant d'identifier et de gérer les ressources naturelles au sein de leur pays, avec le soutien du projet FEM-PAS IIB. Ces modèles ont été développés dans le cadre d'une formation sur le Développement en trois dimensions (P3DM) à laquelle ont participé des membres communautaires, des organisations gouvernementales et non gouvernementales ainsi que des écoles en 2016.

Ces opportunités de formation ont vu l'émergence d'un enseignement transfrontalier. Le Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement de Samoa (MNRE) a contribué au développement de l'activité à Nauru, avec l'élaboration d'une carte en 3D couvrant l'île entière. Le projet FEM-PAS IIB du MNRE de Samoa et le Gouvernement des Tonga ont soutenu la formation dans les Îles Cook, laquelle a produit une carte en 3D de Vaka Puaikura, un district de Rarotonga.

Les Tonga ont également découvert la cartographie P3D. 'Eua possède désormais une carte en 3D aidant les communautés à mieux planifier et

gérer leur parc national et contribuant à l'organisation de la protection de l'île. Il s'agit de la seconde carte P3D pour les Tonga développée avec le soutien de projet FEM-PAS IIB. La première carte en 3D couvrait le groupe insulaire Vava'u des Tonga et elle fut développée en 2015. Le développement efficace et l'adoption de l'approche cartographique participative en trois dimensions des Tonga en matière de protection de la nature ont été mis à l'honneur lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) en septembre, avec une présentation spéciale donnée par le coordinateur du projet Tonga IIB.

L'investissement dans le renforcement de la capacité des îles océaniques à mettre en œuvre un modèle 3D participatif a donné d'excellents résultats aux Tonga et dans les Îles Cook. Les Tonga ont développé une troisième carte en 3D de Tongatapu avec le soutien et l'appui du coordinateur du projet IIB, et les Îles Cook en ont développé une seconde pour l'île de Mangaia. Deux autres cartes en 3D pour les îles Mauke et Mitiaro sont prévues pour 2017 et se serviront de l'enseignement tiré lors de la formation dans les Îles Cook.

« Ce modèle sera essentiel à notre travail de cartographie. Il nous permettra d'identifier les hotspots communautaires et d'établir les aires marines protégées et les zones interdites à la pêche.

Participer à l'élaboration de ce modèle était particulièrement amusant. »

– M. Ebelina Tsiode, responsable des zones de pêche côtière, Autorité des zones de pêche et des ressources marines de Nauru

Renforcement de la capacité des îles océaniques pour une protection optimisée

Les normes ouvertes du cours de formation sur les pratiques en matière de conservation ont été présentées aux participants des Îles Cook, Nauru, Tonga et Tuvalu. Le processus de planification de la conservation en cinq étapes combine les principes et les bonnes pratiques de la gestion adaptative

et de la gestion axée sur les résultats de la conservation ainsi que d'autres domaines.

Il est conçu pour couvrir n'importe quelle échelle géographique, temporelle ou programmatique, et il inclut l'utilisation du logiciel de gestion Miradi. Les participants

ont saisi des informations portant sur des projets nationaux actuels et futurs de conservation du programme afin d'en comprendre l'utilité et les fonctionnalités. La formation faisait partie intégrante du projet FEM-PAS IIB mis en œuvre par le PROE.

« En tant que directrice de projet impliquée dans la gestion et la mise en œuvre de nombreux projets environnementaux, j'ai toujours souhaité un programme à guichet unique qui me permettrait de concevoir, gérer et suivre des projets. Je pense que Miradi est simplement le programme qui rendrait notre travail plus efficace. »

– Mme Lupe Matoto, Directrice pour l'Environnement du Royaume des Tonga.

Le projet FEM-PAS portant sur les espèces envahissantes permet de changer la donne dans le Pacifique

Le Projet sur la prévention, le contrôle et la gestion des espèces exotiques envahissantes dans les îles océaniques (projet EEE) a été mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et appliqué par le PROE et les agences nationales des Îles Cook, les États fédérés de Micronésie, Kiribati, les Îles Marshall, Nioué, Palaos, Samoa, les Tonga et Vanuatu.

L'objectif du projet visait à « protéger les écosystèmes, les espèces ainsi que la diversité génétique de la région océanique. » Ce projet fut lancé en 2011 pour prendre fin en 2016.

Sa mise en œuvre a couvert plus de 100 activités dans 10 pays océaniques insulaires pour engendrer de nombreux résultats durables. Une édition spéciale présentant toutes

les activités, les conclusions ainsi que l'enseignement tiré est sortie en 2016 : Lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique : conclusion du projet régional FEM-PAS EEE.

Selon la conclusion de l'évaluation finale du projet, ce fut un succès retentissant, en particulier dans les domaines de la pertinence stratégique, en termes de résultats obtenus, de durabilité sociopolitique, de communication et de sensibilisation publique, et de supervision, de conseil et de soutien technique.

L'une des recommandations clés tend à soutenir et élargir le soutien régional fourni par le Secrétariat. Cette même recommandation sera mise en œuvre dans le cadre du projet pour la Prévention, le contrôle



Pose de pièges photographiques pour surveiller les porcs sauvages à Nioué dans le cadre du projet FEM-PAS EEE (Espèces exotiques envahissantes). Photo : Ministère des Ressources naturelles Nioué/FEM-PAS EEE

et la gestion des espèces exotiques envahissantes, et elle sera financée par le FEM 6.

Optimisation du travail sur les futures espèces envahissantes dans le Pacifique

De nombreuses ressources ont été développées dans le cadre du projet FEM-EEE lorsque celui-ci a pris fin en 2016. Elles ont contribué à la mise en œuvre du travail réalisé et à l'application de l'enseignement tiré au sein d'autres pays.

Neuf publications de la série Pacific Invasive Battler (comment lutter contre les espèces envahissantes dans le Pacifique) ont été lancées. Elles offrent des conseils sur la manière de résoudre les problèmes liés aux principales espèces envahissantes. Elles se servent notamment d'une analyse économique pour lutter contre ces

espèces et du développement de stratégies nationales ou territoriales et de plans d'action en ce sens.

La Battler Resource Base fut également lancée en 2016. Il s'agit d'une base de données de ressources interrogeables fournissant les dernières informations concernant les différents problèmes liés aux espèces envahissantes, des études de cas ainsi que d'autres renseignements. Cette base de données est conçue pour renforcer la capacité des pays et territoires océaniques de manière efficace et efficiente. <https://piln.sprep.org/>.

La base de données contenant les directives de rapports sur les espèces envahissantes du Pacifique a également été lancée en 2016. Elle contient de nombreux documents attestant de la progression nationale, territoriale et régionale des *Directives en matière de gestion des espèces envahissantes océaniques : une stratégie océanique visant à gérer les organismes nuisibles, les mauvaises herbes et autres espèces envahissantes* entérinée en 2009.



La lutte contre les espèces envahissantes contribue à sauver le siffleur des Tonga

L'endémique Hengahenga, également connu sous le nom de Siffleur des Tonga, à l'instar d'autres espèces d'oiseaux indigènes, a augmenté en nombre l'an dernier sur le Mont Talau des îles Vava'u du Royaume de Tonga, grâce aux projets FEM-PAS EEE et FEM-PAS IIB.

Les relevés des oiseaux en 2016, malgré les conséquences du cyclone tropical Winston, ont confirmé que l'éradication continue des rats, mise en œuvre par le projet sur le Mont Talau, a entraîné la prolifération de siffleurs des Tonga, d'échenilleurs et de stourmes de Polynésie.

Investissement dans l'avenir : le concours scolaire océanien portant sur les espèces envahissantes

Le concours scolaire régional océanien sur les espèces envahissantes met la créativité à l'honneur. Ce concours a été lancé en 2015 pour favoriser la participation des écoles à l'échelle nationale. Les meilleurs candidats furent ensuite présentés au PROE en vue d'une participation au concours régional.

Le Lefaga College de Samoa remporta la première place, suivi de la Maris Stellar School de Koror des Îles Palaos en seconde place et de la Tivan High School de Guam à la troisième place. Des Mentions honorables furent décernées aux écoles primaires de Vaitele Uta et de Houma des îles Vava'u des Tonga.

Le soutien du projet EEE (Espèces exotiques envahissantes) a permis de développer une boîte à outils pour les écoles contenant une série de fiches de renseignements sur les espèces envahissantes. Ces concours ont été conçus en vue d'aider les écoliers de tout âge à développer leurs connaissances sur les espèces envahissantes et de leur permettre de combattre efficacement leur prolifération.

Les organisations nationales ont coordonné les concours sur le plan national, et les meilleurs candidats ont été présentés au PROE et à un jury régional. Des centaines de participants à travers la région ont soumis leur candidature, en soulignant l'intérêt des écoliers

« Il est particulièrement gratifiant de constater le nombre de candidatures provenant de jeunes écoliers du primaire comme de jeunes adultes du lycée. Ce succès retentissant indique clairement qu'ils se soucient de leur environnement et des espèces envahissantes. Nous devons renforcer cet intérêt et le transformer en changement comportemental, car la lutte contre les espèces envahissantes relève de la responsabilité de chacun. »

– M. David Moverley, Conseiller en espèces envahissantes, PROE

insulaires océaniques pour ce problème ainsi que le rôle-clé qu'ils jouent dans la protection notre environnement.

Place de choix pour les espèces envahissantes à l'ordre du jour de la biodiversité lors de la conférence du PILN 2016

La 4e Assemblée du Pacific Invasive Learning Network (réseau de formation sur les espèces envahissantes – PILN) a eu lieu à Samoa, un hôte conjoint avec le PROE, rassemblant 50 délégués de 16 pays et territoires insulaires océaniques (ÉTIO).

Cette assemblée a permis aux participants insulaires et aux partenaires océaniques d'aborder des sujets clés, notamment la gestion stratégique régionale, les bonnes pratiques, l'échange d'informations, ainsi que la collaboration et le partage de renseignements. Elle a souhaité que les financements futurs tiennent compte du développement professionnel pour élargir la portée, la promotion et l'utilisation des

« J'ai tiré un enseignement considérable des activités réalisées par nos collègues samoans. Je souhaiterais féliciter les Samoans pour leur initiative. Découvrir leur travail constitue un enseignement incroyable pour les pays océaniques. »

– Mme Glarinda Andre, Vanuatu

médias sociaux plus efficacement pour transmettre des messages. Elle a également mis en place des sessions spéciales durant lesquelles d'éminents experts techniques ont divulgué davantage d'informations sur les espèces envahissantes.

Le PROE coordonne le PILN, un réseau d'apprentissage entre pairs rassemblant l'expertise de la région océanique en vue de soutenir les mesures de contrôle et de gestion

des espèces envahissantes à l'échelle nationale et régionale. Le PILN rassemble les forces de 22 équipes de Mélanésie, Micronésie et Polynésie en mettant en relation des praticiens nationaux partageant des méthodes efficaces de lutte contre les espèces envahissantes.

Parmi les partenaires de la 4e Assemblée du PILN figurent le FEM, le Fonds Pacifique, le ministère des Ressources naturelles et de l'environnement de Samoa, le programme pour l'environnement des Nations Unies, le ministère de la conservation de Nouvelle-Zélande, Island Conservation, Pacific Biosecurity, Landcare Research New Zealand, le Gouvernement de Queensland, Flinch Marketing et Saleapaga Village au Samoa.



Conférence du PILN. Les participants entreprennent une visite sur le terrain organisée par le Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement de Samoa. Photo : J.Pisi/PILN

Le programme des îles océaniques brille à l'occasion de la COP de la CITES

Les îles du Pacifique ont présenté leur programme en matière de protection des espèces maritimes à l'occasion de la 17e Conférence des Parties (COP) de la Convention sur le commerce international des espèces menacées de la faune et de la flore sauvages (CITES).

Reprises dans une proposition de candidature soumise par les Fidji, et soutenues par plus de 50 pays dont notamment les îles Samoa et Palaos, neuf espèces de raies mobulas, également connues sous le nom de Diable des mers, ont été répertoriées à l'annexe II de la CITES.

Le requin-renard et les requins

soyeux ont également été inscrits à l'annexe II lors de la COP de la CITES, un projet de liste coparrainé par les Fidji, Palaos et Samoa.

Les Fidji et Palaos ont également aidé les États-Unis ainsi que d'autres états à recenser efficacement la famille des Nautilida, les Nautilus en vente libre jusqu'à présent à raison de 100 000 pièces par an (ce chiffre représente uniquement l'importation aux États-Unis) à l'annexe II.

Des efforts visant à recenser les neuf espèces de raie modulas à l'annexe II de la CITES ont été entrepris par les Îles Fidji, Samoa



Intervention des Fidji à la COP17 de Johannesburg, Afrique du Sud. Photo : M.Donoghue/PROE

et Palaos et soutenus par le PROE, les Pew Charitable Trusts (fonds caritatifs Pew) et le WWF.

Le PROE ouvre un nouveau bureau de projets aux Fidji

Le nouveau bureau du PROE a ouvert officiellement ses portes aux Fidji en juillet 2016 après la signature d'un accord de pays hôte avec le gouvernement des Fidji. Ce bureau servira de base au projet Pacific Ecosystem Based Adaptation to Climate Change (projet d'adaptation écosystémique du Pacifique – PEBACC), financé par le Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la protection de la nature, de la construction et de la sécurité nucléaire. Ce projet est mis en œuvre par le PROE en partenariat avec les gouvernements

des Fidji, des Îles Salomon et de Vanuatu. La cérémonie d'inauguration spéciale fut célébrée par le PROE, les Fidji et l'Allemagne, accompagnés de leurs partenaires.

Le projet PEBACC a pour objectif d'intégrer l'adaptation écosystémique au développement, aux mesures d'adaptation aux changements climatiques ainsi qu'aux processus de planification et à la politique de gestion des ressources naturelles dans trois pays insulaires océaniques, et de servir d'exemple aux autres pays de la région.



Ratu Inoke Kubuabola coupe de ruban d'inauguration. Photo : Ministère de l'Information de Fidji.



Gala d'ouverture du nouveau bureau aux Fidji. Photo : Ministère de l'Information de Fidji.



Photo : Ministère de l'Information de Fidji

Comprendre les écosystèmes pour renforcer la résilience grâce au projet PEBACC

Six études sur la cartographie et l'analyse de la résilience écosystémique et socio-économique (ESRAM) ont été mandatées par le projet PEBACC pour Port Vila et l'Île de Tanna au Vanuatu, Taveuni et la province de Macuata aux Fidji, et les îles de Honiara et Wagina dans les Salomon.

Les éléments clés caractérisant le processus ESRAM comprennent



Dr. Tim Carruthers et son équipe mesurent les caractéristiques d'une plante à Taveuni. Photo : Water Institute of the Gulf

l'association de compétences techniques aux connaissances locales en adoptant des approches participatives, en se basant sur le territoire comme niveau d'analyse, en se concentrant sur l'interconnectivité des systèmes et en élaborant des scénarii futurs s'inspirant des tendances actuelles et anticipées.

Les résultats seront finalisés en 2017 et ils viendront étayer le projet PEBACC en contribuant à l'orientation des mesures d'adaptation écosystémique qui renforceront la résilience nationale et communautaire.

Dans le cadre du travail de l'ESRAM, des ateliers de cartographie ont été organisés pour recueillir des informations et la contribution d'un nombre important de membres communautaires des 6 sites ESRAM des îles Fidji, Salomon et Vanuatu. Grâce à ce processus, les participants ont découvert le rôle des écosystèmes dans le renforcement de la résilience. Une fois terminées, la cartographie et l'analyse de la résilience écosystémique et socio-économique ainsi que les recommandations en découlant, permettront d'orienter la planification et l'élaboration de politiques dans les îles Fidji, Salomon et le Vanuatu.

« Comprendre les différents écosystèmes sur le plan national aidera les dirigeants ainsi que les décideurs de politiques à mieux organiser la gestion durable des ressources naturelles, en particulier lorsqu'il s'agira de mettre en avant des considérations et des solutions à long terme face aux impacts environnementaux négatifs et au changement climatique. »

– M. Simba Zamba, Bureau du Premier ministre des Îles Salomon.

Le portail de l'aire protégée des îles océaniques renforcé

Le programme sur les aires protégées du PROE a aidé les pays insulaires du Pacifique à protéger et à gérer leur patrimoine. Il propose notamment les outils, les projets ainsi que les données en ligne sur le Portail de l'aire protégée des îles océaniques (PIPAP).

À l'heure actuelle, des bases de données mondiales sur les aires protégées ne reflètent pas précisément les aires de protection des îles océaniques. Grâce au projet sur la gestion de la biodiversité et des aires protégées (BIOPAMA), le PROE aide les pays à enregistrer leurs données et leurs informations.

En 2016, le portail a été mis à jour afin de permettre aux pays et aux organisations d'ajouter leurs aires protégées sans un

logiciel SIG (<http://pipap-tool.sprep.org/>, Système d'informations géographiques). Les ressources, outils et données disponibles sur le site Internet ont été actualisés, et désormais, des milliers de documents sur les aires protégées sont accessibles sur ce portail à guichet unique. Une sélection hebdomadaire de nouvelles et d'informations sur les aires protégées des îles océaniques a également vu le jour en 2016. Elle fut distribuée dans la région grâce à une liste d'adresses du réseau.

Les ministères ainsi que d'autres sources ont permis de renforcer la capacité de gestion spatiale et la compilation de données des îles Tonga, Salomon et Kiribati.

PIPAP va stocker, gérer et partager des données des informations sur les aires protégées et garantira une

gestion appropriée de la sécurité et de l'intégrité des données nationales à long terme. Une analyse de données nationales visant à répondre aux priorités nationales et régionales et la réalisation des objectifs mondiaux constitueront également une fonction clé du portail dès qu'il sera pleinement opérationnel.

BIOPAMA est une initiative du groupe des états d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et de l'Union européenne (EU ACP), soutenue financièrement par le 10e Fonds européen de développement de l'Union européenne. Elle est mise en œuvre par l'UICN en collaboration avec des partenaires régionaux, notamment le PROE dans la région du Pacifique.

Le Secrétaire général de la CITES visite le Samoa

En 2016, le Secrétaire général de la CITES, M. John E. Scanlon, a participé à de nombreux événements et réunions avec le PROE et ses partenaires en vue de proposer une représentation renforcée de la région des îles du Pacifique dans le cadre de la CITES et de soutenir davantage sa mise en œuvre. Les Tonga ont participé à la CITES en 2016, devenant ainsi la 183e partie à la Convention.



Visite du Secrétaire général de la CITES M. John E. Scanlon (rangée avant, 4e à partir de la gauche) au PROE et à ses Membres.

Les opportunités d'« apprentissage par la pratique » pour le renforcement de la gestion du récif corallien dans la région du Pacifique

Un partenariat du PROE avec Reef Ecologic et l'Université de Queensland a aidé les Membres du PROE à participer au programme international de bourse pour la gestion et le leadership du récif corallien en 2016. Ce programme a pour objectif de renforcer la capacité de protection des récifs coralliens comme fondement du développement durable.

Le cours de formation de 2016 organisé par Reef Ecologic, s'est tenu à Townsville et sur la grande Barrière de corail au nord de Queensland. Cinq partenaires océaniques des îles Samoa, Tonga et Vanuatu ont participé avec leurs pairs des Caraïbes et de l'océan Indien à un cours intensif de trois semaines. Le programme comprenait deux cours : un cours sur le leadership de haut niveau pour les responsables des ressources maritimes et l'excellence dans la gestion des récifs coralliens.

Protection des requins de Kiribati

Un atelier portant sur la mise en œuvre et la conformité de sanctuaires de requins a été organisé à Kiribati et financé par le PROE, avec le soutien de Pew Charitable Trusts. Cet atelier a rassemblé plus de 20 participants issus de différents ministères gouvernementaux, et leur a permis d'apprendre comment gérer les différents scénarii inhérents à la gestion de sanctuaires de requins.

Depuis l'adoption de la réglementation sur les sanctuaires de requins en 2015, Kiribati a interdit la chasse aux requins dans la Zone économique exclusive de Kiribati en vue d'enrayer leur déclin rapide et d'assurer leur protection future.

Le PROE et le Pew Charitable Trusts travaillent de concert en faveur de la protection des requins au sein des territoires et des pays membres du PROE, par la mise en place de sanctuaires, le développement d'une nouvelle législation ou une modification des lois existantes et le déploiement d'accords environnementaux multilatéraux, notamment la Convention sur la protection des espèces migratoires (CMS) et la CITES.

Un rassemblement régional concentré sur la gestion océanique intégrée

Le PROE a coorganisé un atelier régional océanique sur la gestion océanique intégrée à Apia en novembre 2016, en vue d'orienter les négociations mondiales de 2017 portant sur les océans. Il s'agit d'une autre étape vers une perspective océanique unifiée pour l'utilisation durable et la conservation des ressources océaniques mondiales.

Plus de 70 participants sont venus de 16 pays et territoires insulaires océaniques, à l'instar des agences maritimes du CORP, d'autres organisations intergouvernementales et non

gouvernementales, ainsi que d'autres industries dont notamment, le tourisme, l'aquaculture, les pêcheries et la logistique. Les participants ont acquis une meilleure compréhension de leur avenir conjoint de même qu'ils ont pris connaissance d'options pratiques en matière de gestion des écosystèmes et des économies marines.

L'atelier sur l'initiative océanique durable de la Pacific Ocean Alliance (Alliance de l'océan Pacifique – POA) et la Convention sur la biodiversité (CDB) pour les îles océaniques a été

coorganisée et financée par le Secrétariat de la convention sur la biodiversité, la POA, le Bureau du Commissaire à l'océan Pacifique (OPOC), le Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation (organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth – CSIRO) d'Australie, l'Agence des aires marines protégées, la Communauté du Pacifique (CPS), et le PROE. Un financement supplémentaire a été offert par le Fonds japonais pour la biodiversité et Australian Aid.

Changement climatique

Les États et territoires insulaires océaniques sont vulnérables, à des degrés différents, aux conséquences du changement climatique, à la variabilité climatique, et à d'autres catastrophes naturelles. Certains des territoires et des pays plus grands disposent d'une diversité environnementale, d'une capacité sociale et économique plus forte, alors que chez les autres, elles sont très fragiles et limitées.

Bien que les conséquences du changement climatique soient déjà visibles sur tous les continents et dans l'océan, notre région compte parmi les plus vulnérables du monde aux menaces du changement climatique et au risque de catastrophes associées en raison de nos capacités limitées, des formations géologiques et de la situation géographique, qui nous rendent vulnérables aux cyclones tropicaux, aux typhons, aux sécheresses et aux tremblements de terre. C'est pourquoi il est essentiel d'améliorer la sensibilisation et la compréhension des conséquences du changement climatique sur les populations océaniques et leurs moyens de subsistance, tout comme les activités qui favorisent la résilience insulaire aux conditions météorologiques et climatiques changeantes et extrêmes.

Le PROE est l'agence principale en charge de la réponse au changement climatique et à son intégration dans la région océanique. L'un de nos objectifs stratégiques clés consiste à renforcer la capacité de nos membres à répondre au changement climatique. Ce renforcement s'effectue par le biais de diverses actions : améliorer les politiques ; mettre en œuvre des mesures pratiques d'adaptation ; renforcer la gestion des informations et des connaissances météorologiques et climatologiques, renforcer la résilience des écosystèmes aux impacts du changement climatique et mettre en œuvre des initiatives visant un développement à faible empreinte carbone et une réduction des émissions.

Province de Choiseul, Îles Salomon. Photo : © Stuart Chape



Les îles du Pacifique ratifient l'Accord de Paris sur le climat

Les États insulaires du Pacifique furent parmi les premiers à signer et à ratifier l'Accord de Paris sur le changement climatique lorsqu'il a été ouvert à la signature en avril 2016. L'Accord de Paris a atteint un record de signatures dès le premier jour pour un accord international : 175 parties l'ayant signé immédiatement, notamment 12 des 14 îles océaniques.

L'accord avait été précédemment adopté lors de la 21^e Conférence des Parties (COP21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) qui s'est tenue à Paris, en France, en 2015.

Six pays sur les 15 qui ont soumis la ratification pendant une cérémonie spéciale organisée au siège des Nations Unies à New York étaient océaniques ; les Fidji, Nauru, les Palaos, la République des îles Marshall, le Samoa et les Tuvalu. Depuis lors, les 14 pays insulaires océaniques ont ratifié l'accord, et l'Accord de Paris est entré en vigueur le 4 novembre 2016.



Alliance des petits États insulaires (AOSIS) commémorant l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris en décembre 2016.

« Cela démontre que si nous sommes déterminés, collectivement, à réaliser quelque chose en tant que famille mondiale, nous pouvons y arriver. Le fait que la plupart des petits États insulaires en développement aient pris la main souligne la force de notre propre conviction. »

– S.E. Ali'ioaiga Feturi Elisaia, ambassadeur et représentant permanent du Samoa auprès des Nations Unies.

Mesurer les pertes non économiques

En 2016, le PROE a été mentionné dans la liste des organisateurs d'événements parallèles qui satisfont aux normes environnementales strictes de la réunion de la COP21 de la CCNUCC à Paris, en 2015.

Pour la COP21, la CCNUCC a reçu 820 candidatures pour organiser des événements en marge de la réunion, dont 220 ont été sélectionnés, en ce compris le PROE. Seuls 78 des 220 événements ont été inclus dans la liste d'honneur.

Le PROE cherche à garantir que la majorité des supports présents sur le stand sont distribués de manière électronique, ce qui évite de générer des déchets.

Aider les îles océaniques à améliorer la gestion des connaissances sur le changement climatique

Le Cadre stratégique de gestion des informations et des connaissances pour le changement climatique (IKM4CC) et les lignes directrices ont été lancés en 2016.

Ces outils ont été développés pour relever les défis identifiés dans le rapport d'informations sur le climat océanique (iCLIM), intitulé *Barriers to Effective Adaptation and Resilience Planning in the Pacific: An Information Management Perspective* (Obstacles à une adaptation efficace et planification de la résilience dans le Pacifique : une perspective de gestion des informations).

Le cadre IKM4CC vise à aider les organisations à développer et utiliser des bonnes pratiques en matière de gestion d'informations. Le document comprend un exemple de cadre qui relie les objectifs de gestion d'information, les résultats, les principes, les politiques et les pratiques. Celui-ci peut être adopté tel quel ou être modifié par les gouvernements, les organes régionaux ou d'autres organisations océaniques, et fournit des avis sur les principales tâches à accomplir et questions en matière de gestion d'information.

Les lignes directrices océaniques iCLIM IKM4CC donnent des orientations sur les sujets et les pratiques liés à la gestion des informations. Elles sont utiles aux acteurs qui recueillent, conservent et partagent les informations relatives au changement climatique.

Le projet iCLIM est financé par le gouvernement australien, et mis en œuvre par l'université Griffith et le PROE. Il soutient une approche régionale des données sur le changement climatique et de la gestion des informations dans le Pacifique.



Formation aux Tonga

L'amélioration de la gestion des informations et des connaissances sur le changement climatique était au cœur de la formation organisée aux Tonga par le projet océanique iCLIM, lequel a utilisé le Cadre de gestion des informations et des connaissances pour le changement climatique (IKM4CC) et les lignes directrices, lancées en 2016.

Le but de la formation était d'améliorer la capacité des départements gouvernementaux et d'autres organisations à gérer les informations liées au changement climatique. La formation a été soutenue par l'université Griffith, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et le PROE.

« Fournir des informations et des données sur le changement climatique est important pour que le public puisse être informé du sujet et de son impact. »

– M. Paula Ma'u, PDG, ministère de la Météorologie, l'Énergie, l'Information, la Gestion des catastrophes, du Changement climatique et des Communications des Tonga



De gauche à droite : M. Ichiro Satu, Directeur adjoint du Bureau sur le changement climatique de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), Mme Peseta Noumea Simi, PDG et représentante du ministère des Affaires étrangères et du commerce du gouvernement de Samoa, M. Kosi Latu, Directeur général du PROE.

Observatoire du changement climatique dans le Pacifique

L'année 2016 a vu la mise en place de l'Observatoire du changement climatique dans le Pacifique, qui constituera un centre régional d'excellence pour la coordination des initiatives en matière de changement climatique dans la région océanique. En 2016, l'échange de notes entre les gouvernements du Japon et du Samoa a été signé, scellant la fin de l'étape préparatoire et marquant le lancement de l'étape de construction de l'Observatoire.

L'Observatoire a également été présenté sur la scène internationale lors d'un événement spécial organisé au pavillon japonais lors de la 22e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, qui s'est tenue à Marrakech.

Une première dans le Pacifique : rapport sur l'acidification des océans publié en 2016

Le Projet de partenariat océanien sur l'acidification des océans a lancé une évaluation de vulnérabilité à l'acidification des océans autour des îles océaniques en 2016, qui contribue à sensibiliser à un défi majeur auquel la région insulaire océanique est confrontée.

L'étude examine la vulnérabilité de la région à une acidification des océans accrue, et les conséquences susceptibles de s'ensuivre.

L'acidification des océans, causée par une accumulation de dioxyde de carbone dans l'océan, devrait avoir un impact sur les écosystèmes côtiers et pélagiques des îles du Pacifique et sur les populations qui y vivent. Cette évaluation permettra d'orienter la prise de décision et la planification pour les États et territoires insulaires océaniques.

L'évaluation de vulnérabilité à l'acidification des océans des îles du Pacifique est l'un des résultats du projet du Partenariat océanien

sur l'acidification des océans de Nouvelle-Zélande. Le projet est coordonné par le PROE, en partenariat avec la communauté océanique et l'université du Pacifique Sud, avec le soutien du gouvernement néo-zélandais et la Principauté de Monaco.

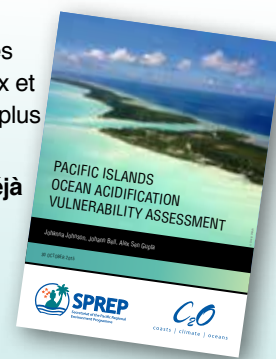
Qu'est-ce que l'acidification des océans ?

L'acidification des océans résulte de l'augmentation des niveaux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Depuis le début de la révolution industrielle, l'océan a absorbé environ 25–33 % du surplus de dioxyde de carbone émis dans l'atmosphère. Lorsqu'il entre en contact avec de l'eau de mer, ce surplus de dioxyde de carbone diminue le niveau de pH de l'océan. Des niveaux de pH moindres accroissent la solubilité de l'aragonite (un carbonate de calcium minéral présent dans les squelettes de coraux et les coquillages calcaires),

ce qui a un impact sur la croissance des squelettes de coraux et sur les coquillages, plus particulièrement.

L'acidification a déjà commencé

Le pH de l'océan Pacifique, tropical, a diminué de 30 % (0,11 unité de pH) depuis le début du 19^e siècle, et diminue aujourd'hui d'environ 0,02 unité par décennie. Par ailleurs, il évolue à un rythme inédit depuis 300 millions d'années. Une diminution supplémentaire de 0,3 unité (diminution de 150 %) est attendue d'ici la fin du siècle. Dès lors, la diminution enregistrée au cours des >200 dernières années pourrait désormais avoir lieu en 20 à 50 ans. Le pH moyen des océans est actuellement de 8,1, et varie de 0,3 unité en fonction des saisons et de la zone géographique.



L'adoption du Cadre pour un développement résilient constitue un moment historique

En 2016, les dirigeants océaniques ont adopté le Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique (FRDP), le premier cadre intégré au monde visant à renforcer la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans les îles océaniques.

Le FRDP a été adopté par les dirigeants lors de la 47^e réunion du Forum des îles du Pacifique, qui s'est tenu dans les États fédérés de Micronésie.

Le FRDP remplace deux politiques qui traitaient du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophe ; le cadre d'action des îles du Pacifique en matière de changement climatique (PIFACC) et le Cadre d'action régional sur la gestion des risques de catastrophes (RFA), tous deux utilisés de 2005 à 2016.

Le cadre vise à garantir que le changement climatique et les catastrophes sont perçus comme un défi en termes de développement, et comporte des actions prioritaires destinées à construire la résilience à travers les secteurs. Il promeut

les approches intégrées afin de mieux utiliser les ressources et de rationaliser les différentes sources de financement, et comprend des évaluations de risques dans la planification du développement et les budgets.

Le FRDP a été développé en réponse aux recommandations de la Table ronde du Pacifique sur le changement climatique et la Plateforme océanique pour la gestion des risques de catastrophes en 2011.

Un vaste processus inclusif de consultations a été entrepris sur une période de trois ans avec les États et territoires insulaires océaniques.

Le Groupe de travail technique pour le FRDP incluait le PROE, la Communauté océanique, le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, l'université du Pacifique Sud et le Bureau des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophes (UNISDR).

Le FRDP s'aligne sur le Plan stratégique du PROE, le Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique, l'Accord de Paris et le Cadre de Sendai.



Après le cyclone Evan à Samoa, 2012.
Photo : © Stuart Chape.

L'élaboration du FRDP a été financée par l'Union européenne via le projet ACP-UE de renforcement de la sécurité et de la résilience du Pacifique (BSRP) et l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMMCC) ; le département des Affaires étrangères et du Commerce du gouvernement australien par le biais de l'Initiative internationale contre le changement climatique (ICCAI) et un financement pour le PROE et la CPS ; l'appui du gouvernement suisse pour la Table ronde du Pacifique sur les changements climatiques via le PROE ; et l'Agence américaine pour le développement international (USAID) via le projet de renforcement institutionnel dans les îles du Pacifique aux fins d'adaptation au changement climatique (ISACC).

Le village de Tautu à Aitutaki (îles Cook) renforce la résilience grâce au FINPAC

Le village de Tautu à Aitutaki, sur les îles Cook, a mené à bien un projet pilote de résilience aux catastrophes et au climat, avec le soutien du projet Finlande-Pacifique (FINPAC) et de partenaires en juillet 2016.

Le projet a appuyé le développement d'un Plan de résilience au climat et aux catastrophes alimenté notamment par des contributions de la communauté locale. Son but est de fournir des orientations à cette dernière en cas de danger météorologique imminent.

Des équipements divers ont été fournis au village de Tautu afin

de contribuer au renforcement de ce plan, notamment une sirène d'alerte, des améliorations apportées aux centres communautaires d'évacuation de Tautu, des kits d'urgence pour le Comité des catastrophes de Tautu, des panneaux d'information sur la force du vent, et un système de veille pour les incendies et les sécheresses, basées sur un code couleur.

Pour se préparer à ces événements, des dispositifs permettant d'arrimer les toitures ont été fournis à 80 % des ménages de Tautu, et il a été prévu de planter des arbres dans les écoles et le long de la côte.



Dr. Netatua Pelesikoti cède le flambeau à M. Rere Mataiti du Village Tautu.

Dans le cadre de l'activité de transfert, un exercice de simulation a été organisé, au cours duquel le Plan de résilience au climat et aux catastrophes de Tautu a été mis en pratique avec succès.

Le FINPAC s'est associé à la Croix-Rouge des îles Cook, à la Gestion d'urgence des îles Cook et au Service météorologique des îles Cook, ainsi qu'à l'Organisation mondiale de météorologie via Environment Canada afin de mettre en œuvre cette activité.

« Nous sommes extrêmement reconnaissants au village de Tautu qui a travaillé main dans la main avec la Croix-Rouge des îles Cook sur ce plan, qui, sans leur contribution et leur engagement, ne serait qu'un plan. Nous sommes ravis de nous être appropriés ce plan de telle sorte qu'en cas de besoin, nous serons prêts à y avoir recours. »

– Dr Netatua Pelesikoti, directrice de la division Changement climatique du PROE

Prédire le climat

En 2016, 15 services météorologiques insulaires océaniques, de la région donc, ont reçu des ordinateurs portables afin de renforcer leurs capacités de prédiction, grâce à un nouveau logiciel de prédiction climatique « à petite échelle » qui contribuera à fournir des prévisions climatiques saisonnières aux populations insulaires océaniques.

Cette action s'inscrit dans le cadre d'un projet mené par le PROE, en partenariat avec le Centre sur le climat de la Coopération économique Asie-Pacifique (APCC), intitulé projet de prédiction climatique de la République de Corée-Pacifique (ROKPI-CLIPS).

Par ce biais, un nouveau système de prédiction climatique saisonnière a été présenté, lequel permet de combiner les modèles climatiques de dix centres météorologiques

mondiaux afin de développer un service de prévision basé sur un trimestre.

L'installation de ce système, intitulé CLIK Pacific, dotera la région insulaire océanique d'un accès permanent à des données provenant de modèles climatiques de dernière génération.

Des participants de 15 îles océaniques ont participé à une semaine de formation dans les îles Cook afin d'apprendre à utiliser le logiciel CLIK Pacific et à communiquer au mieux les informations recueillies grâce à CLIK Pacific afin de les partager avec le public de manière à ce



Formation sur CLIK Pacific dans les Îles Cook.

qu'elles soient bien comprises.

Le projet ROK-PI CLIPS est un partenariat entre le Centre climatique de la Coopération économique Asie-Pacifique, le gouvernement de la République de Corée, le PROE et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique.

« Ce nouveau programme révolutionnaire nous sera d'une aide incommensurable, notre travail est essentiel pour les populations à de nombreux niveaux, et toute aide obtenue pour améliorer nos services au bénéfice de nos communautés est grandement appréciée. »

– M. Arona Ngari, directeur, Service météorologique des îles Cook

Le FINPAC aide à passer à l'action en matière de météorologie dans les îles océaniques

« Beaucoup de personnes habitent dans des zones rurales, et il est important que les médias arrivent jusqu'à elles. Nous devons donc nous assurer que le travail que nous effectuons est transposé comme il se doit et qu'il est lu et entendu par ceux qui en ont le plus besoin. »

– M. Samuel Maiha, directeur du SMPNG

En 2016, le personnel du service météorologique de Papouasie-Nouvelle-Guinée (SMPNG) et des îles Salomon (SMIS) a renforcé ses compétences en communication grâce à une formation spéciale soutenue par le projet FINPAC.

Les différences de signification entre les termes météorologiques comme « averses isolées », « averses éparées », « averses légères » et « brèves averses » étaient au centre des discussions lors de la formation, pour essayer de compiler un glossaire qui serait utilisé dans le pays.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, la formation a apprécié la contribution des membres des médias nationaux de PNG et de la Croix-Rouge visant

à renforcer la confiance lorsque le SMPNG travaille avec les médias pour assurer une communication claire et bien comprise des publics concernés. La formation a également débouché sur l'établissement d'une liste de termes à utiliser par le SMPNG.

Aux îles Salomon, la formation a fait office d'occasion pour les différents médias nationaux et le Bureau national de gestion des catastrophes du SMIS et la division Changement climatique d'en apprendre davantage sur chaque agence et de renforcer les pistes de collaboration pour communiquer plus clairement aux publics nationaux. Un glossaire des termes météorologiques a également été développé.



Formation sur la météo en Papouasie-Nouvelle-Guinée..

« Il est essentiel que le personnel du service météorologique soit capable de s'adresser aux médias, au vu de l'intensification des phénomènes climatiques qui touchent nos îles, nous devons collaborer avec les médias afin de sensibiliser et d'instruire les populations. »

– M. David Hiba Hiriasia, directeur, Service météorologique des îles Salomon.

Le FINPAC dans les îles océaniques

Le projet Finlande-Pacifique (FINPAC) vise à réduire la vulnérabilité des habitants insulaires océaniques aux impacts du changement climatique en renforçant les services météorologiques.

FINPAC est un projet régional de quatre ans qui prend fin en 2017, financé par le gouvernement finlandais et coordonné par le PROE. Il a débuté en 2013.

Les deux principales composantes du FINPAC ont (1) doté les services météorologiques nationaux des capacités et des outils permettant de réussir à communiquer des services météorologiques et climatiques rapides afin de soutenir les communautés et (2) travaillé avec les populations pour renforcer leur aptitude à utiliser et appliquer les données et informations météorologiques et à développer des plans adaptés pour répondre au changement climatique et aux catastrophes.



COMMUNITY Resilience

Résilience communautaire au cœur du projet FINPAC.
Illustration de Tui Ledua.

Le Fonds vert pour le climat fait des pas de géant dans le Pacifique insulaire

En décembre 2016, le Vanuatu a obtenu une bourse de 23 millions USD pour le projet de développement de la résilience grâce aux services d'information climatique, dont le PROE est l'agence accréditée.

Le projet sera mis en œuvre de concert avec le département Météorologique et Risques géo-environnementaux (DMRG) du ministère du Changement climatique et l'appui de partenaires.

Le projet de développement de la résilience grâce aux services d'information climatique s'étendra sur quatre ans, et s'axera sur la réalisation d'outils et ressources pratiques destinés à soutenir les décisions liées à la planification et la gestion résilientes au climat aux niveaux national, provincial et communautaire.

Le projet permettra au DMRG du Vanuatu de fournir plus facilement des informations sur mesure destinées à appuyer, par exemple, les systèmes d'alerte précoce pour le climat, le développement d'infrastructures, la gestion des pêcheries locales et la planification saisonnière dans le secteur agricole.

En tant qu'entité régionale de mise en œuvre accréditée par le Fonds vert pour le climat (FVC), le PROE peut introduire des demandes de financement de projets et de programmes au nom des pays, jusqu'à 50 millions USD.



Vila Bay, Port Vila, Éfaté, Vanuatu. Photo : © Stuart Chape

Approbation d'un financement du FVC pour les îles océaniques en 2016

Premières au niveau du Pacifique :

- En avril 2016, les îles Cook étaient le premier pays insulaire océanien à recevoir des ressources financières sous la forme d'un soutien financier à la préparation en vue de renforcer leur capacité à obtenir des financements au travers du FVC.
- Le Vanuatu était le premier pays insulaire océanien à se voir octroyer une bourse Activité 4 en vue de soutenir le processus de développement de projet qui a débouché sur le projet pour un développement résilient grâce aux services d'information climatique.

Autres projets océaniques approuvés en décembre :

- Samoa a accueilli la 15e réunion du Conseil d'administration du FVC, en décembre 2016.
- Une bourse de 57 millions USD a été approuvée pour un projet

aux Samoa avec le PNUD, pour la gestion intégrée des inondations en vue d'améliorer la résilience au climat du bassin du fleuve Vaisigano.

- Une bourse de 22 millions USD allouée à un programme d'énergie durable comprenant plusieurs pays avec la Banque asiatique de développement qui s'articule notamment autour des îles Cook, et une aide aux États fédérés de Micronésie, aux îles Marshall, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, à Samoa et aux Tonga, ont également été approuvées.

Qu'est-ce que le Fonds vert pour le climat ?

Le FVC a été créé en 2010 par les 194 pays qui sont Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), dans le cadre du mécanisme financier de la Convention.



Le FVC a déjà mobilisé quelque 10,3 milliards USD qui ont permis de soutenir les efforts déployés par des États en développement pour répondre aux défis que pose le changement climatique, en les aidant à limiter les émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter au changement climatique.

Le Fonds est particulièrement attentif aux besoins des plus vulnérables aux conséquences du changement climatique, surtout les États les moins développés, les petits États insulaires en développement et les États africains.

Le FVC peut octroyer des bourses, des prêts, des actions, ou des garanties.

Deuxième Forum du Pacifique sur les perspectives climatiques (PICO2) organisé aux Fidji

Le PICO2 a réuni du personnel des services météorologiques nationaux et régionaux des îles du Pacifique, des experts internationaux, et des représentants des secteurs prioritaires de la région insulaire océanique, notamment en matière de gestion des catastrophes.

Le seul but de cette rencontre était de discuter des perspectives climatiques saisonnières et de l'application de ces informations à la prise de décision sectorielle, et en particulier au secteur de la réduction des risques de catastrophes.

Afin d'aider les populations insulaires océaniques à se préparer et à répondre à la saison des cyclones à venir, le PICO2 a publié une Déclaration de consensus régional sur les impacts d'El Niño en 2015–2016 et les perspectives en matière de climat et de cyclones tropicaux 2016–2017 pour le Pacifique insulaire.

La Déclaration de consensus régional du Pacifique insulaire visait à orienter les actions et les préparatifs pour faire face à ces phénomènes afin de garantir que les communautés océaniques sont aussi résilientes que possible.

Le PICO2 a été coordonné par le PROE et des partenaires et a reçu le soutien financier du gouvernement canadien au travers du département de l'Environnement, et la contribution financière du gouvernement de la Fédération de Russie et du gouvernement australien.



Travail en groupe – PICO2.

Prévisions traditionnelles et modernes

En 2016, le PROE a favorablement accueilli un nouveau projet en préparation, qui allie les connaissances traditionnelles sur la météo et le climat aux moyens de prévisions modernes afin d'améliorer la résilience de la communauté aux événements météorologiques et climatiques extrêmes.

La disparition rapide des connaissances traditionnelles sur la météorologie et le climat dans le Pacifique constitue une préoccupation puisque cela pourrait déboucher sur une perte des prévisions traditionnelles, des stratégies, des mécanismes et des pratiques qui permettent à tant de communautés océaniques de faire face aux événements. Cette perte de connaissances pourrait contribuer à diminuer la résilience des communautés aux phénomènes climatiques extrêmes.

Afin de répondre à ces préoccupations, le PROE, en partenariat avec le Bureau australien de météorologie (BoM), les services météorologiques nationaux SMN et les

communautés de Nioué, du Samoa, des îles Salomon, et du Vanuatu collaborent sur un projet sur les connaissances climatiques traditionnelles. Les principaux objectifs de ce projet sont :

- préserver les connaissances météorologiques et combiner les connaissances traditionnelles aux prévisions météorologiques contemporaines ;
- encourager les communautés locales à utiliser les prévisions des SMN ainsi que les prévisions traditionnelles afin d'augmenter la résilience des communautés aux conditions extrêmes ; et
- augmenter la reconnaissance de la valeur des connaissances traditionnelles pour la résilience aux conditions extrêmes.

Avec l'objectif de renforcer la résilience communautaire, le PROE et le Bureau (BoM) travaillent avec les quatre SMN à l'identification des communautés locales qui utilisent



Les connaissances traditionnelles sur la météo et le climat sont essentielles à la résilience océanique. Photo : Pauline Marsden.

les connaissances traditionnelles pour les appliquer à des prévisions environnementales.

Les travaux incluent la collecte, la documentation, la consignation et l'analyse des connaissances traditionnelles afin d'identifier les indicateurs climatiques utilisés dans les communautés pilotes. Ces indicateurs seront vérifiés afin de contrôler la précision des données collectées avant d'intégrer les connaissances aux modèles prévisionnels modernes.

Depuis juillet 2016, des formations portant sur les méthodes de sondage, le suivi des indicateurs, et l'utilisation des bases de données viennent d'être dispensées aux services météorologiques nationaux de Nioué, du Samoa, des îles Salomon et du Vanuatu.

Surveillance environnementale

Renforcer les capacités des membres insulaires océaniques en matière de surveillance et de gouvernance environnementales est essentiel pour atteindre un développement durable.

L'un des principaux objectifs stratégiques du PROE est de veiller à ce que la région soit en mesure de concevoir et de mettre en œuvre des cadres et des processus de gouvernance et de gestion de l'environnement transparents et robustes. La législation, la politique, la planification et l'évaluation, la mise en œuvre, la surveillance et la communication doivent toutes être améliorées pour y parvenir.

Ces activités aident également nos Membres à généraliser l'intégration des enjeux environnementaux et contribuent à atteindre les objectifs environnementaux et de développement durable fixés au niveau national.

Île de Qamea, Fidji Photo : © Stuart Chape



mentale et gouvernance



Îles Chelbacheb, Palaos. Photo : © Stuart Chape

Nouvelle étape à Tokélaou

Le PROE a participé à un moment historique à Tokélaou, grâce à la première formation portant sur les ÉIE destinée aux résidents de l'atoll de Nukunonu, à Tokélaou. Celle-ci a été dispensée par le PROE et a été initiée par le Taupulega de Nukunonu, une autorité locale.

La formation a réuni des représentants des secteurs de la santé, de la jeunesse, de l'éducation, du développement économique, de la pêche et de l'environnement, en ce compris des participants issus du Taupulega et de groupes de femmes.

Un cadre politique pour les ÉIE, élaboré en 2012 pour la construction d'une piste d'atterrissage sur Nukunonu, a été révisé dans le cadre de cette formation, et a par la suite été appliqué à d'autres activités de développement. La formation a par ailleurs inclus des exercices pratiques sur le terrain destinés à permettre aux participants de mettre en pratique leurs nouvelles connaissances des ÉIE pour évaluer les développements existants et les questions environnementales qui s'y rapportent.

Des ateliers ÉIE similaires sont prévus pour les atolls restants de Tokélaou, Fakaofu et Atafu.



Participants à une activité de groupe lors du tout premier atelier sur l'évaluation de l'impact environnemental. Photo : J.Davetanivalu/PROE.

Évaluations d'impact sur l'environnement (ÉIE) : ouvrir la voie pour le développement durable

Le PROE continue de fournir une aide et des conseils techniques sur les ÉIE afin de renforcer les capacités des membres en matière de planification et de gestion environnementales pour le développement durable.

Qu'est-ce qu'une ÉIE ?

Une évaluation d'impact sur l'environnement (ÉIE) évalue automatiquement l'impact de tout développement sur l'environnement, et examine la manière dont l'environnement local peut affecter un développement, avant qu'une décision soit prise. Elle recommande également des mesures optimales à adopter lors de la planification d'un développement résilient tout en maintenant l'intégrité environnementale.

Le groupe de travail Objectifs de développement durable (ODD) bénéficiera de l'expertise du PROE

Le PROE fait désormais partie d'un groupe de travail chargé d'établir des indicateurs environnementaux destinés à appuyer la prise de décisions au niveau national et régional pour atteindre un développement durable. Ces indicateurs mesureront les avancées réalisées par rapport au Cadre pour le régionalisme dans le Pacifique, l'Agenda 2030/Objectifs de développement durable, et les modalités d'action accélérée des PÉID Orientations de SAMOA.

En 2015, le Forum des dirigeants des îles du Pacifique s'est engagé à mettre en œuvre les ODD de façon complète. Les dirigeants ont appelé à la mise en place d'un processus ouvert et inclusif visant à identifier les indicateurs régionaux qui représentent les priorités nationales. Des actions destinées à atteindre le développement durable devraient être soutenues à l'échelon national et régional.

Cette initiative regroupe des partenaires comme le Forum des îles du Pacifique (PIF), la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Communauté du Pacifique (SPC) et une série de pays insulaires océaniques.

Améliorer les capacités en matière d'ÉIE des îles Marshall

La formation en ÉIE menée par le PROE dans la République des îles Marshall (RIM) visait à soutenir une mise en œuvre plus efficace des réglementations relatives aux ÉIE. L'atelier de la formation a été organisé suite à une évaluation des besoins du personnel gouvernemental et des parties prenantes communautaires, effectuée en 2015, sur leurs besoins de connaissance et de formation en matière d'ÉIE.

La formation, dispensée par le PROE aux membres du personnel gouvernemental, se fondait sur la législation nationale en matière d'ÉIE et sur les processus nationaux, et était combinée à des exercices pratiques axés sur l'examen des propositions de développement, l'établissement de mandats pour les rapports ÉIE, et l'examen de rapports d'ÉIE.

Une visite de terrain, sur un site proposé pour accueillir une nouvelle décharge et dans des sites de dragage existants, a permis aux participants d'identifier les défis qu'ils peuvent rencontrer lors d'une ÉIE et d'en discuter.

Le PROE a également aidé l'autorité de protection de l'environnement (APE) de la RIM pour l'élaboration d'un graphique reprenant le fonctionnement des ÉIE, qui doit servir d'outil de communication afin de promouvoir et d'améliorer la sensibilisation au processus d'ÉIE et le respect de celui-ci au niveau national.

Des représentants de l'APE, du Bureau de politique économique, de planification et de statistiques ; l'Autorité des ressources marines des îles Marshall ; l'Autorité en charge des visiteurs des îles Marshall ; le Bureau de conservation



Participants à l'atelier sur l'évaluation de l'impact environnemental – République des îles Marshall.

historique de la RIM ; la Compagnie des eaux et canalisations de Majuro ; l'Association des maires des îles Marshall ; et la Société de conservation des îles Marshall ont joué un rôle actif dans cette formation.

L'Union européenne est reconnue pour apporter une aide financière à l'atelier de la formation sur les ÉIE, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour l'environnement via le programme d'accords multilatéraux environnementaux du groupe d'États Afrique, Caraïbe, Pacifique.

La formation sur les ÉIE de Nioué appuie l'élaboration de politiques

À Nioué, des investissements futurs dans l'énergie renouvelable sont susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement local.

Ceci a mené à l'organisation d'un atelier de formation de trois jours sur les ÉIE, organisé par le PROE, en partenariat avec le département de l'Environnement de Nioué et le programme pour l'énergie renouvelable de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

La formation a amélioré la compréhension des participants des procédures relatives aux ÉIE et de la manière dont elles peuvent être appliquées efficacement aux développements dans tous les secteurs, y compris celui de l'énergie renouvelable.

Le renforcement des capacités en matière d'ÉIE a été complété par l'adoption de la loi révisée sur l'environnement de Nioué, et soutenu par l'achèvement des réglementations environnementales (Consentement au développement et évaluation d'impact sur l'environnement). Des exercices pratiques ont été mis en place afin d'expliquer le processus d'ÉIE et de renforcer les compétences des participants dans la gestion des ÉIE.

Des représentants des financements issus du département de l'Environnement ; du département du Transport ; du département de la Justice ; des services d'Arpentage des terres et de Communication ; Tāoga



Visite sur le terrain lors de l'atelier sur l'évaluation de l'impact environnemental à Nioué. Photo : M. Bradley/PROE

Nioué ; de l'unité de Gestion et de coordination de projets ; et le service météorologique de Nioué ont participé à l'atelier.

Le programme pour l'énergie renouvelable, l'UICN et l'Union européenne, ainsi que le Programme des Nations Unies pour l'environnement, via le programme ACP MEA 2, ont apporté un soutien à la formation.

Utilisation durable et conservation de la biodiversité au-delà des frontières

Le PROE fait partie de l'équipe régionale coordonnée par le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS) en charge d'apporter un appui technique aux petits États insulaires en développement du Pacifique lors des réunions 1 et 2 du Comité préparatoire du BBNJ (PrepCom), qui se sont tenues en avril et en août 2016.

BBNJ fait référence à la biodiversité marine dans des zones qui se situent au-delà des juridictions nationales.

Les régions océaniques étant hautement interconnectées, la conservation et l'utilisation durable des BBNJ ont des implications sur la santé et l'état de la biodiversité marine au sein de la région insulaire océanique. C'est la principale raison pour laquelle les Membres du PROE sont intéressés à mettre en place un régime international solide pour les outils de gestion basés sur des zones et les ÉIE, en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS).

Les Membres du PROE cherchent également à profiter justement

de tous les bénéfices dérivés des ressources génétiques marines (RGM) obtenus dans des zones se situant au-delà de la juridiction nationale. De tels bénéfices pourraient inclure le partage de résultats de recherche ; la formation et le renforcement des capacités liées au développement et à la commercialisation des RGM ; et une part des revenus issus des droits découlant des découvertes liées aux RGM.

L'équipe régionale provient du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP), dont le PROE est membre. En 2016, la première et la deuxième réunion du PrepCom BBNJ se sont tenues au siège de l'ONU à New York.

Au cours des réunions, les composantes d'un instrument international juridiquement contraignant ont été discutées, en vertu de l'UNCLOS, concernant la conservation et l'utilisation durable de la BBNJ.

Les discussions ont porté sur quatre éléments : ressources génétiques marines, outils de

gestion basés sur les zones, évaluations d'impact sur l'environnement, et renforcement des capacités et transfert de technologie marine. Tous ces éléments sont étroitement liés aux activités de base du PROE.

Le président des petits États insulaires en développement du Pacifique, et en particulier la mission permanente auprès des Nations Unies ont offert une reconnaissance spéciale au PROE.

Le PROE a fourni un appui aux gouvernements des îles du Pacifique lors de la première réunion PrepCom de la BBNJ à New York, en avril.

La qualité du soutien et du service fourni a été soulignée dans une lettre de recommandation de la mission permanente de Nauru, ainsi que dans une requête d'appui supplémentaire à la préparation de la deuxième réunion PrepCom en août.

Cette reconnaissance a été bien accueillie puisqu'elle émane d'une organisation qui s'efforce de continuer à fournir des services de qualité à ses membres.

Réseau de bases de données vital pour la surveillance environnementale dans les îles océaniques

Un projet mené par le PROE et visant à créer des bases de données environnementales en cours d'élaboration depuis trois ans, s'est vu octroyer un financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en septembre 2016.

Ce projet portera création de deux bases de données, nationale et régionale, dans les pays afin d'appuyer les travaux sur les rapports sur l'état de l'environnement (SoE) et les stratégies nationales de gestion de l'environnement (NEMS).

Ses objectifs sont les suivants :

- Renforcer les cadres juridique, politique et de planification pour soutenir la collecte et l'échange de données sur l'environnement ;
- Établir un réseau de bases de données nationales et régionales pour la surveillance de l'état de

l'environnement du Pacifique ;

- Renforcer les rapports de la Convention, l'élaboration des politiques et exigences de suivi et d'évaluation sur l'état de l'environnement mondial, régional et national ;
- Faciliter l'utilisation des données environnementales pour la planification nationale et du développement durable ;
- Générer des données par le biais de la planification et des processus d'évaluation de l'impact ;
- Aider les États insulaires océaniques à respecter les obligations nationales juridiques en matière de compte rendu, y compris pour les rapports SoE ;
- Établir les capacités au niveau national et régional pour gérer un réseau de bases de données nationales et régionales ; et

- Renforcer les capacités institutionnelles des gouvernements pour l'échange de données, informations et connaissances permettant un rapport rationalisé et une prise de décision éclairée.

Le projet cherchera à répondre aux problèmes communément rencontrés comme le manque d'éléments probants quant aux tendances dans les ressources environnementales et les moteurs de changement ; le manque de procédures harmonisées pour la collecte et l'échange de données ; et le fait que les informations ne sont pas communiquées au personnel technique, au gouvernement, ou au public.

Cet effort est le fruit d'un partenariat entre le FEM, le PROE, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, et les 14 membres insulaires océaniques.

Le rapport sur l'état de l'environnement des îles Marshall est achevé

Le PROE a présenté le rapport final de 2016 sur l'état de l'environnement pour la République des îles Marshall. Les principales conclusions du rapport sur l'état de l'environnement montrent que sur les 38 indicateurs environnementaux, 25 pour cent ont reçu l'appréciation « bons », 25 pour cent « mauvais » et la moitié restante a été considérée « correcte ».

Le but de ce rapport est de proposer une base sur laquelle fonder une planification efficace de la gestion environnementale.

Les points les plus importants du rapport indiquent que les récifs coralliens étaient généralement en bonne condition, sauf les récifs situés autour de Kwajalein et Majuro. La qualité de l'eau demeure un problème, en particulier dans les centres urbains comme Majuro, où près de la moitié des sources d'eau douce est contaminée. Une réussite en matière de conservation est également à noter ; la mule (pigeon micronésien).

L'un des principaux défis repris dans le rapport sur

l'état de l'environnement est le patrimoine nucléaire qui reste une préoccupation environnementale de premier plan. En témoigne le fait que le rapport 2016 sur l'état de l'environnement de la RIM est le premier à posséder un chapitre sur le nucléaire. Parmi les autres préoccupations soulevées figurent les lacunes au niveau des données relatives au recensement agricole, notamment.

L'élaboration du rapport de la RIM a été entamée en 2014, suite à une requête d'aide émanant du Bureau de la RIM pour la protection de l'environnement et la coordination politique. De vastes consultations ont ensuite été organisées en 2015 et 2016, lesquelles impliquaient plus de 16 départements gouvernementaux, des groupes de la société civile, et quatre gouvernements locaux.

Le rapport comprend des données environnementales pour 38 indicateurs nationaux choisis. Il fournit un état des lieux des indicateurs, sur la base des meilleures données disponibles, présente les impacts de ceux-ci sur le pays, et la réponse actuelle



Développement du rapport sur l'état de l'environnement de la République des îles Marshall lors de l'atelier coordonné par le département du PROE pour la gouvernance et le suivi environnemental. Photo : M. Bradley/PROE

donnée par le gouvernement, et émet des recommandations.

Les domaines d'action repris dans le rapport constituent désormais des domaines stratégiques mis en avant dans la Stratégie nationale de gestion de l'environnement 2017-2022 de la RIM. Ces domaines d'importance sont alignés sur les Objectifs de développement durable, les Orientations SAMOA, et d'autres accords multilatéraux environnementaux.

Qu'est-ce qu'un état de l'environnement (SoE) ?

Le rapport sur l'état de l'environnement est un type de rapport internationalement reconnu, une méthode qui permet de mesurer la santé d'une zone géographique, de ses écosystèmes et de ses ressources naturelles.

Le rapport SoE analyse des données provenant de sources locales, nationales, régionales, et internationales afin de fournir un bilan de la santé environnementale.

Le rapport identifie par ailleurs des tendances, naturelles et anthropiques, et l'impact que celles-ci peuvent avoir.

Les rapports comprennent généralement un chapitre sur l'état de la faune et la flore, sur les habitats comme les forêts, les eaux marines et intérieures, les sols et la végétation, et d'autres facteurs.

Une étude sur l'état de l'environnement fournit une référence, ou l'actualise, et peut contribuer à prédire l'état futur d'un environnement, sur la base de problèmes existants ou émergents.

Ces rapports constituent un outil de planification utile pour les gestionnaires de secteurs comme les ressources naturelles, la planification urbaine, le tourisme, et le développement de ressources.

Labasa, Vanua Levu, Fidji. Photo : © Stuart Chape



Les stratégies nationales de gestion de l'environnement bénéficieront aux îles du Pacifique

Les premières Stratégies nationales de gestion de l'environnement (NEMS, en anglais) ont été établies il y a plus de 20 ans ; au début des années 1990 pour les pays insulaires océaniques. Toutefois, des efforts minimes ont été déployés par les différents pays pour surveiller et évaluer la mise en œuvre des NEMS et leur contribution au développement national, régional et mondial.

Il existe aujourd'hui un regain d'intérêt pour ces stratégies ; elles sont révisées et actualisées pour refléter les défis environnementaux importants et émergents, ainsi que les problèmes que rencontrent les pays insulaires océaniques. En 2016, le PROE a travaillé avec les

îles Marshall, Nioué et le Vanuatu afin de gérer ce regain d'intérêt et d'appuyer le développement des NEMS.

Des consultations avec plusieurs parties prenantes ont été entreprises afin de vérifier et de confirmer les questions environnementales à inclure dans les NEMS. Ces sujets reposent largement sur les priorités reprises dans les plans nationaux de développement durable existants, les accords internationaux et les stratégies et plans thématiques environnementaux.

Le changement climatique constitue l'une des principales priorités, tout comme la gestion des déchets, la conservation de la biodiversité, et la gestion des

écosystèmes. Le processus et l'approche utilisés ont été pensés pour s'adapter à la réalité de chaque pays et ont été menés de manière intégrée.

L'une des questions identifiées lors du processus de révision des NEMS est la nécessité d'établir des cadres de surveillance et de communication solides afin d'assurer un suivi des progrès, et d'éclairer la planification et la prise de décision.

L'appui du PROE au processus relatif aux NEMS a été rendu possible grâce au soutien financier de l'Union européenne et le programme ACP MEA 2 du PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement).

Que sont les NEMS et pourquoi sont-elles importantes ?

Une Stratégie nationale de gestion de l'environnement (NEMS, acronyme de National Environmental Management Strategy) présente une plateforme politique pour la planification et l'action visant à résoudre des problèmes environnementaux majeurs. Les NEMS peuvent servir à orienter l'intégration des préoccupations environnementales dans les

processus nationaux de planification en matière de développement.

Une NEMS constitue également une feuille de route destinée à aider les pays à respecter leurs engagements internationaux, y compris les engagements conformes aux accords multilatéraux environnementaux, les Orientations SAMOA et les Objectifs

de développement durable.

Les principes directeurs du processus d'élaboration des NEMS sont les suivants : leadership et gouvernance, responsabilité collective pour l'environnement, connaissances, pratiques et innovations indigènes ; et intégration de l'environnement et du développement.

Pleins feux sur la NEMS de Nioué

À Nioué, la première NEMS date de 1993. Le PROE a contribué à la révision de la NEMS effectuée en 2016, laquelle incluait une consultation nationale menée avec le département de l'Environnement et des parties prenantes majeures. La consultation s'est penchée sur les liens entre l'environnement, le développement et la conservation. Le but était de concevoir un plan destiné à protéger l'environnement.

De grandes préoccupations environnementales ont été identifiées comme le réchauffement climatique et l'augmentation du niveau de la mer ; la croissance démographique ; le déclin des pratiques traditionnelles de gestion des ressources ; l'utilisation non durable des ressources naturelles ; et la gestion des déchets et la lutte contre la pollution.

Pleins feux sur la NEMS des îles Marshall

Dans la République des îles Marshall, le rapport sur l'état de l'environnement indique que la qualité de l'environnement se détériore. Ceci résulte partiellement de l'intensification du développement et de la croissance démographique, ainsi que des limites imposées par une zone terrestre restreinte et de faible altitude.

Les consultations nationales relatives aux NEMS se sont tenues à Majuro en 2015, et une deuxième série de consultations a été organisée en octobre 2016. La NEMS a été élaborée sur la base des problèmes identifiés pour chaque thématique du rapport sur l'état de l'environnement de 2016.

Les principaux risques identifiés comprennent l'augmentation du niveau des océans des suites du changement climatique ; la variabilité climatique et les catastrophes ; l'augmentation de la densité de population à Majuro ; le déclin de la gestion traditionnelle des ressources ; l'utilisation non durable des ressources naturelles ; et une gestion des déchets et une lutte contre la pollution laissant à désirer.

Le développement d'une NEMS permet d'aider le gouvernement de la RIM à remédier à la détérioration de l'environnement. La stratégie identifie les parties prenantes qui contribueront à la mise en œuvre des priorités et ainsi, permet de mieux coordonner les activités.

Gestion des déchets et lutte

La pollution et les volumes croissants de déchets solides et dangereux sont les principales menaces qui pèsent sur l'environnement et le développement durable des îles du Pacifique.

La mondialisation accélère la transition des nations océaniques et de leurs populations vers des économies de consommation, avec l'urbanisation, les migrations et la participation au commerce international que cela implique.

Il en résulte une plus grande quantité de déchets solides et liquides qui augmente le risque de pollution marine et côtière. L'absence de contrôle sur les produits chimiques importés et la pénurie de capacités nationales pour la gestion de polluants constituent une menace pour la qualité et la santé des écosystèmes insulaires vulnérables dont dépendent les populations océaniques.

Pourtant, l'amélioration de la gestion de la pollution et des déchets était une priorité pour le PROE en 2016. Le PROE a continué d'aider les pays en leur fournissant des conseils techniques et en soutenant leurs programmes et leurs institutions grâce à l'obtention de financements.

Épave de navire, Honiara, îles Salomon. Photo : © Stuart Chape



te contre la pollution

Inauguration de la Table ronde pour un Pacifique propre, une première historique

En juillet 2016, la première Table ronde pour un Pacifique propre s'est tenue à Suva, aux Fidji. Cet événement historique, qui a attiré une centaine de participants issus de 21 États et territoires différents, était coordonné par le PROE avec le généreux soutien de l'Agence japonaise pour la coopération internationale (JICA) et de l'Union européenne (UE).

La Table ronde pour un Pacifique propre est un mécanisme essentiel pour la coordination de la mise en œuvre de la Stratégie régionale océanique en matière de gestion des déchets et de lutte contre la pollution 2016-2025, connue sous le nom Pacifique plus propre 2025, adoptée lors de la vingt-sixième Réunion des représentants du PROE en 2015.

Au PROE, à la JICA, à l'UE et aux délégués des États et territoires présents à la Table ronde se sont associés des représentants de la Banque mondiale, de la Banque



asiatique de développement, du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, du département australien des Affaires étrangères et du Commerce, ainsi que du Programme des Nations Unies pour le développement, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Bureau de coordination PRIF, du Groupe de pays mélanésiens Fer de lance, mais aussi de l'université du Pacifique Sud, de l'université de Newcastle, de l'université Griffith, de la Communauté du Pacifique, de l'Union internationale pour la conservation de la nature, de POETCom et enfin d'une série

d'organisations du secteur privé.

Les sujets les plus importants incluait l'amélioration de la gestion des déchets générés par les catastrophes et des déchets verts, l'importance d'établir des partenariats public-privé, la viabilité d'un réseau régional de recyclage et la menace émergente que constituent les débris marins.

La Table ronde se tiendra tous les deux ans, tout au long de la durée de la stratégie Pacifique propre 2025, et jouera un rôle clé dans l'amélioration et l'innovation dans la prévention et la gestion des déchets dans la région océanique.

« La Table ronde pour un Pacifique propre constitue un bon exemple pour les autres pays et agences afin de travailler dans un esprit de coordination et de coopération, et non de compétition. Au nom de la JICA, je suis extrêmement reconnaissant à toutes les personnes impliquées dans la réussite de cette réunion. »

– M. Shiro Amano, ancien Conseiller principal du projet japonais de coopération technique pour la promotion de l'initiative régionale pour la gestion des déchets solides des États insulaires océaniques (J-PRISM), financé par la JICA.

« La Table ronde est un forum visant à partager des expériences et à diffuser des informations. Nous souhaitons vous entendre, pas seulement concernant les défis à relever, mais également concernant les solutions innovantes que vous avez dû adopter pour relever ces défis. Nous voulons également nous assurer que tout ce que nous faisons est en complète cohérence avec les priorités de nos États membres. »

– M. Kosi Latu, directeur général du PROE

« L'Union européenne demeure déterminée et continuera à soutenir les pays océaniques dans la mise en œuvre de Pacifique plus propre 2025. Nous voyons cette Table ronde comme une plateforme essentielle qui consolide et renforce la collaboration et la coordination entre les pays et les différents partenaires en appui à la vision d'un Pacifique plus propre. »

– M. Christoph Wagner, Chef de la coopération à la délégation de l'Union européenne pour le Pacifique

S'engager à trouver des solutions pour un Pacifique durable

Le PROE et l'université de Newcastle ont signé un protocole d'entente, qui marque le début d'un nouveau partenariat visant à mettre en œuvre des solutions à la faveur de l'environnement et des populations insulaires océaniques.

L'excellence en matière de recherche appliquée, de développement et de résolution de problèmes de l'université de Newcastle sera précieuse au PROE dans de nombreux

domaines environnementaux. Ces domaines incluent l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable, la gestion des ressources, les terres contaminées et les déchets dangereux, les pratiques environnementales durables, la préparation aux catastrophes et réductions des risques, ainsi que les relations avec les entreprises et le secteur privé.



Dr. Alan Broadfoot de l'Université de Newcastle, avec le Directeur général du PROE, M. Kosi Latu, lors de la Table ronde des îles océaniques pour un Pacifique propre de Suva. Photo : A.Carvan/PROE



M. Camille Laude (PNUD), M. Makoto Tsukiji (J-PRISM) et Dr. Graham Brewer (Université de Newcastle) ont souligné l'importance d'un cadre régional couvrant la gestion des déchets causés par les catastrophes. Photo : A.Carvan/PROE

Les déchets générés par les catastrophes mis en avant

Parvenir à gérer la grande quantité de déchets générés par des cyclones, des inondations et des tsunamis est essentiel, et ce point a été mis en avant lors d'un événement en marge spécial de la Table ronde pour un Pacifique propre.

Les catastrophes naturelles s'intensifient, en termes de fréquence et de gravité, dans la région océanique et dès lors le problème des déchets générés par ces catastrophes devient de plus en plus pressant. Les catastrophes naturelles créent un énorme volume de déchets dont la nature est mélangée (on retrouve notamment des déchets solides, verts et dangereux) et dont l'évacuation très rapide est nécessaire afin de garantir le bon déroulement des opérations de secours.

Honorer les femmes actives dans le secteur des déchets

Dans la région du Pacifique, comme partout dans le monde, le genre joue un rôle crucial dans la gestion des déchets. La participation accrue des femmes dans la planification et la mise en œuvre de projets de gestion des déchets implique de meilleurs et de plus significatifs résultats pour l'ensemble de la communauté.

Durant les trois jours qu'a duré la Table ronde, femLINKPacific a interviewé un groupe de femmes participant à l'évènement sur leur carrière et les recommandations qu'elles feraient aux communautés océaniques pour améliorer la gestion des déchets. Les points soulevés incluaient la gestion des déchets en tant que concept culturel et le fait que les déchets courants ne doivent pas être simplement jetés mais réutilisés.



Lorsque la voix des femmes est entendue et prise en considération, les initiatives en matière de gestion de déchets sont plus enclines à répondre aux besoins de chacun. Photo : A.Carvan/PROE



La Table ronde pour un Pacifique propre. Photo : A.Carvan/PROE



Interview radio de Mme Susana Telakau (Directrice, Solid Waste Agency, Tuvalu), Mme Mafile'o Masi (leadeuse écologiste, Tonga) et Mme Patricia Pedrus (Gestionnaire de développement durable, États fédérés de Micronésie). Photo : Sian Rolls/femLINKPacific

Le PacWaste change la donne en Océanie

En 2016, le projet financé par l'Union européenne pour la gestion des déchets dangereux dans le Pacifique (Pacific Hazardous Waste Management), connu sous le nom de PacWaste, a continué à rendre le Pacifique plus sûr et plus propre pour tous, en obtenant d'excellents résultats dans les quatre domaines d'action principaux du projet : l'amiante, les déchets électroniques, les déchets médicaux et la gestion intégrée des déchets des atolls.



Ces bons résultats ont été soulignés lors de la quatrième réunion annuelle du Comité directeur du projet, qui s'est tenue à Espiritu Santo, au Vanuatu. La réunion a rassemblé des délégués de 13 des 15 pays qui participent au projet PacWaste, ainsi que des représentants de l'Union européenne, du PROE, du gouvernement du Vanuatu et du projet J-PRISM, financé par la JICA.

Participants à la 4e Assemblée du Conseil d'Administration du Projet PacWaste à Santo, Vanuatu.
Photo : A.Carvan/PROE

Déchets médicaux

Le PacWaste poursuit son déploiement d'incinérateurs de déchets médicaux à haute température et à double chambre ainsi que la mise à disposition de formation spécialisée.

En juin 2016, le Commissaire européen à la coopération internationale et au développement en visite, Neven Mimica, a officiellement donné les nouveaux incinérateurs à haute température du PacWaste à l'hôpital central de Tungaru, à Tarawa aux Kiribati et à l'hôpital Princess Margaret à Funafuti, aux Tuvalu.

Lors de la cérémonie de mise en service, M. Mimica a évoqué l'importance de la gestion des déchets pour la santé publique et l'environnement et a salué le PROE pour ses résultats efficaces obtenus via le projet PacWaste dans la région océanique.

Depuis le début du projet, des formations sur les déchets médicaux ont été dispensées à 42 endroits dans 15 pays. L'impact positif de la fourniture d'équipement technique et de formations spécialisées était évident à l'hôpital Lenakel, qui sert une population de 32 000 personnes sur l'île de Tanna au Vanuatu.

« Nous avons des brancardiers, des chauffeurs, des infirmiers, des blanchisseurs, du personnel de ménage, un radiologue, un responsable de pharmacie et des techniciens de laboratoire qui ont tous participé à la formation afin qu'ils comprennent ce que l'on attend d'eux en ce qui concerne la gestion correcte des déchets. »

– Mme Betty Simon, sage-femme à l'hôpital Lenakel

Amiante

En 2016, le PacWaste s'est attelé au problème de l'amiante. La nouvelle publication, *La situation de l'amiante dans le Pacifique*, publiée en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), synthétise les données existantes sur la localisation et les risques présentés par les matériaux contenant de l'amiante sur 25 îles de 13 pays océaniques.

Cette publication a été suivie, en juin, par la publication des conclusions d'une enquête pan-océanique sur la sensibilisation à l'amiante, laquelle indiquait que six personnes sur dix âgées de moins de 30 ans ont peu ou pas de connaissances sur l'amiante et les risques qu'elle pose pour la santé.

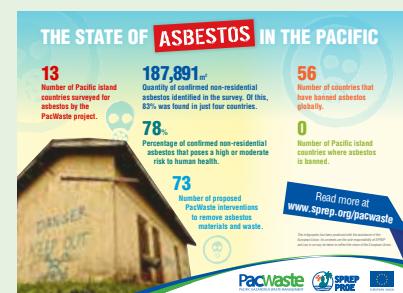
Depuis le début du projet, des actions de réhabilitation coordonnées pour éliminer l'amiante ont été menées à 73 endroits différents, répartis dans 11 pays insulaires océaniques.

En outre, des ressources destinées

aux imprévus ont été mobilisées afin d'aider les États insulaires océaniques dans l'éventualité où ils seraient exposés à des cas d'amiante inattendus. Par exemple, dans le cadre du projet, une équipe d'experts qualifiés a été déployée sur le site du bâtiment de l'ancien hôpital de Gizo, aux îles Salomon, à la suite d'un incendie qui a révélé la présence d'amiante dans les décombres, probablement issue du revêtement en amiante récemment installé.

Cet incident, ainsi que les conclusions de l'étude régionale de référence sur l'amiante menée par le PacWaste, ont mis en exergue l'urgence de mettre en place des contrôles à l'importation et à la vente de nouveaux matériaux de construction qui contiennent de l'amiante dans le Pacifique.

En octobre, le PacWaste a appuyé les efforts déployés par le gouvernement de Nauru en matière de désamiantage en formant les représentants du département



du Commerce, de l'Industrie et de l'Environnement de Nauru, les secteurs gouvernementaux concernés et les représentants communautaires intéressés à la manière de retirer, de stocker et de manipuler des matériaux contenant de l'amiante en toute sécurité. Ces personnes sont désormais chargées de vérifier que les entrepreneurs de Nauru qui procèdent au désamiantage sur l'île respectent, en permanence, les bonnes pratiques internationales en la matière.

Dans le monde, plus de 100 000 personnes meurent tous les ans de maladies liées à une exposition à l'amiante.

Déchets électroniques

De manière générale, à travers le monde, les déchets électroniques constituent un problème de plus en plus pressant qui a des conséquences négatives tant sur la santé humaine qu'environnementale. Dans le Pacifique, les efforts fournis pour gérer ce flux de déchets dangereux sont entravés par un accès limité à des points de collecte de ces déchets ou à des marchés de recyclage, et par le coût élevé du transport des déchets électroniques pour les évacuer de la région.

Le projet PacWaste a testé une série d'activités de gestion des déchets électroniques ciblées, menées localement et à petite échelle.

Au Vanuatu, un partenariat a été établi avec le département de la Protection et la Conservation de l'environnement et RecycleCorp Vanuatu Ltd afin de collecter et recycler les déchets électroniques à Port Vila. Ce service de collecte gratuite des déchets électroniques sera testé jusqu'en mars 2017.

Un programme similaire mené à Rarotonga fut une véritable réussite et a mené le gouvernement des îles Cook à travailler à l'établissement d'une législation destinée à promouvoir une redevance sur l'élimination des encombrants et des déchets électroniques lorsqu'ils sont importés.



En à peine 6 semaines, le programme de rachat ULAB dans les îles Marshall a rassemblé, conditionné de manière sécurisée et exporté 515 batteries. Photo : T.Hartley/PROE.

Dans la République des îles Marshall, le projet s'est associé à la société des déchets de l'île de Majuro afin de mettre en place un système de rachat des piles plomb-acide usagées grâce auquel les individus peuvent amener leurs vieilles piles à un site central et être payés en retour.

Déchets des atolls

L'atoll de Majuro, dans la République des îles Marshall accueille le programme pilote du PacWaste en matière de gestion intégrée des déchets générés sur les atolls. Avec 0,9 kilogramme de déchets générés par personne et par jour, Majuro possède le taux le plus élevé, par habitant, de génération de déchets dans la région du Pacifique insulaire. L'île dispose d'un service de collecte, mais celui-ci est sous-financé et ne dessert par toutes les zones de l'île.

En décembre 2016, le PacWaste et les partenaires locaux du projet ont lancé le sac lokwe, un sac poubelle prépayé conçu spécialement pour Majuro. Les bénéfices des ventes de sac lokwe serviront à financer l'extension du service de collecte des déchets ménagers à tout l'atoll, ce qui garantira que le système est à la fois universel et rentable.

« Le slogan "Erreo eo, ñan emman eo" signifie, grosso modo, un environnement plus propre est mieux/plus sain. Nous avons choisi l'arc-en-ciel pour symbole car il représente l'espoir, l'unité et l'optimisme. Nous aimons ce design parce que nous sommes pleins d'espoir, optimistes et unis dans notre désir de rendre les îles Marshall plus propres. »

– Mme Linda Tomeing, Agent de soutien au projet PacWaste, WUTMI

Ce qui a permis la réussite de ce sac lokwe, c'est sans aucun doute la communication et l'engagement de la population, qui ont été gérés sur le terrain par une ONG locale, Women United Together Marshall Islands (WUTMI).

Les efforts destinés à changer l'attitude de la population envers les déchets ont été menés sur plusieurs fronts, avec l'aide de partenaires qui ont collaboré afin de compléter et de promouvoir de manière transversale le changement de comportement et de conduire des activités de sensibilisation déjà existantes au niveau national.



Grâce aux efforts de partenaires clés pour lutter contre le problème des déchets, les ordures dans les rues de Majuro pourraient bien vite appartenir au passé. Photo : A.Carvan/PROE.



PACIFIC POPS RELEASE REDUCTION PROJECT

Reducing Persistent Organic Pollutants (POPs) in the Pacific region through the improved management of solid and hazardous waste.
www.sprep.org/stopthepops



Investir dans les habitants des îles du Pacifique grâce au projet de réduction des émissions de POP

En 2016, le projet de réduction d'émission de POP dans le Pacifique a poursuivi son programme innovant d'activités conçu pour aider les pays à réduire les émissions de polluants organiques persistants (POP), en particulier ceux qui sont générés involontairement en raison de mauvaises pratiques de gestion des déchets solides et dangereux. Des formateurs issus de 12 États insulaires océaniques ont élargi leurs compétences en apprenant comment gérer les déchets solides et dangereux lors d'un atelier

« Former le formateur », qui s'est tenu aux Fidji en novembre. Le programme est axé sur les travailleurs semi-compétents en charge des déchets dans le Pacifique, et contribue à leur enseigner les bonnes pratiques en matière de gestion de décharge et les techniques de manipulation des déchets dangereux.

Un volet du programme de formation visait à enseigner aux participants des compétences en communication afin qu'ils puissent transmettre efficacement les informations et les compétences

utiles à leurs collègues.

Le programme de formation a été élaboré en concertation avec de nombreux partenaires, notamment l'université nationale des Fidji, l'Agence française de développement (AFD), l'université Griffith, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la JICA.

Les 12 diplômés s'ajoutent aux 60 autres qui ont suivi le programme « Former le formateur » depuis 2013, dans le cadre du projet POP, qui s'étend sur une période de quatre ans.

Mettre les habitants insulaires en sécurité grâce à des formations sur des produits chimiques dangereux

Les États et territoires océaniques sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes de la mauvaise gestion des produits chimiques résultant d'installations de stockage mal entretenues, de ressources limitées et de la nature poreuse de nombreuses îles qui menacent la sécurité hydrique. Cette vulnérabilité est renforcée par l'exposition de la région aux tempêtes et aux cyclones tropicaux.

Pour aider à gérer ce problème, un nouveau programme de formation, développé en 2016 en collaboration avec le PROE et l'université du Pacifique Sud (UPS), a enseigné à des laborantins, des professeurs de science et d'autres professionnels comment stocker, manipuler et utiliser des produits chimiques dangereux en toute sécurité.

La formation sur les bonnes pratiques en matière de gestion

des déchets dangereux a été une réussite dans les îles Cook, les États fédérés de Micronésie, aux Kiribati, dans la République des îles Marshall, les îles Salomon et au Vanuatu.

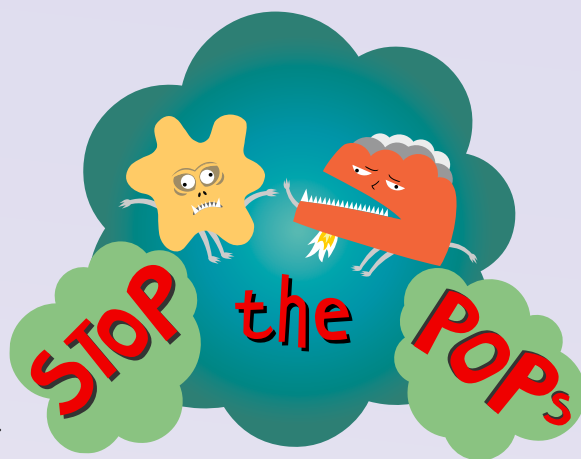
Elle a été conçue et dispensée par l'Institut des sciences appliquées de l'UPS dans le cadre du projet de réduction des émissions de POP dans le Pacifique.

POP dans le Pacifique

Les polluants organiques persistants (POP) sont des produits chimiques toxiques qui peuvent parcourir de longues distances dans l'air et dans l'eau, et s'accumuler dans les tissus adipeux des humains et des animaux. Ils sont lents à se dégrader et peuvent donc accroître les risques de problèmes de santé graves pour la population, comme des cancers, des malformations de naissance, et des déficiences du système immunitaire.

Le projet de réduction des émissions de POP est co-financé par le Fonds pour l'environnement mondial – Alliance océanique pour la durabilité (FEM-PAS) et l'AFD. Il est exécuté par le PROE et mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

D'autres activités de projets ont été menées en 2016, notamment un appui à la formation de la Convention Waigani aux Tuvalu, la poursuite du projet pilote sur le compost à Nioué et la mise en œuvre d'une enquête régionale sur la gestion des conteneurs de pesticides.



Des mains du monde entier, le Pacifique s'associe au nettoyage international des côtes

En septembre 2016, les Fidji, la République des îles Marshall, le Samoa, les îles Salomon et le Vanuatu ont contribué à célébrer le 30e anniversaire de l'opération internationale de nettoyage des côtes menée par The Ocean Conservancy, grâce à l'appui du projet PacWaste.

Lors de cette activité, des volontaires sont venus collecter des déchets côtiers ou fluviaux. Ces déchets ont ensuite été triés et consignés dans l'index sur les ordures océaniques (Ocean Trash Index), ce qui permet d'avoir une vision globale des débris marins trouvés à travers le monde.

Les débris marins constituent l'un des problèmes les plus pressants sur la

planète. Il y a cent ans, les plastiques étaient rares. Aujourd'hui la majorité des débris marins sont en plastique. Cette menace émergente nuit à la faune et à la flore sauvages, modifie les écosystèmes, et peut avoir un impact négatif sur les humains. Des plastiques ont été trouvés dans les entrailles de poissons pêchés à des fins alimentaires. Des plastiques ont été trouvés dans le phytoplancton, qui produit près de la moitié de l'oxygène que nous respirons. Le plastique est partout.

Au Samoa, plus de 2100 kilogrammes de déchets ont été collectés sur une plage de 1,5 kilomètre de long.

Plus de 40 volontaires du ministère

des Ressources naturelles et de l'Environnement, le PROE, le club de pirogue à balancier Pualele et des membres du public se sont joints à la communauté internationale afin d'aider à éliminer les déchets de nos côtes.

En 2016, lors du nettoyage international des côtes, 1 578 834 bouteilles en plastique, 822 227 bouchons de bouteilles en plastique, 762 353 emballages et 520 900 sacs plastiques ont été ramassés sur les côtes.

Le Samoa a organisé deux activités de nettoyage des côtes en 2016 ; l'une au niveau local dans le cadre du nettoyage international des côtes en septembre et une autre en octobre.

Besoins en formation aux déversements de carburant aux Fidji satisfaits avec l'aide de la Nouvelle-Zélande

Le rapport d'évaluation des risques environnementaux des déversements de carburant de 2015, basé sur une étude du PROE, du département de l'Environnement des Fidji et de l'Autorité pour la sécurité maritime des Fidji, a permis d'obtenir un financement du gouvernement néo-zélandais.

Le rapport a mis en lumière les risques de déversements de carburant dans les ports de Lautoka, Levuka, Malau et Suva, et recommande de disposer de davantage d'équipements et de formations, lesquels ont ensuite été financés et fournis en 2016 par le

programme d'aide du département des Affaires étrangères et du Commerce de Nouvelle-Zélande.

Une contribution de 850 000 NZD sera allouée à l'équipement et à la formation afin d'aider ces ports à gérer les déversements marins de niveau 2 et 3. Les déversements de niveau 2 sont définis comme des déversements que les Fidji peuvent gérer grâce à leurs capacités et ressources nationales, et ceux de niveau 3 caractérisent les déversements que les Fidji ne sont pas en mesure de gérer avec leurs seules capacités et ressources nationales.

La formation a également été dispensée au personnel des quatre ports afin qu'ils se familiarisent avec le nouvel équipement, passent en revue les procédures d'opération standards, développent des techniques de déploiement des plans de sécurité pour les sites et identifient les manières de déployer l'équipement efficacement et en toute sécurité.

Les opérateurs ont également été formés à élaborer et mettre en œuvre un programme de maintenance préventive, ainsi qu'à conduire régulièrement des vérifications de l'entretien.

Les îles du Pacifique, les conventions internationales et les déchets en mer

En mars 2016, des représentants de 10 îles du Pacifique se sont réunis aux Fidji afin de discuter de la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets, aussi connue sous le nom de la Convention de Londres.

Cette convention vise à protéger l'environnement marin des activités humaines et est en vigueur depuis 1975. Elle a été actualisée en 1966 avec le Protocole de Londres, lequel,

à terme, remplacera la Convention.

Deux réunions se sont tenues l'une après l'autre. Tout d'abord, un atelier régional a aidé les participants à en savoir plus sur les avantages et les implications que présente une adhésion au Protocole de Londres, le plus récent des deux instruments, et sur la manière dont il s'inscrit dans des questions plus vastes de protection environnementale.

Ensuite, la seconde réunion était la session conjointe des

groupes scientifiques en vertu de la Convention/du Protocole de Londres, qui est un organe subsidiaire qui fournit des conseils sur des questions scientifiques et des problèmes émergents pertinents pour les Parties aux traités.

Plusieurs États insulaires océaniques sont Parties à la Convention de Londres, et trois ont déjà adhéré au Protocole : la République des îles Marshall, les Tonga et le Vanuatu.

Partenariats appuyant la gestion des déchets dans le Pacifique insulaire

Le partenariat PROE-JICA se renforce encore

En août 2016, des représentants du PROE et de l'Agence japonaise pour la coopération internationale (JICA) ont officiellement signé le procès-verbal de la Réunion sur la formulation de la deuxième phase du projet japonais de coopération technique pour la promotion de l'initiative régionale pour la gestion des déchets solides dans les îles du Pacifique, connu sous le nom de J-PRISM II.

La formulation de J-PRISM II a impliqué la réalisation de plus de 200 interviews avec des parties prenantes majeures du projet, dans toute la région. Ce processus, qui comprend également des enquêtes menées dans l'ensemble des pays insulaires océaniques, a permis de

garantir que le projet J-PRISM II reflétait bien les besoins des États insulaires océaniques.

L'activité régionale du projet J-PRISM II aura quatre composantes principales, lesquelles sont toutes alignées sur la stratégie Pacifique plus propre 2025, ainsi que sur les résultats de la Table ronde pour un Pacifique propre. Les principaux domaines d'action régionaux sont les suivants : gestion des déchets générés par les catastrophes, renforcement des réseaux régionaux de recyclage et développement d'un cadre de surveillance et d'évaluation pour la stratégie Pacifique plus propre 2025.

La JICA et le PROE collaborent étroitement depuis des années,



M. Kosi Latu (PROE) et M. Satoshi Shigiya (JICA) à la signature du procès-verbal de l'assemblée J-PRISM II. Photo : L.Moananu/PROE

en particulier pour l'affectation du personnel du J-PRISM au sein de la division Gestion des déchets et lutte contre la pollution au PROE.

Le J-PRISM II a été officiellement lancé lors de la vingt-septième réunion du PROE à Nioué.

PacWaste et INTEGRE : collaborer pour une meilleure efficacité, intégration et portée environnementale et sanitaire

Deux projets financés par l'Union européenne dans le Pacifique travaillent de concert à améliorer leur efficacité et étendre leur portée, et en vue d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé publique et environnementale dans la région.

Le projet INTEGRE, qui promeut la gestion intégrée des zones côtières, et le projet océanique de gestion des déchets dangereux (PacWaste) donnent 20 millions d'euros pour appuyer 14 États insulaires océaniques, quatre pays et territoires d'outre-mer, et le Timor-Leste.

Un atelier organisé au siège de la Communauté du Pacifique à Nouméa, auquel a assisté le

PROE, s'est penché sur les aspects de gouvernance, financier et économique des systèmes de gestion des déchets, des déchets dangereux, de gestion des décharges et les stratégies permettant d'impliquer les populations dans la réduction des déchets.

Le PacWaste est un projet qui s'élève à 7,85 millions d'euros, financé par l'UE et mis en œuvre par le PROE, visant à améliorer la gestion des déchets dangereux dans la région océanique.

INTEGRE est un projet qui s'élève à 12 millions d'euros, financé par l'UE et mis en œuvre par le



Secrétariat de la Communauté du Pacifique, visant à promouvoir la gestion intégrée des zones côtières dans neuf sites pilotes répartis dans quatre États et territoires d'outre-mer.

Services généraux

La division des Services généraux constitue la salle des machines du PROE, et comprend les fonctions vitales des ressources humaines, des finances et de l'administration, des technologies de l'information et de la communication, le centre de communication et de sensibilisation et la gestion de l'information.

Mangrove, Fidji. Photo : © Stuart Chape.

Raconter le récit océanien grâce à l'équipe Communication et sensibilisation

Outre le soutien stratégique apporté aux projets et programmes au sein du PROE, l'équipe communication et sensibilisation joue un rôle déterminant pour veiller à la sensibilisation aux activités du PROE par les médias, et pour soutenir l'avènement de la prochaine génération de leaders environnementaux dans la région.

Le 16 juin, plus de 100 écoliers ont visité le PROE afin de célébrer la journée du PROE. Dans le cadre de son engagement à investir dans l'avenir du Pacifique, le PROE a invité quatre écoles à visiter les bâtiments et à passer du temps dans chacune des quatre divisions du PROE, grâce à des postes interactifs.

« Les quatre postes étaient géniaux. Le personnel a fait un travail fantastique pour simplifier les sujets et les transmettre

aux plus jeunes. L'équilibre entre les présentations, les discussions et les activités était aussi très bon. »

– *Commentaire d'une collaboratrice de l'école primaire de Vaiala Beach*

La campagne Pacific Voyage et les campagnes gérées par le PROE afin de soutenir les États insulaires océaniques présents dans des réunions multilatérales sur l'environnement ayant des activités de communication ciblées, ont été couronnées de succès en 2016. L'appui fourni par Pacific Voyage à la COP13 de la CDB, à la COP17 de la CITES et à la COP22 de la CCNUCC a notamment inclus des événements parallèles, des stands de présentation, des articles de presse sur les événements, et la sensibilisation aux problèmes de la région.



Apprentissage des 4 R à la station WMPC (gestion des déchets et contrôle de la pollution) le jour du PROE. Photo : L. Curry/PROE.

Une formation annuelle destinée à l'école des médias et du journalisme de l'université nationale des Samoa en 2016 a vu la remise d'un prix Médias Environnement spécial pour les étudiants. Une cérémonie spéciale de remise de prix a été organisée le 3 mai, en commémoration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, lors de laquelle les cinq premiers projets sélectionnés ont reçu un prix.

Protéger les baleines du Pacifique, notre campagne des voyageurs de l'océan, a été lancée en 2016, avec pour première activité un concours sur Facebook. Les lauréats ont reçu des prix co-sponsorisés par Digicel Samoa. Le concours appelait à soumettre des projets sous la forme d'œuvres d'art inspirées par les baleines du Pacifique afin de sensibiliser à la conservation des baleines et des océans. Les lauréats provenaient de Samoa et de Nouvelle-Calédonie.



Étudiants en journalisme NUS.

Ressources humaines Une Va'a, une équipe—Maintenir le cap

Ressources humaines

L'équipe des ressources humaines veille à ce que le PROE recrute et retienne un personnel de la plus haute qualité. Elle s'occupe du personnel, du recrutement à l'induction et jusqu'au rapatriement, et elle est également responsable des politiques de RH, des performances et du développement personnel et sert de voie de communication pour toutes les questions liées au personnel au sein du PROE.

En 2016, le PROE a dit adieu à son employée la plus ancienne, Mme Tologauvale Leaula. Elle travaillait au PROE depuis sa création, avait commencé en février 1992 et est restée au PROE jusqu'à son décès, survenu en septembre 2016. Elle a collaboré avec les quatre directeurs

généraux du PROE, tant au premier bureau à Vaitele qu'à Vailima. Tolo était un personnage important de la communauté du PROE, et sa disparition nous a profondément affectés. Qu'elle repose en paix.

Les évaluations des performances du personnel de 2016 ont donné de bons résultats : 84 % du personnel a atteint un niveau « pleinement efficace », dont 7 % sont à un niveau « supérieur ». Deux Membres du personnel du PROE ont reçu le prix de l'excellence du directeur général, en récompense de leurs résultats exceptionnels. Les efforts permanents destinés à poursuivre l'amélioration du Système de développement des performances du PROE contribue à renforcer une culture de haut rendement.

Les protocoles d'entente conclus avec les universités de Newcastle, en Australie et l'université de Victoria en Nouvelle-Zélande ont permis d'accueillir les premiers

stagiaires de l'université de Victoria détachés auprès de la division Gestion des déchets et lutte contre la pollution, ainsi que de la division Changement climatique. Les stages organisés avec la faculté de sylviculture et d'études de l'environnement de Yale, qui ont commencé en 2014 se poursuivent. Le nombre d'étudiants accueillis via des accords de détachement de travailleurs auprès d'institutions partenaires potentielles a augmenté. Ainsi, 11 étudiants ont rejoint le PROE au cours de l'année pour des détachements à court terme, dans les différentes divisions. Ces accords donnent l'occasion de se confronter à une réalité professionnelle et de développer les capacités des étudiants de la région océanienne et des États membres, et promeuvent, dans le même temps, les travaux du PROE, et plus particulièrement les questions et les priorités environnementales de la région.



Mme Tologauvalu Leaulu.



M. Epeli Tagi et Dr. Melanie Bradley reçoivent le Prix de l'Excellence du Directeur général.



M. Kosi Latu remet à l'ancien Président de Kiribati, Anote Tong un certificat reconnaissant son rôle en tant que Pacific Champion (Champion océanien) du Changement climatique.



One Team, One Va'a cédant la parole au PROE.

Finance et administration : Un PROE crédible et fiscalement sain

Finance et administration

La section finance et administration est responsable d'un grand nombre de services essentiels qui englobent les voyages, la gestion des installations, l'entretien des équipements, les audits internes et la gestion financière quotidienne de l'organisation.

Pendant l'année, le Secrétariat a dépensé 16,04 millions USD et a obtenu 16,48 millions USD de recettes totales, générant ainsi un excédent net de 346 898 USD pour la période, après avoir tenu compte des recettes financières nettes et le risque de change. Ceci constitue un résultat remarquable pour le PROE,

au vu des déficits financiers qu'il a connu au cours des exercices financiers antérieurs.

Le défi pour le Secrétariat, à l'avenir, est de mener un effort collectif des Membres et de la direction exécutive afin de générer continuellement suffisamment de fonds, et de cibler des domaines dans lesquels des économies peuvent être effectuées ou des coûts peuvent être récupérés, et ce en vue d'éviter les situations déficitaires et maintenir ainsi une durabilité financière générale du PROE, à long terme.

Une série de politiques approuvées en décembre 2016, dans le cadre du projet FEM PTM (GEF MSP), bien que l'intention première de celui-ci fut de couvrir les domaines

requis pour obtenir l'accréditation du FEM, ont également contribué à améliorer les processus internes du PROE, ses systèmes et ses capacités, ce qui garantira une meilleure gouvernance et la crédibilité de l'organisation.

Plus particulièrement, les procédures de gestion financière pour le PROE ont encore été améliorées par des politiques importantes révisées dans le cadre de ce projet, notamment la politique de change, la politique des marchés publics, un Manuel des procédures financières, des procédures de recouvrement des coûts, les procédures des mécanismes de bourse, un Manuel de gestion des risques et une politique relative aux déplacements.

L'équipe Finance du PROE.



PLAN STRATÉGIQUE 2017–2026 DU PROE

Le PROE continue d'avancer avec un nouveau directeur général à la barre depuis 2016, mais aussi grâce à l'embauche de deux personnes à des postes de direction : ceux de directeur général adjoint et de conseiller Finances et administration. Ayant fonctionné avec seulement la moitié de l'équipe de direction au cours des six premiers mois, l'équipe du PROE a été renforcée par le recrutement de nouvelles personnes à des postes de direction. Cette nouvelle

équipe a annoncé un grand changement pour le PROE, alors que la formation d'un nouveau Plan stratégique en parallèle contribue à donner un cap à l'organisation pour les dix prochaines années.

La planification stratégique et le renforcement de l'esprit d'équipe ont constitué des priorités dans l'élaboration des ateliers destinés à tous les employés visant à aider au développement d'un nouveau Plan stratégique, ce qui permet à l'équipe de se l'approprier et d'être autonome.



L'audit interne du PROE se poursuit avec un membre du personnel

Audit interne

La fonction de gouvernance du PROE comprend une unité Audit interne, qui aide le Secrétariat à renforcer et à améliorer la gouvernance opérationnelle, le suivi de la gestion des risques et les contrôles internes.

En 2016, un manuel révisé pour la gestion des risques a été parachevé dans le cadre du projet de taille moyenne (MSP). Ce manuel comprend les risques liés

à l'entreprise, à la division et au projet. Les nouveaux risques identifiés sont intégrés dans un registre des risques, en ligne avec le nouveau Plan stratégique 2017-2026.

Le Comité d'audit comprend un nouveau président, Tupuola Oloiali Koki Tuala et un haut-commissaire adjoint de Nouvelle-Zélande, Mike Walsh, qui remplacent les deux membres qui ont démissionné du Comité en 2015. Le Comité d'audit s'est réuni trois fois en 2016 et a suivi une formation organisée par les consultants MSP.



L'équipe Corporate Services début 2016.

Celle-ci portait sur les politiques révisées du Secrétariat relatives à l'unité Audit interne.

Les TIC passent à l'action au PROE

technologies de l'information et de la communication

L'équipe des technologies de l'information et de la communication (TIC) veille à la fourniture de systèmes fiables, sûrs et efficaces permettant à l'organisation de servir efficacement ses Membres et partenaires.

Un système d'information en ligne donne un aperçu plus rapide et plus précis des projets entrepris par le PROE. Le système d'information sur la gestion des projets (SIGP) a été développé en concertation avec le PROE et Eighty Options Ltd, en utilisant une technologie open source. Le SIGP intègre des informations clés sur les projets du PROE avec d'autres systèmes, comme les Finances et les Archives. Ceci permet à la direction et au personnel d'avoir une meilleure vision d'ensemble de la manière dont un projet avance, à différents niveaux. Les informations sont accessibles en ligne par

les employés du PROE, ce qui accélère l'accès et l'analyse. Le SIGP facilite la communication de rapports sur les projets réalisés par le PROE dans les États insulaires océaniques. Il a également contribué à soutenir le suivi et l'évaluation des projets.

Six Membres du PROE ont amélioré leurs services météorologiques grâce à une aide du PROE et de l'Institut météorologique finlandais. Le personnel de la division TIC du PROE a aidé à mettre en place des outils météorologiques et à dispenser des formations aux services météorologiques nationaux des Fidji, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Samoa, des îles Salomon, des Tonga, et du Vanuatu. Les outils comprenaient notamment des applications SmartAlert et Smart Met, qui améliorent la qualité des informations mises à la disposition du public. Celui-ci

dispose entre autres de graphiques plus précis en ligne pour les alertes météo, et d'autres fonctionnalités qui rendent l'information plus facile à comprendre et à présenter.

Le personnel TIC du PROE a été formé à l'utilisation des outils des services climatiques dans le cadre du programme de soutien au climat et aux océans dans le Pacifique (COSPPac). La formation, organisée au Bureau de météorologie australien, à Melbourne, était axée sur la tenue des bases de données et la fourniture d'un appui technique aux États insulaires océaniques, en utilisant les outils du COSPPac. Ceci permettra de soutenir le service au-delà de la vie du projet. La base de données est désormais hébergée au PROE.



Notre équipe informatique contribuant au renforcement de la région du Pacifique.

Le Centre d'information et de documentation : Vecteur de connaissances

Centre d'information et de documentation

Le Centre d'information et de documentation (CID) du PROE détient une collection unique de publications, journaux, rapports scientifiques et techniques élaborés par le PROE, nos Membres, les parties prenantes et nos partenaires. Ce vaste recueil d'informations sur l'environnement est à la disposition des agents du PROE, des pays et territoires Membres et du grand public.

Les informations sur les espèces envahissantes ont été améliorées dans le réseau d'informations sur l'environnement du Pacifique (RIEP). Marquer les ressources sur les espèces envahissantes sur le répertoire RIEP permettra de faciliter la recherche d'informations à partir de la base de données de ressources sur les espèces envahissantes désormais disponible sur le site du PROE. L'initiative a été développée dans le cadre du programme FEM-PAS EEE.

De nouvelles publications du PROE sont largement distribuées en version papier, et encore plus largement en version électronique. Ces publications sont envoyées aux points de contact nationaux du PROE, aux bibliothèques

dépositaires dans et en dehors de la région, ainsi qu'aux écoles, aux organisations non gouvernementales et aux bureaux gouvernementaux de Samoa. Les versions papier de ces documents sont encore utiles car tous les États membres ne disposent pas de l'infrastructure informatique suffisante pour télécharger les publications depuis le site du PROE. Et les versions papier permettent de combler ce manque en termes d'information.

Le CID a également joué un rôle majeur dans la collaboration avec l'équipe Communications pour améliorer la visibilité du PROE, de ses travaux et de ses résultats, en mettant régulièrement à jour la page Facebook du PROE/RIEP. Cette page compte aujourd'hui près de 60 000 abonnés, du monde entier.

Le libraire du PROE a eu l'occasion d'assister à une formation de huit semaines sur la gestion et le contrôle de l'information, organisée par l'université Griffith, via le projet iCLIM. La formation présentait la gestion, le contrôle et l'audit d'informations complexes dans les organisations modernes. Ceci permettra d'aider le Centre de documentation à gérer différents problèmes découlant des



Le PROE reçoit souvent la visite d'écoles sous la coordination de l'IRCA.

évolutions rapides de la technologie de l'information, en développant les compétences pratiques adaptées dans le domaine.

Nous avons continué de renforcer notre collaboration avec le réseau du système d'information sur les ressources marines des îles du Pacifique (PIMRIS), puisque le bibliothécaire du PROE a assisté à la 17e Réunion exécutive du PIMRIS, organisée aux Fidji en octobre. Beaucoup reste à faire, notamment numériser les données recueillies par les différents pays, et mettre à jour le Portail marin des îles du Pacifique.

Les Membres du PROE mettant à l'honneur leur collègue, Mademoiselle Priscilla Olano, sacrée Miss Samoa en 2016.



Mont Vaea, du sud-est au nord-ouest, Upolu, Samoa. Photo : © Stuart Chape

ÉTATS FINANCIERS 2016

DÉTAIL DES FLUCTUATIONS (USD)

DONATEUR/PROGRAMME	Solde 1-jan-16	Fonds réels reçu	Fonds totaux disponible	Programme soutien	Programme dépenses	Autres	Solde 31-déc-16
Banque asiatique de développement	252 239	712 751	964 990	(86 322)	(729 060)		149 608
Bureau australien de météorologie	1 626	894 782	896 408	(19 997)	(202 683)	(250)	673 479
Gouvernement australien Extrabudgétaire	421 334	1 036 974	1 458 308	(103 698)	(1 179 578)	(175 033)	0
Gouvernement australien Extra extrabudgétaire	90 680		90 680	(710)	7 555	(775)	96 750
Haute Commission britannique	3 233		3 233				3 233
Climate Analytics	32 124	133 635	165 759	(21 865)	(150 598)		(6 704)
Secrétariat du Commonwealth	11 175		11 175				11 175
Conservation International	(5 689)		(5 689)		(450)		(6 139)
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH	202 885	42 848	245 733	(18 183)	(125 862)		101 688
Union européenne	2 270 962	3 561 167	5 832 129	(170 316)	(2 468 080)		3 193 733
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	95 206		95 206	(4 406)	(66 415)		24 385
Gouvernement canadien	9 932		9 932				9 932
Gouvernement finlandais	395 724	913 670	1 309 394	(46 783)	(612 909)		649 702
Gouvernement français	173 032	99 451	272 483	(3 365)	(250 611)		18 507
Gouvernement allemand	(17 740)	1 402 830	1 385 089	(119 773)	(1 005 279)		260 037
Gouvernement japonais	112 348		112 348	(2 831)	(28 306)		81 212
Gouvernement suède	–	2 175 103	2 175 103		(1 576 586)		598 517
Gouvernement suisse	301		301		199		500
Gouvernement de Wallis et Futuna	6 892		6 892		10 910		17 802
Institut des stratégies mondiale de l'environnement	8 320		8 320	(692)	(10 964)		(3 336)
International Fund for Agricultural Development	2 641		2 641				2 641
Organisation maritime internationale	21 237	108 670	129 907	(14 292)	(101 794)		13 821
Union internationale pour la conservation de la nature	71 470	233 550	305 020	(14 389)	(114 002)		176 630
John D & Catherine T MacArthur Foundation	6 304		6 304				6 304
PIE – NZAid	4 812		4 812				4 812
NZAid Extrabudgétaire	75 444	888 736	964 180	(85 058)	(827 595)	5 917	57 443
NZAid Extra-extrabudgétaire	532 708	312 964	845 672	(27 042)	(371 050)	(10 000)	437 580
PACMAS	5 769	15 117	20 885		(115)		20 771
Pacific Islands Development Cooperation Fund	24 562		24 562		257		24 818
Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique	21 761	163 968	185 729	(26 151)	(201 313)		(41 735)
Fondation Packard	837		837		2 500		3 337
People's Republic of China	160 266	149 968	310 233		(77 378)		232 855
PEW	60 107	259 970	320 077	(26 982)	(215 723)		77 372
Autres fonds	(361 022)	325 872	(35 151)	(22 234)	(138 995)	180 447	(15 932)
Secrétariat de la Convention Ramsar	(205 153)	120 388	(84 765)				(84 765)
Communauté du Pacifique	(15 311)	337 536	322 226	(12 763)	(125 248)		184 215
Fondation Christensen	1 146		1 146				1 146
Bureau météorologique du Royaume-Uni	149 593	266 910	416 503	(33 833)	(282 013)		100 657
Programme des Nations Unies pour le développement	221 079	889 486	1 110 565	(17 999)	(935 231)		157 335
Programme des Nations Unies pour l'environnement	578 892	1 616 682	2 195 573	(51 654)	(2 111 175)	(56)	32 689
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche	1 631		1 631				1 631
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	3 500		3 500				3 500
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	3 029		3 029				3 029
Min. de l'Énergie/Université Los Alamos (É.-U.)	738		738				738
Servica américain en charge de la pêche et de la vie sauvage	14 625		14 625		(220)		14 405
Département d'État américain	(39 727)		(39 727)		(1 700)		(41 427)
USAID	(47 374)	262 856	215 482	(1 697)	(149 568)		64 217
Administration nationale de l'océan et de l'atmosphère (É.-U.)	11 525	54 993	66 517	(10 378)	(86 656)		(30 517)
Conseil de gestion des pêcheries régionales du Pacifique occidental (É.U.)	(164)		(164)				(164)
Organisation météorologique mondiale	98 449	25 000	123 449	(10 128)	(97 919)		15 402
TOTAL	5 467 956	17 005 874	22 473 831	(953 541)	(14 223 653)	250	7 296 887

CONTRIBUTIONS DES MEMBRES (USD)	
Samoa américaines	10 184
Samoa américaines – contribution volontaire	509
Australie	185 106
Australie – contribution volontaire	9 256
Îles Cook	10 184
Îles Cook – contribution volontaire	489
États fédérés de Micronésie	10 184
Fidji	20 344
France	134 172
France – contribution volontaire	6 711
Polynésie française	20 360
Guam	20 353
Guam – contribution volontaire	1 018
Kiribati	10 184
Kiribati – contribution volontaire	509
Îles Marshall	–
Nauru	9 358
Nouvelle-Calédonie	24 122
Nouvelle-Calédonie – contribution volontaire	1 018
Nouvelle-Zélande	134 202
Nouvelle-Zélande – contribution volontaire	6 711
Nioué	20 340
Mariannes du Nord	–
Palaos	19 491
Palaos – voluntary contribution	509
Papouasie-Nouvelle-Guinée	8 754
Papouasie-Nouvelle-Guinée – contribution volontaire	–
Samoa	40 680
Samoa – contribution volontaire	2 004
Îles Salomon	20 328
Tokelau	10 184
Tokelau – contribution volontaire	509
Tonga	10 185
Tonga – contribution volontaire	449
Tuvalu	10 184
Tuvalu – contribution volontaire	501
Îles Salomon	–
Îles Salomon	194 663
Vanuatu	–
Îles Wallis et Futuna	30 537
Îles Wallis et Futuna – contribution volontaire	509
Contribution du pays hôte de Samoa	20 307
TOTAL	1 005 105

PARTIES À LA CONVENTION DE NOUMÉA (USD)	
Australie	3 778
TOTAL	3 778

PARTIES À LA CONVENTION DE WAIGANI (USD)	
Australie	23 583
Fidji	1 075
Vanuatu	3 132
TOTAL	27 790

Note: The income received shown above can be located in the Donor Funds schedule in the rows titled 'Other Funds'.

RECETTES ET DÉPENSES

RECETTES (USD)	
Contributions des membres	1 005 105
Frais de gestion des programmes	953 541
Recettes des fonds des programmes/donateurs	12 728 902
Autres recettes du fonds des donateurs	1 519 341
Amortissement des produits comptabilisés d'avance	83 275
Autres recettes	191 218
RECETTES TOTALES	16 481 381

DÉPENSES (USD)	
Direction générale et services administratifs	3 060 920
Changement climatique	3 730 512
Biodiversité	3 554 534
Gestion des déchets	4 256 753
Surveillance environnementale	1 187 103
Dotation aux amortissements	253 961
DÉPENSES TOTALES	16 043 783



RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS



Téléphone : (+685) 24337
Fax : (+685) 24336
www.bdo.ws

BDO Samoa
Vaitele St Lalovaea
P.O. Box 859
Apia, Samoa

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Aux membres du PROE (Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme)

Avis

Nous avons réalisé un audit des états financiers du PROE (le Secrétariat), qui intègre :

- l'état de la situation financière au 31 décembre 2016;
- le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos; et
- les notes complémentaires, y compris un résumé des principales conventions comptables.

Selon notre appréciation, les états financiers ci-joints décrivent de manière juste, dans tous ses aspects significatifs, la situation financière du Secrétariat au 31 décembre 2016, ainsi que ses résultats financiers et flux de trésorerie pour l'exercice clos, conformément aux normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards - IFRS*).

Fondement de notre avis

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit (ISA). Nos responsabilités au titre de ces normes sont plus amplement décrites à la section *Responsabilités du commissaire aux comptes dans le cadre de l'audit des états financiers* de notre rapport. Conformément au *Code de déontologie à l'usage des comptables professionnels* (Code de l'IESBA) de l'*International Ethics Standards Board for Accountants*, ainsi qu'aux exigences déontologiques pertinentes dans le cadre de notre audit des états financiers au Samoa, nous sommes indépendants du Secrétariat et avons satisfait nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences et au Code de l'IESBA. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour formuler notre avis.

Autres informations

La direction est responsable des autres informations. Les autres informations sont constituées du Rapport de la direction joint aux états financiers, mais n'incluent pas les états financiers et notre rapport d'audit relatif à ceux-ci.

Notre appréciation des états financiers ne couvre pas les autres informations et nous n'exprimons aucune forme de garantie quant à celles-ci.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, nous sommes chargés de prendre connaissance des autres informations et, ce faisant, d'évaluer si celles-ci présentent une quelconque contradiction avec les états financiers ou avec les informations obtenues dans le cadre de notre audit ou semblent comporter des inexactitudes significatives. Si, sur la base de notre travail, nous estimons que ces autres informations sont inexactes, nous nous devons de le signaler. Nous n'avons rien à déclarer à cet égard.

Responsabilités de la direction et des personnes responsables de la gouvernance des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne que la direction estime nécessaire afin de permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitude significative résultant d'une quelconque fraude ou erreur.

Dans le cadre de la préparation des états financiers, la direction est chargée d'évaluer la capacité du Secrétariat à poursuivre son exploitation, de divulguer, le cas échéant, les problématiques liées à la continuité de son exploitation et de se fonder sur cette base comptable, sauf si la direction entend liquider le Secrétariat ou cesser ses activités, ou n'a aucune autre alternative réaliste que de procéder ainsi.

Les personnes responsables de la gouvernance sont également chargées de superviser le processus de communication de l'information financière du Secrétariat.

Responsabilités des commissaires aux comptes dans le cadre de l'audit des états financiers

Notre objectif est d'acquiescer l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne présentent aucune inexactitude significative, résultant d'une quelconque fraude ou erreur, et d'émettre un rapport d'audit reflétant notre opinion. Une assurance raisonnable constitue un degré élevé de garantie, mais ne certifie pas qu'un audit mené à bien conformément aux ISA détectera systématiquement une inexactitude significative si celle-ci existe. Les inexactitudes peuvent résulter d'une quelconque fraude ou d'une erreur et sont considérées comme étant significatives, individuellement ou collectivement, s'il peut être raisonnablement estimé qu'elles influenceront les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux ISA, nous avons exercé notre jugement professionnel et fait preuve de scepticisme professionnel tout au long du processus. Nous avons également :

- identifié et évalué les risques d'inexactitude significative des états financiers, qu'elle résulte d'une fraude ou d'une erreur, conçu et appliqué des procédures d'audit adaptées à ces risques, et obtenu des preuves d'audit suffisantes et appropriées pour fonder notre avis. Le risque de ne pas détecter une inexactitude significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui inhérent à une inexactitude résultant d'une erreur, dans la mesure où la fraude implique une connivence, une falsification, une omission intentionnelle, une fausse déclaration ou une violation du contrôle interne.
- pris en considération le contrôle interne applicable à l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non afin d'exprimer un avis sur l'efficacité du contrôle interne du Secrétariat.
- évalué le caractère adéquat des conventions comptables utilisées et la nature raisonnable des estimations comptables et des divulgations y afférentes effectuées par la direction.
- établi des conclusions quant au caractère adapté de l'usage par la direction de la base d'exploitation comptable et, sur la base des éléments probants obtenus, déterminé si des inexactitudes significatives existent en ce qui concerne les événements ou conditions pouvant jeter un doute raisonnable quant à la capacité du Secrétariat à poursuivre son exploitation. Si nous concluons qu'une inexactitude significative existe, nous sommes tenus de signaler dans notre rapport d'audit les informations y afférentes figurant dans les états financiers ou, si de telles informations sont inadaptées, de modifier notre avis. Nos conclusions reposent sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou circonstances futurs peuvent conduire le Secrétariat à cesser de poursuivre son exploitation.
- évalué la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris des divulgations, et déterminé si les états financiers reflètent les transactions et événements sous-jacents d'une manière permettant une présentation fidèle.

Nous avons communiqué avec les personnes responsables de la gouvernance en ce qui concerne, entre autres, la portée supposée et la chronologie de l'audit, ainsi que les principales conclusions d'audit, y compris toute lacune significative en matière de contrôle interne identifiée au cours de notre audit.

Rapport relatif aux exigences du règlement financier du PROE

En application de l'article 32 du règlement financier du PROE, nous portons à votre connaissance les points suivants. Notre avis d'audit n'est pas modifié sur la base de ces points :

- a) L'étendue et la nature de notre examen ont été expliquées à la section sur la Responsabilité des commissaires aux comptes ci-dessus et sont conformes aux normes internationales d'audit. Les états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2016 ont été préparés en conformité avec les normes internationales d'information financière.
- b) Aucun fait spécifique ne compromet l'exhaustivité et la fidélité des comptes.
- c) Nous confirmons la fidélité des registres de l'équipement suite à l'inspection physique des nouveaux biens et à la vérification des biens cédés pendant la période comptable.
- d) Les procédures financières du PROE sont satisfaisantes d'après notre examen des procédures financières nécessaires à la formulation de l'avis des commissaires aux comptes exprimé plus haut.
- e) La couverture des biens du PROE est satisfaisante d'après notre examen des documents d'assurance.
- f) Le PROE comptabilisait une position de réserve négative au 31 décembre 2016 de (468 160 USD) dollars. Ce chiffre représentait une amélioration par rapport à la position de réserve négative déclarée le 31 décembre 2015 de (778 112 USD) dollars. En outre, le PROE présentait un excédent net de 346 898 USD pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, contre un déficit net de (261 729 USD) dollars pour l'année précédente.

Malgré l'amélioration des résultats financiers de 2016, la capacité du PROE à poursuivre son exploitation dépend du financement continu des états membres et des bailleurs de fonds. Un financement supplémentaire est nécessaire pour permettre au Secrétariat de restaurer une position de réserve positive.

BDO Samoa

BDO Samoa
Cabinet agréé

Ebetham

Ernest Betham
Associé

Apia, Samoa
30 mars 2017

BDO. Chartered Accountants, société immatriculée au Samoa, est membre de BDO International Limited, société à responsabilité limitée de droit britannique, et fait partie du réseau international BDO de cabinets indépendants.

DÉCLARATION ANNUELLE SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE



Déclaration annuelle sur les procédures de contrôle interne pour l'exercice 2016

Cadre de responsabilité

En tant que Directeur général du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), je suis chargé de maintenir un système de contrôle interne sain, conformément à l'article 25 du règlement financier. Je suis également chargé de garantir que nos ressources financières sont protégées et correctement comptabilisées, et qu'elles sont utilisées de manière économique, efficace et efficiente.

Objectif du système de contrôle interne

Le système de contrôle interne est conçu pour limiter et gérer, plutôt que d'éliminer, le risque d'incapacité à atteindre les buts, objectifs et politiques associées de l'organisation. Par conséquent, il offre une assurance raisonnable, et non absolue, d'efficacité. Le système repose sur un processus continu conçu pour identifier les principaux risques, évaluer la nature et la portée de ces risques et les gérer de manière efficace et efficiente.

Principaux éléments de l'environnement de contrôle interne

Mise en place par le PROE d'orientations-cadres de contrôle interne – elles sont fondées sur le « Modèle de contrôle interne du COSO »¹, commission la plus connue pour comprendre le cadre de contrôle interne d'une organisation. Ces orientations établissent cinq composants interdépendants de contrôle interne et 17 principes nécessaires pour mettre en place un système de contrôle interne intégré et efficace. Pour chacun de ces composants et principes, les Orientations proposent des contrôles significatifs en place au sein du PROE.

Respect des politiques et procédures établies – le PROE possède un règlement financier, modifié pour la dernière fois par la Conférence du PROE en 2012 ainsi qu'un Manuel des délégations et procédures financières mis à jour en 2017 qui, avec un cadre exhaustif de réglementations et politiques de ressources humaines, sont revus à intervalle régulier. Ces textes encouragent le respect des normes et bonnes pratiques afin de garantir que les ressources des Membres sont protégées et utilisées de manière économique, efficiente et efficace conformément aux modalités qui régissent leur utilisation.

Valeurs de l'organisation et code de conduite – les principes qui doivent être respectés par tous les membres du personnel sont explicitement décrits dans les valeurs de l'organisation et le code de conduite du PROE, largement affichés sur le campus du PROE. Ces principes s'accompagnent d'un Manuel de protection des lanceurs d'alerte et prévention de la fraude et des dispositions du manuel d'approvisionnement du PROE. Le commissaire aux comptes interne a pour mission de superviser et coordonner les recherches relatives à chaque signalement.

Gestion financière – le conseiller administratif et financier est chargé de la comptabilité et dispose de personnel afin de tenir les registres, de gérer l'information financière, l'approvisionnement et la comptabilité de chaque projet. Il existe une séparation adéquate des tâches critiques et les délégations financières garantissent que les engagements sont pris par le personnel autorisé. Le personnel du PROE utilise une solution logicielle professionnelle appelée « Tech One », en fonctionnement depuis 2014. Ce logiciel produit les données figurant dans les états financiers préparés conformément aux normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards – IFRS) et aux normes d'audit interne (Internal Auditing Standards – IAS). Le système établit également le budget, facilite l'approvisionnement et favorise les conciliations bancaires. Il sera associé à un système de gestion des informations utilisé à des fins de gestion de projet. En 2017, les capacités de déclaration de Tech One seront plus amplement étudiées.

Gestion des risques – Le PROE a lancé en 2011 un plan de gestion des risques et l'a mis à jour en 2014. Des actualisations plus fréquentes sont prévues et seront associées au nouveau plan stratégique du PROE et aux projets et programmes gérés par le PROE. Une politique de gestion des risques révisée du PROE a été approuvée en décembre 2016 et comprend un mandat du Comité de risque, présidé par le Directeur général adjoint, ainsi que la responsabilité de supervision du Comité d'audit. L'approche de gestion des risques adoptée par le PROE est un processus intégral et systématique qui identifie, atténue, surveille et signale les principaux risques à l'Organisation.

Examen de l'efficacité du système de contrôle interne

En tant que Directeur général, je suis chargé d'analyser l'efficacité du système de contrôle interne. Mon examen repose entre autres sur les sources suivantes.

Audit externe – le commissaire aux comptes externe certifie annuellement que les états financiers sont conformes aux IAS, ce qui garantit un degré élevé de transparence. Dans la lettre de recommandation annuelle 2016, les commissaires aux comptes externes soulignent d'importants domaines de risques et proposent des conseils d'amélioration.

Comité d'audit – le Comité d'audit est constitué de trois experts indépendants et est complété par les membres de la TROIKA, qui représentent les présidents passés, actuels et futurs de la Conférence du PROE. Il conseille le Directeur général sur : l'intégrité des opérations et déclarations financières du Secrétariat ; le fait que les opérations soient menées à bien conformément à un cadre de contrôle interne adapté ; le respect des exigences juridiques et réglementaires ; l'efficacité de la performance des fonctions d'audit externe et interne ; le fait que les risques professionnels et de projet, notamment d'approvisionnement, sont pris en considération et gérés comme il convient et sur la présence d'un système efficace de prévention de la fraude.

Fonction Audit interne – Une fonction Audit interne indépendante existe depuis 2012. Son responsable travaille sous la supervision du Comité d'audit et répond au Directeur général en ce qui concerne les problématiques opérationnelles.

Accréditation – le PROE est accrédité pour mettre en œuvre des projets pour le Fonds d'adaptation et le Fonds vert pour le climat. L'exercice d'accréditation exigeait une étude détaillée des compétences fiduciaires et de gestion de projet du PROE, ainsi que de ses capacités sociales, environnementales et de prévention de la fraude.

Ces accréditations prouvent que le PROE possède un cadre de contrôle interne solide et efficace. Grâce au soutien apporté par le PNUD aux projets de taille moyenne, le PROE a modifié ses processus de gestion de projet, ce qui lui a permis de renforcer et d'améliorer davantage ses procédures et politiques internes, conformément aux exigences du FEM. Le personnel a été formé et ces nouvelles politiques et procédures sont actuellement déployées et intégrées aux activités habituelles du PROE.

Sur la base de ces sources, j'estime que les contrôles internes énumérés ci-dessus et plus amplement décrits dans le cadre de contrôle interne du PROE sont adaptés pour que le PROE accomplisse ses fonctions essentielles et fonctionne efficacement. Les améliorations nécessaires identifiées dans ledit cadre sont en cours de traitement, dans la mesure où le PROE se prépare à répondre à ses membres au travers du nouveau Plan stratégique 2017–2026.

Leota Kosi Latu

Date : 21 mars 2017

Directeur général
Apia Samoa

¹ Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) Commission de contrôle interne – Cadre intégré, mai 2013

COMITÉ D'AUDIT – DÉCLARATION DE CONTRÔLE INTERNE



Comité d'audit – Déclaration de contrôle interne de l'exercice fiscal 2016

Introduction :

Le Comité d'audit soumet cette déclaration de contrôle interne de l'exercice fiscal 2016 conformément à la politique de gouvernance du PROE et aux décisions des Membres du PROE.

Le Comité d'audit fonctionne selon la politique de gouvernance du PROE qui est décrite dans la charte du Comité d'audit. Ces deux documents donnent des orientations adéquates et claires en ce qui concerne le mandat de travail du Comité d'audit.

Composition du Comité d'audit 2016 :

Le Comité d'audit de l'exercice fiscal 2016 était composé des membres suivants :

Président	M. Tupuola Oloialii Koki Tuala, Cabinet d'experts-comptables de Koki Tuala (KTCA)
Membre	M. Mike Walsh, haut-commissaire adjoint de la Nouvelle-Zélande
Membre	M. Jovilisi Suveinakama, directeur général du bureau de Tokelau, Apia
Membres de la troïka	Dr Josie Tamate, directrice générale, ministère des Ressources naturelles du gouvernement de Nioué M. Michael Appleton, directeur de section, institutions régionales du Pacifique Mme Gwendalyn Sisor, chef de projet principal, ministère des Ressources naturelles, de l'Environnement et du Tourisme

Réunions du Comité d'audit en 2016 :

Le Comité d'audit doit se réunir au minimum deux fois par exercice fiscal ; en 2016 il s'est réuni trois fois en avril, juillet et novembre. La réunion extraordinaire de novembre s'est concentrée sur les résultats financiers de l'année et l'examen de ces résultats par rapport aux recommandations présentées à la direction au début de l'année, et a déterminé les mesures appropriées visant à améliorer la situation financière du PROE à l'avenir. Les conclusions de la réunion de novembre étaient essentielles aux résultats 2016 finaux audités et ont été pleinement appliquées avant la fin du premier trimestre 2017.

Efficacité du contrôle interne :

Le Comité d'audit a examiné la déclaration signée par Kosi Latu, directeur général du PROE. Les informations sont cohérentes avec les documents et rapports examinés, ainsi que les présentations faites au Comité d'audit. Courant 2016, les politiques, chartes et manuels suivants ont été élaborés, révisés et publiés, contribuant ainsi à un mécanisme de contrôle interne fort, tel que le projet de moyenne envergure (PME) doit le mettre en œuvre.

- Charte du Comité d'audit
- Protection de l'enfance
- Procédures de recouvrement des coûts
- Systèmes de gestion de la protection sociale et environnementale
- Manuel des procédures financières
- Politique de change et guide des opérations
- Manuel sur la prévention de la fraude et la dénonciation
- Politique en matière d'égalité des sexes
- Politique de gouvernance
- Procédures d'octroi des subventions
- Note d'orientation sur les fonctions d'application et d'exécution
- Charte de l'audit interne
- Guide du mécanisme de contrôle interne
- Politique d'achat
- Manuel de gestion des risques du PROE
- Politique du PROE en matière de voyages
- Note d'orientation de la sous-délégation du PROE
- Manuel des opérations du PROE

Néanmoins, le Comité d'audit souhaite souligner l'importance que revêtent les aspects suivants :

- Il est indispensable de posséder un logiciel de comptabilité approprié permettant un respect efficace des obligations de déclaration, ainsi qu'un système à jour et continu de gestion des risques qui soit fortement centré sur les opérations, notamment les projets et programmes.
- La fonction d'audit interne doit se concentrer sur les tâches essentielles que sont la réalisation de missions d'audit interne, de sorte que son programme d'audit annuel soit achevé. En 2016, le nombre de tâches principales a été limité à trois enquêtes, achevées, et deux audits, qui se sont poursuivis pendant le premier trimestre 2017.
- Le Secrétariat doit poursuivre ses excellents efforts d'amélioration de la situation financière globale du PROE, en réduisant ses frais de fonctionnement et les pertes de change grâce à un suivi continu de son exposition au risque de change. Une belle amélioration a été observée en 2016 à la suite d'une réduction de 71 % des pertes de change, qui sont passées de 344 333 USD en 2015 à 98 258 USD en 2016.
- Le Secrétariat doit accorder la priorité à un examen des revenus de base du PROE et des autres sources de revenus potentielles à court et long terme. Le Secrétariat doit résorber le solde négatif des réserves, qui s'élèvera à 468 160 USD en 2017-2018, ce qui demandera les efforts collectifs de tous les Membres du PROE.
- Les responsables financiers et des projets devraient mieux utiliser le module de déclaration du logiciel de l'entreprise Tech One.

États financiers de l'exercice 2016 :

Le Comité d'audit est satisfait du contenu et de la qualité des déclarations trimestrielles internes et des déclarations des projets, préparées et remises par le Conseiller administratif et financier et son équipe pour ce qui concerne l'exercice fiscal 2016.

Le Comité d'audit a discuté des déclarations financières 2016 auditées, ainsi que des politiques comptables afférentes, avec le Conseiller administratif et financier et l'auditeur externe. Il a également examiné le rapport de l'auditeur externe sur les déclarations financières et la lettre de contrôle associée.

Au vu de ces éléments, le Comité d'audit conclut que les déclarations financières 2016 devraient être acceptées et consultées en parallèle avec l'opinion de l'auditeur externe sur l'audit.

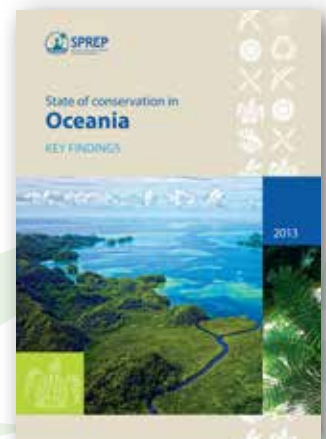
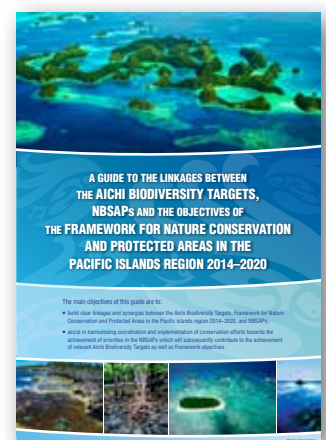
Cette déclaration de contrôle interne de l'exercice fiscal 2016 est soumise à l'étude et à l'approbation des Membres du PROE.

Tupuola Oloialii Koki Tuala

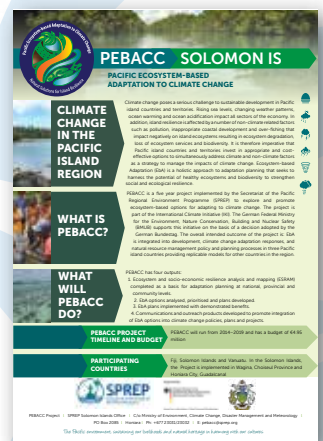
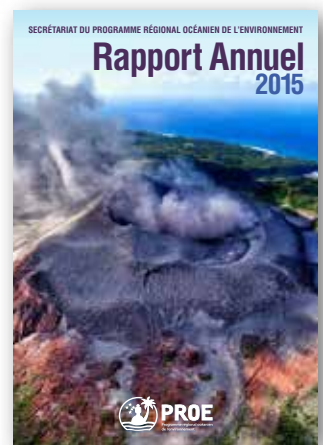
Président du Comité d'audit

PUBLICATIONS DU PROE 2016

TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	PAGES
Rapports techniques		
Lutter contre les espèces envahissantes qui menacent les aires marines gérées (Battle invasive species that threaten marine managed areas)	978-982-04-0607-0 (papier) 978-982-04-0608-7 (électronique) http://bit.ly/2nByKaQ	16 p.
Lutter contre les espèces envahissantes dans le Pacifique : Conclusions du projet régional de l'Alliance du FEM-Pacifique pour la durabilité sur les espèces exotiques envahissantes (Battling invasive species in the Pacific: outcomes of the Regional GEF-PAS IAS Project)	978-982-04-0617-9 (papier) http://bit.ly/2oFTUGw	40 p.
Adaptation fondée sur les écosystèmes de plage : Abaiang, Kiribati (Beach ecosystem-based adaptation: Abaiang, Kiribati)	978-982-04-0574-5 (papier) 978-982-04-0573-8 (électronique) http://bit.ly/2o0KmHL	29 p.
Attrapez-les vite : Détection précoce des espèces envahissantes et rapidité d'intervention (Catch it early: Invasive species early detection and rapid response)	978-982-04-0605-6 (papier) 978-982-04-0606-3 (électronique) http://bit.ly/2oX9vAM	20 p.
Campagne de lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique (Campaign to battle invasive species in the Pacific)	978-982-04-0601-8 (papier) 978-982-04-0602-5 (électronique) http://bit.ly/2n80LKf	16 p.
Pacifique plus propre 2025 : Stratégie de gestion des déchets et de la pollution pour la région Pacifique : 2016–2025 (Cleaner Pacific 2025: Pacific Regional Waste and Pollution Management Strategy : 2016–2025)	978-982-04-0572-1 (papier) 978-982-04-0571-4 (électronique) http://bit.ly/2nBvgW0	72 p.
Pacifique plus propre 2025 : Stratégie de gestion des déchets et de la pollution pour la région Pacifique – plan de mise en œuvre, 2016–2019 (Cleaner Pacific 2025: Pacific Regional Waste and Pollution Management Strategy – implementation plan, 2016–2019)	978-982-04-0590-5 (papier) 978-982-04-0585-1 (électronique) http://bit.ly/2o0JjTy	24 p.
Élaborer une stratégie et un plan d'action nationaux ou territoriaux de lutte contre les espèces envahissantes (Develop a national or territorial invasive species strategy and action plan)	978-982-04-0611-7 (papier) 978-982-04-0612-4 (électronique) http://bit.ly/2oXnEhH	16 p.
Trouver des réponses en ligne aux questions sur les espèces envahissantes courantes (Find answers online to common invasive species questions)	978-982-04-0603-2 (papier) 978-982-04-0604-9 (électronique) http://bit.ly/2oz45zY	16 p.
Guide des liens entre les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, les SPANB et les objectifs du Cadre pour la conservation de la nature et les aires protégées dans la région du Pacifique insulaire 2014-2020 (A guide to the linkages between the Aichi Biodiversity Targets, NBSAPs and Objectives of the Framework of Nature Conservation and Protected Areas in the Pacific Islands Region 2014–2020)	978-982-04-0567-7 (papier) 978-982-04-568-4 (électronique) http://bit.ly/2oFLXRW	4 p.
Cadre intégré d'évaluation de la vulnérabilité destiné aux atolls : une approche collaborative (Integrated vulnerability assessment framework for atoll islands : a collaborative approach)	978-982-000987-5 http://bit.ly/2o6R6o5	74 p.
Gérer les mainates dans le Pacifique (Manage myna birds in the Pacific)	978-982-04-0607-0 (papier) 978-982-04-0608-7 (électronique) http://bit.ly/2oX9QUb	20 p.
Se débarrasser des rongeurs dans les petites îles tropicales (Removing rodents from small tropical islands with success)	978-982-04-0613-1 (papier) 978-982-04-0614-8 (électronique) http://bit.ly/2ozbZcs	20 p.
Évaluation de la vulnérabilité des îles océaniques face à l'acidification de l'océan (Pacific Islands Ocean Acidification Vulnerability Assessment)	978-982-04-0577-6 (papier) 978-982-04-0578-3 (électronique) http://bit.ly/2ozSosz	40 p.
L'amiante dans le Pacifique (The State of Asbestos in the Pacific)	http://bit.ly/2nBDvBk	6 p.
La conservation en Océanie : Principaux résultats (State of Conservation in Oceania: key findings)	http://bit.ly/1FyQ9Fm	6 p.
La conservation en Océanie : Rapport régional (State of Conservation in Oceania : regional report)	978-982-04-0586-8 (papier) 978-982-04-0587-5 (électronique) http://bit.ly/2o0aFhw	180 p.
Renforcer l'évaluation de l'impact sur l'environnement : Lignes directrices pour les États et territoires insulaires océaniques (Strengthening environmental impact assessment : guidelines for Pacific Island Countries and Territories)	978-982-04-0593-6 (papier) 978-982-04-0594-3 (électronique) http://bit.ly/2oXksTc	64 p.
Utiliser en toute sécurité les appâts anticoagulants contre les rongeurs (Using anticoagulant rodent bait safely)	978-982-04-0599-8 (papier) 978-982-04-0600-1 (électronique) http://bit.ly/2nH0Lb	16 p.
Utiliser l'analyse économique pour lutter contre les espèces envahissantes (Use economic analysis to battle invasive species)	978-982-04-0615-5 (papier) 978-982-04-0616-2 (électronique) http://bit.ly/2nUWpER	16 p.



TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	PAGES
Séries		
Climate Change Matters (numéros 42-51)	2227-6947 http://bit.ly/1HPsTqM	11 p.
PacWaste News (numéros 3-5)	http://bit.ly/2nULzPj	4 p.
Rapport annuel du PROE 2015	1562-675X http://bit.ly/2d6TOC9	70 p.
SPREP Annual Report 2015	1562-675X http://bit.ly/2dfglxb	70 p.
SPREP Tok (numéros 20-30)	2311-861X http://bit.ly/1cMbbGT	4 p.
Rapports de réunions		
Report of the Twenty Seventh (27th) SPREP Meeting, 19th – 22nd September, Apia, Samoa	978-982-04-0638-4 (papier) 978-982-04-0639-1 (électronique) http://bit.ly/2wlWejk	67 p.
Rapport de la 27e Conférence des représentants officiels du PROE et de la Réunion ministérielle de haut niveau, 19-22 septembre 2016, Alofa, Nioué	978-982-04-0638-4 (papier) 978-982-04-0639-1 (électronique) http://bit.ly/2oXTVfg	67 p.
Matériel promotionnel		
Kiribati : Adaptation au changement climatique (Kiribati: Adaptation to Climate Change)	http://bit.ly/2nHMPes	affiche
Des choix éclairés pour un Pacifique plus sûr et plus propre (Smart choices for a cleaner and safer Pacific)	http://bit.ly/2oAPoqY	affiche
Des choix éclairés pour un Pacifique plus sûr et plus propre : Mettez-vous au compostage ! (Smart Choices for a Cleaner and Safer Pacific: Commit to composting)	http://bit.ly/2nCem9G	autocollant
Des choix éclairés pour un Pacifique plus sûr et plus propre : Éteignez ! (Smart Choices for a Cleaner and Safer Pacific : Switch Off)	http://bit.ly/2nHNahs	autocollant
Des choix éclairés pour un Pacifique plus sûr et plus propre : Apportez votre sac ! (Smart Choices for a Cleaner and Safer Pacific : Bring your own bag)	http://bit.ly/2o7uiEU	autocollant
Des choix éclairés pour un Pacifique plus sûr et plus propre : Ne laissez pas les ordures atteindre nos océans ! (Smart Choices for a Cleaner and Safer Pacific : Keep rubbish out of our oceans)	http://bit.ly/2nCbRqQ	autocollant
Des choix éclairés pour un Pacifique plus sûr et plus propre : Refusez le feu ! (Smart Choices for a Cleaner and Safer Pacific : Say no to burning)	http://bit.ly/2oXZPpQ	autocollant
Des choix éclairés pour un Pacifique plus sûr et plus propre : Recyclez ce que vous pouvez ! (Smart Choices for a Cleaner and Safer Pacific : Recycle what you can)	http://bit.ly/2o0UoZr	autocollant
Sensibilisation à l'amiante dans le Pacifique (Asbestos awareness in the Pacific)	http://bit.ly/2ozU6KM	infographie
Directives de communication pour les partenaires de PacWaste (Communication guidelines for PacWaste partners)	http://bit.ly/2o7vqYP	13 p.
Fiches d'information		
Adaptation océanique au changement climatique fondée sur les écosystèmes (AOCCfE) (Pacific Ecosystem-Based Adaptation to Climate Change) AOCCfE – Régionale (PEBACC – Regional)	http://bit.ly/2oGnRpV	
AOCCfE – Îles Salomon (PEBACC – Solomon Islands)	http://bit.ly/2oGnRpV	
AOCCfE – Vanuatu (PEBACC – Vanuatu)	http://bit.ly/2o7gV7C	
Vidéos		
PacWaste en action : Favoriser la collaboration régionale pour un Pacifique plus sûr et plus propre (PacWaste in Action: Fostering regional collaboration for a cleaner and safer Pacific)	http://bit.ly/2oTHQEP	2 p.
PIGGAREP – Îles Cook 1re partie (PIGGAREP Cook Islands Part 1)	http://bit.ly/2nvnwG	2 p.
PIGGAREP – Îles Salomon (PIGGAREP – Solomon Islands)	http://bit.ly/2oTN57f	2 p.
PIGGAREP – Tonga (PIGGAREP – Tonga)	http://bit.ly/2oPZ8D5	



LISTE DU PERSONNEL (31 DÉCEMBRE 2016)

MEMBRE DU PERSONNEL	DÉSIGNATION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT	
ÉQUIPE DE DIRECTION				
1	Kosi Latu	Directeur général	Samoa	31-déc-18
2	Roger Cornforth	Directeur général adjoint	Nouvelle-Zélande	05-juin-19
3	Stuart Chape	Directeur, Biodiversité et gestion écosystémique	Australie	4-sep-17
4	Netatua Pelesikoti	Directeur, Changement climatique	Tonga	30-mai-17
5	Clark Peteru	Conseiller juridique	Samoa	31-déc-19
6	Petra Chan Tung	Conseillère financière et administrative	Samoa	24-juill-19
7	Simeamativa Vaa	Conseillère en ressources humaines	Samoa	28-fév-17
8	<i>Vacant</i>	<i>Directeur, Surveillance et Gouvernance environnementales</i>		
9	<i>Vacant</i>	<i>Directeur, Gestion des déchets et lutte contre la pollution</i>		
APPUI À LA DIRECTION				
10	Simon Wilson	Conseiller financier spécialisé en changement climatique	Australie	01-nov-18
11	Audrey Brown-Pereira	Adjointe	Îles Cook	31-déc-17
12	Rosanna Galuvao-Ah Ching	Adjointe exécutive au Directeur général	Samoa	30-mai-19
13	Apiseta Eti	Adjointe exécutive au Directeur général adjoint	Samoa	31-déc-18
14	<i>Vacant</i>	<i>Conseiller, Surveillance et évaluation</i>		
BUREAUX SOUS-RÉGIONAUX				
15	Simpson Abraham	Expert en gestion des déchets solides, États fédérés de Micronésie	ÉFM	31-déc-17
16	<i>Vacant</i>	<i>Expert technique (secteur de l'eau) et attaché de liaison – République des îles Marshall</i>		
AUDIT INTERNE				
17	Selesitina Reti	Auditrice interne	Samoa	25-juin-18
GESTION DE LA BIODIVERSITÉ ET DES ÉCOSYSTÈMES				
18	Makerita Atiga	Secrétaire du Directeur/ Assistante de division	Samoa	02-août-17
19	Warren Lee Long	Conseiller en matières côtières et marines	Australie	28-juin-17
20	Michael Donoghue	Conseiller en espèces menacées et migratoires	Nouvelle-Zélande	19-oct-19
21	juiney Ward	Responsable, Conservation des raies et des requins	Samoa	31-mars-18
22	David Moverley	Spécialiste en espèces envahissantes	Nouvelle-Zélande	13-oct-18
23	Easter Galuvao	Conseillère en biodiversité	Samoa	31-déc-19
24	Amanda Wheatley	Responsable, Écosystèmes et biodiversité	Australie	13-juin-17
25	Herman Timmermans	Projet PEBACC – Gestionnaire	Afrique du Sud	19-mai-18
26	David Loubser	Projet PEBACC – Directeur national, Vanuatu	Nouvelle-Zélande	04-juill-18
27	Fred Patison	Projet PEBACC – Directeur national, îles Salomon	Îles Salomon	30-sep-18
28	Jilda Shem	Responsable de la communication, projet PEBACC	Vanuatu	16-juill-19
29	Allan Dan	Responsable, projet PEBACC Vanuatu	Vanuatu	14-août-19
30	Filomena Serenia	Responsable, projet PEBACC Fidji	Fidji	31-juill-19
31	Roneel Prasad	Responsable financier et administratif, projet PEBACC	Fidji	24-juill-19
32	<i>Vacant</i>	<i>Responsable, Adaptation écosystémique</i>		
33	<i>Vacant</i>	<i>Responsable, Base des données sur les tortues</i>		
34	<i>Vacant</i>	<i>Responsable, Gestion des récifs coralliens</i>		
35	<i>Vacant</i>	<i>Responsable, Espèces envahissantes</i>		
36	<i>Vacant</i>	<i>Spécialiste en gestion et conservation marines</i>		
CHANGEMENT CLIMATIQUE				
37	Espen Ronneberg	Conseiller en changement climatique	Îles Marshall	31-juill-17
38	Tagaloo Cooper-Halo	Conseillère en renforcement institutionnel spécialisée en changement climatique	Nioué	18-août-19
39	Christina Leala-Gale	Gestionnaire de projet – Projet Finlande	Samoa	31-déc-16
40	Salesa Nihmei	Spécialiste, Météorologie et climatologie	Vanuatu	18-janv-19

MEMBRE DU PERSONNEL	DÉSIGNATION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT	
41	Tommy Moore	Responsable, Système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique	États-Unis d'Amérique	11-juill-17
42	Sunny Seuseu	Coordinatrice, Services de prévision climatologique	Samoa	29-mars-18
43	Azarel Mariner	Responsable, Développement des capacités du COSPPac	Samoa	30-juin-18
44	Siosinamele Lui	Responsable COSPPac, Connaissances traditionnelles sur le climat	Samoa	30-juin-18
45	Sela Simamao	Assistante de projet, Bureau météorologique océanien	Tonga	30-juin-18
46	Makelesi Gonelevu	Chargée des connaissances	Fidji	14-juill-17
47	Priscilla Olano	Assistante technique, Portail océanien sur le changement climatique	Samoa	31-déc-17
48	Aoyama Michinobu	Conseiller en changement climatique pour le Pacifique (détaché de la JICA)	Japon	24-avr-17
49	Philip Marsden	Spécialiste, Connaissances et informations climatologiques (détaché de la GIZ)	Allemagne	31-juill-18
50	Alexander Montoro	Expert technique, Services climatologiques et météorologiques (bénévole du Corps de la Paix)	États-Unis d'Amérique	09-mars-18
51	<i>Vacant</i>	<i>Conseiller en adaptation au changement climatique</i>		
52	<i>Vacant</i>	<i>Responsable, Système mondial d'observation du climat dans les îles du Pacifique</i>		
53	<i>Vacant</i>	<i>Secrétaire du Directeur/ Assistante de division</i>		
SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE				
54	Pauline Fruean	Secrétaire du Directeur/ Assistante de division	Samoa	24-mai-18
55	Jope Davetanivalu	Conseiller en planification et développement des capacités	Fidji	30-sep-19
56	Melanie Bradley	Responsable, Planification environnementale	Australie	08-fév-17
57	Meapelo Maiai	Conseiller chargé de l'assistance du Fonds pour l'environnement mondial	Samoa	31-oct-18
58	Paul Anderson	Surveillance environnementale et responsable	États-Unis d'Amérique	31-déc-17
59	Ryan Wright	Responsable, Planification spatiale	Australie	31-déc-18
60	<i>Vacant</i>	<i>Conseiller en développement durable</i>		
61	<i>Vacant</i>	<i>Conseiller en surveillance et notification environnementales</i>		
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION				
62	Faailo Maiuu	Secrétaire du Directeur/ Assistante de division	Samoa	20-sep-18
63	Anthony Taloui	Conseiller en pollution	Fidji	31-juill-17
64	Ma Bella Guinto	Conseillère en gestion des déchets solides	Nouvelle-Zélande	16-sep-17
65	Frank Griffin	Conseiller en gestion des déchets dangereux	PNG	20-sep-19
66	Lusiana Ralogaivau	Fonds pour l'environnement mondial – Coordinatrice de projet	Fidji	31-déc-16
67	Stewart Williams	Gestionnaire de projet, PacWaste	Australie	31-déc-17
68	Elizabeth Vanderburg	Responsable, PacWaste	Nouvelle-Zélande	06-fév-17
69	Tim Hartley	Responsable des déchets solides, PacWaste	Australie	16-mars-17
70	Amber Carvan	Responsable de la communication, PacWaste	Australie	31-déc-17
SERVICES DES ENTREPRISES				
CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION				
71	Miraneta Williams-Hazelman	Directrice, Centre d'information et de documentation	Samoa	9-août-18
72	Angelica Salele	Chargée de l'information	Samoa	18-mai-17
73	Lupe Silulu	Responsable, Documentation et archives	Samoa	31-déc-18
74	Emma Arasi	Responsable adjointe, Documentation et archives	Samoa	11-janv-18
COMMUNICATION ET SENSIBILISATION				
75	Nanette Woonton	Attachée de relations publiques	Îles Cook	31-juill-17
76	Leanne Moanau	Responsable Communication	Samoa	31-déc-17
77	Leilani Curry	Responsable Sensibilisation	Samoa	10-avr-17
78	<i>Vacant</i>	<i>Conseiller en communication et sensibilisation</i>		
79	<i>Vacant</i>	<i>Chargé des publications</i>		

MEMBRE DU PERSONNEL	DÉSIGNATION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT	
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION				
80	Christian Slaven	Gestionnaire TI	Samoa	02-mai-18
81	Eveli Tagi	Ingénieur, Réseaux et soutien informatiques	Fidji	30-avr-17
82	Billy Chan Ting	Spécialiste, Développement d'applications web	Samoa	30-avr-17
83	Ainsof So'o	Développeur et analyste système	Samoa	05-mai-19
FINANCES ET ADMINISTRATION				
84	Veronica Levi	Comptable	Samoa	10-avr-19
85	Maraea Slade-Pogi	Responsable, Comptabilité et administration	Samoa	05-janv-17
86	Siniva Tuuau-Enosa	Comptable de projet	Samoa	26-juin-19
87	Alvin Sen	Comptable de projet	Fidji	16-juin-19
88	Rachel Levi	Chargée des finances – Projets	Samoa	24-juin-19
89	Penina Matatumua	Chargée des finances – Projets	Samoa	16-mars-17
90	Sabrina Reupena	Chargée des finances – Conciliations bancaires	Samoa	16-mars-17
91	Hetta Fuimaono	Chargée des finances – Déplacements	Samoa	19-juin-19
92	Anuilagi Tyrell	Chargé des finances – Traitement des données	Samoa	26-juin-19
93	Lawrence Warner	Responsable, Biens immobiliers	Samoa	4-déc-18
94	Faamanatu Siliti	Chauffeur/Commis	Samoa	05-déc-17
95	Amosa To'oto'o	Préposée au nettoyage et au thé	Samoa	31-déc-19
96	Tagiilima Enele	Jardinier	Samoa	12-mai-17
97	Isaia Talaitau	Jardinier	Samoa	11-sep-19
98	<i>Vacant</i>	<i>Responsable, Administration et conférences</i>		
99	<i>Vacant</i>	<i>Chargé des finances, Salaires et comptes débiteurs</i>		
100	<i>Vacant</i>	<i>Chargé des finances, Comptes créditeurs</i>		
101	<i>Vacant</i>	<i>Adjoint en approvisionnement</i>		
102	<i>Vacant</i>	<i>Préposé au nettoyage et au thé</i>		
RESSOURCES HUMAINES				
103	Luana Chan-Jamieson	Responsable en ressources humaines	Samoa	05-janv-17
104	Christine Purcell	Responsable adjointe, ressources humaines	Samoa	04-mars-18
105	Jolynn Managreve-Fepuleai	Responsable adjointe, ressources humaines	Fidji	08-juill-18
106	Monica Tupai	Adjointe aux services généraux	Samoa	21-mai-19
JEUNES PROFESSIONNELS/RATTACHEMENTS				
107	Kilom Ishiguro	Technicien de la planification spatiale	Îles Marshall	31-janv-17
108	Ana Markic	Placement professionnel, doctorante à la Division Gestion des déchets et lutte contre la pollution	Croatie	31-janv-17
NOMINATIONS TEMPORAIRES				
109	Tavita Su'a	Assistante TI	Samoa	31-janv-17
CONSULTANTS				
110	Andrea Volentras	Directrice – PCCR	Samoa	1-août-17
111	Aaron Buncl	Spécialiste des priorités – PCCR	Australie	1-juin-17
112	Ane Moananu	Spécialiste en approvisionnement et gestion financière – PPCR	Samoa	1-août-17
113	Satui Bentin	Coordinateur, mécanisme régional d'appui technique – PPCR	Samoa	1-juin-17
114	Vainuupo Jungblut	Consultant en engagement, BIOPAMA	Samoa	30-juin-17
115	James Jamieson	Conseiller financier, PSM	Samoa	30-juin-17



ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AAMP	Agence des aires marines protégées	PSM	Planification spatiale marine
ACP (pays)	Pays Afrique, Caraïbes, Pacifique	MSP	Projet de taille moyenne
AFD	Agence française de développement	NEMS	Stratégies nationales de gestion de l'environnement
AMSA	Autorité australienne pour la sécurité maritime	NISSAP	Plan d'action et stratégie au niveau national pour lutter contre les espèces envahissantes
APCC	Centre climatique de la Coopération économique Asie-Pacifique	NZ PPOA	Partenariat entre la Nouvelle-Zélande et le Pacifique sur l'acidification des océans
BCRDP	Plans nationaux médiatiques de résilience aux catastrophes climatiques	P3DM	Modèle tridimensionnel participatif
BIOPAMA	Programme Biodiversité et gestion des aires marines protégées	PACIOCEA	Projet d'analyse des écosystèmes de l'océan Pacifique
BMUB	Ministère fédéral de l'Environnement et des Constructions du gouvernement allemand	PACPOL	Prévention de la pollution dans l'océan Pacifique
CFF	Récifs coralliens, pêcheries et sécurité alimentaire	PCCC	Centre océanien sur le changement climatique
CdP	Conférence des Parties	PCCP	Portail océanien sur le changement climatique
COP22	22ème session de la Conférence des Parties à la CCNUCC	PCCR	Table ronde océanienne sur le changement climatique
CORP	Conseil des organisations régionales dans le Pacifique	PICAN	Réseau océanien d'action climatique
CSIRO	Organisation de recherche industrielle et scientifique du Commonwealth (Australie)	PICOF-1	Premier Forum de prévision climatique des îles du Pacifique.
ITC	Initiative du Triangle de corail	FDIP	Forum sur le développement des îles du Pacifique
DBCp	Groupe de coopération pour les programmes de bouées de mesure	PIDOC	Base de données des activités de développement des capacités des îles du Pacifique
AbE	Adaptation écosystémique	PIFACC	Cadre d'action contre le changement climatique des îles du Pacifique
FED	Fonds européen de développement	SFIP	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
ÉIE	Évaluation de l'impact sur l'environnement	PIGGAREP	Projet de réduction des gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables des îles du Pacifique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PINA	Association océanienne des médias
FINPAC	Projet Finlande-Pacifique	PIRT	Table ronde océanienne pour la conservation de la nature
UNF	Université nationale de Fidji	PMC-3	Troisième Conseil météorologique du Pacifique
EFM	États fédérés de Micronésie	PMMM-1	Première Réunion ministérielle du Pacifique sur la météorologie
FVC	Fonds vert pour le climat	PNGNWS	Service météorologique national de Papouasie-Nouvelle-Guinée
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	POETCom	Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique
GEF-PAS	Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable	POP	Polluants organiques persistants
GEF-PAS IAS	Projet du Fonds pour l'environnement mondial – Alliance océanienne pour la durabilité intitulé « Prévention, éradication et contrôle des espèces envahissantes non indigènes dans les îles du Pacifique »	PRC	Centre régional du Pacifique
GEF-PAS IIB	Projet du Fonds pour l'environnement mondial et l'Alliance océanienne pour la durabilité pour la biodiversité insulaire intégrée	ZMPS	Zone maritime particulièrement sensible
CMSC	Cadre mondial pour les services climatiques	ROK-PI CIIPS	Projet des services de prédiction climatique de la République de Corée et des îles du Pacifique
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit	RRIS	Système régional d'informations de référence
Projet HLSM	Projet de mécanisme de soutien de haut niveau	RTSM	Mécanisme régional de soutien technique
TIC	Technologie de l'information et des communications	SAMOA, la voie à suivre	Modalités d'action accélérées des PEID (Samoa, la voie à suivre)
GIZC	Gestion intégrée des zones côtières	SOE	État de l'environnement
OMI	Organisation maritime internationale	SOE	Rapport sur l'état de l'environnement
CPDN	Contributions prévues déterminées au niveau national	CPS	Communauté du Pacifique
INTEGRE	Initiative des Territoires pour la gestion régionale de l'environnement	SRDP	Stratégie pour un développement résilient dans le Pacifique : une approche intégrée du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophes
COI	Commission océanographique intergouvernementale	TNC	The Nature Conservancy
IRD	Institute de Recherche pour le Développement	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
J-PRISM	Projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides	UNESCO	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
JICA	Agence japonaise de coopération internationale	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
LPPA	Plan d'action Lima-Paris	CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)
AME	Accords multilatéraux sur l'environnement	CCNUCC COP22	22ème Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique
MECDM	Ministère de l'Environnement, du Changement climatique, de la Gestion des catastrophes et de la Météorologie des Îles Salomon	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
MEIDECC	Ministère de la Météorologie, de l'Énergie, de l'Information, de la Gestion des catastrophes, de l'Environnement, du Changement climatique et de la Communication des Tonga	UPS	Université du Pacifique Sud
MNRE	Département des Ressources marines et fauniques Samoa	VEPA	Agence de protection de l'environnement de Vava'u
MPA	Zone de parc marin	WCA	Alliance mondiale pour les cétacés
		WCPFC	Commission des pêcheries du Pacifique occidental et central
		WCS	Société pour la conservation de la vie sauvage
		OMM	Organisation météorologique mondiale
		WWF	Fonds mondial pour la nature



Notre région

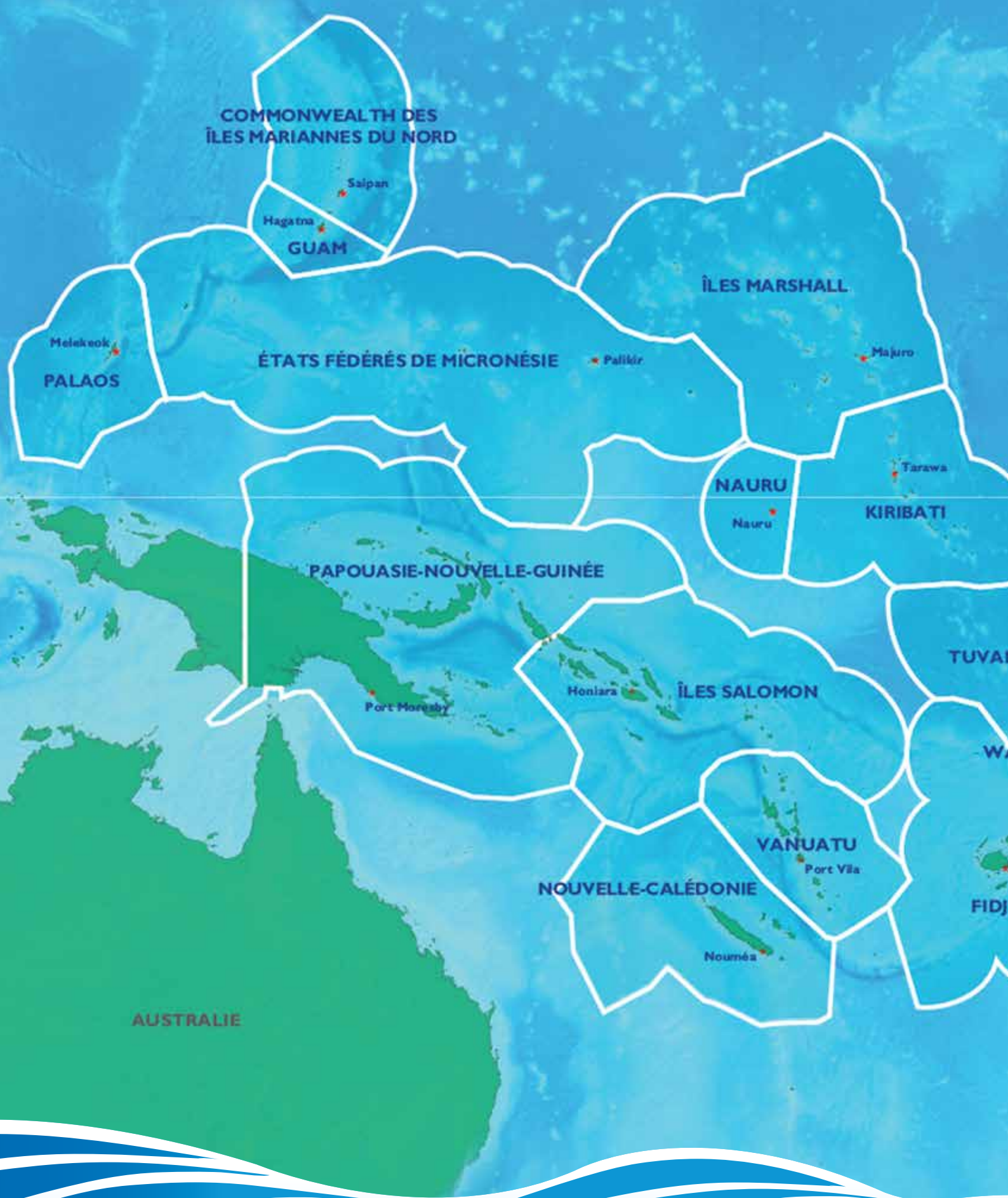
Le Pacifique, plus grand océan de la planète, couvre près d'un tiers de la surface terrestre et compte près de 30 000 îles de tailles et de formes diverses qui parsèment cette vaste étendue.

Les Membres insulaires océaniques du Secrétariat sont les suivants :

- 🌀 Commonwealth des Îles Mariannes du Nord
- 🌀 États fédérés de Micronésie
- 🌀 Fidji
- 🌀 Guam
- 🌀 Îles Cook
- 🌀 Îles Marshall
- 🌀 Îles Salomon
- 🌀 Kiribati
- 🌀 Nauru
- 🌀 Nioué
- 🌀 Nouvelle-Calédonie

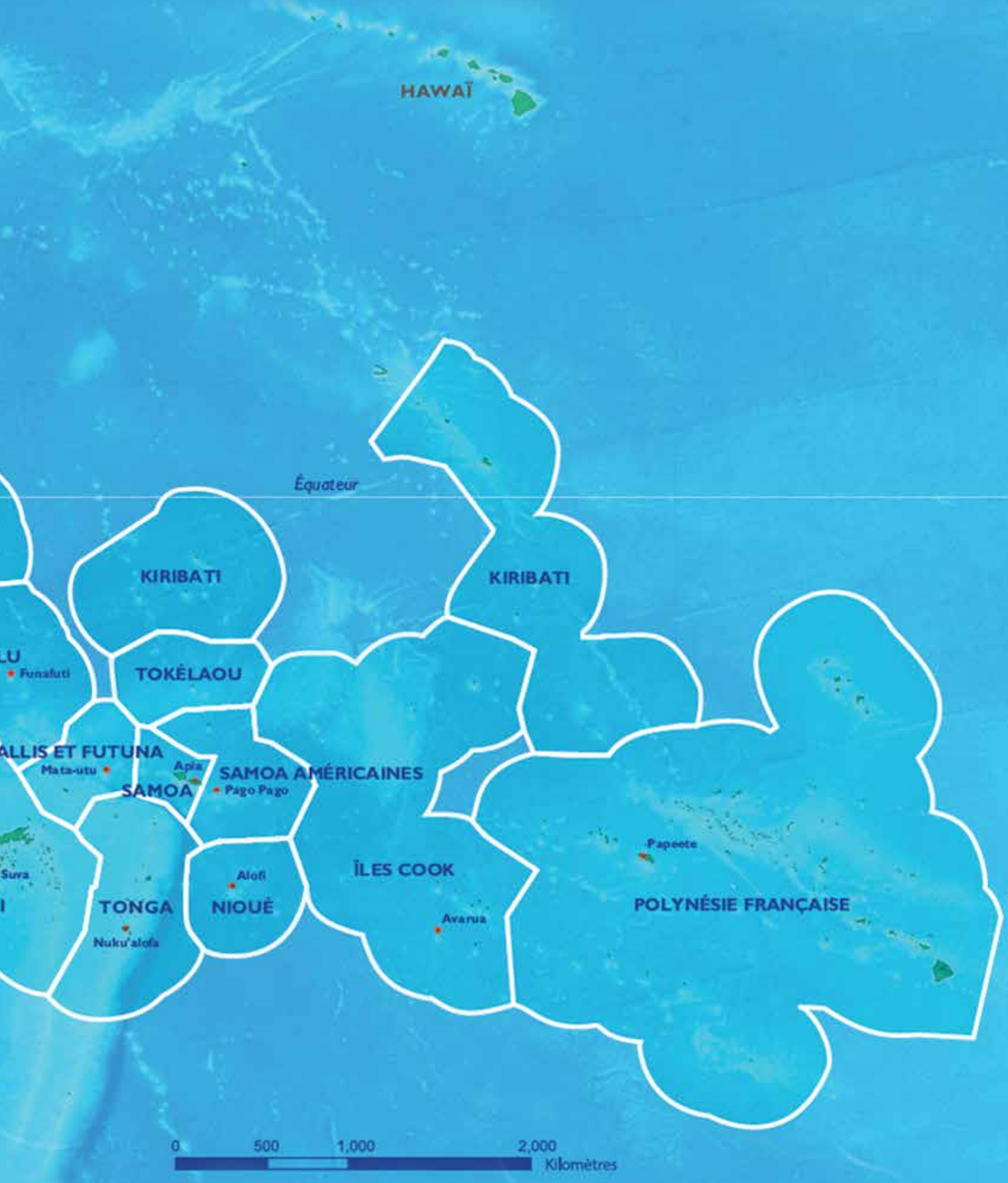
Le PROE compte également cinq Membres métropolitains :

- 🌀 Australie
 - 🌀 États-Unis d'Amérique
 - 🌀 France
 - 🌀 Nouvelle-Zélande
 - 🌀 Royaume-Uni
- 
- 



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement



Cette carte n'indique que les limites des juridictions maritimes convenues et potentielles du Pacifique. Elle n'implique de la part du PROE aucune prise de position quant au statut juridique de toute limite y figurant.

www.sprep.org



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement